

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/M/32
23 août 2001

(01-4090)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
du 18 au 22 juin 2001

Président: S.E. M. l'Ambassadeur Boniface Chidyausiku (Zimbabwe)

<u>Sommaire:</u>	<u>Paragraphes n°</u>
A. NOTIFICATIONS AU TITRE DE DISPOSITIONS DE L'ACCORD	1-7
i) <u>Notifications au titre de l'article 63:2</u>	1-6
ii) <u>Notifications au titre de l'article 69</u>	7
B. EXAMEN DES LÉGISLATIONS	8-41
i) <u>Questions initiales en suspens depuis l'examen de la législation du Koweït engagé en novembre 2000</u>	8-12
ii) <u>Questions initiales en suspens depuis les examens engagés en avril 2001</u>	13-21
iii) <u>Suite donnée aux examens déjà entrepris</u>	22-30
iv) <u>Législations des Membres devant être examinées en juin 2001</u>	31-40
v) <u>Législations des Membres devant être examinées en novembre 2001</u>	41
C. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 70:9	42
D. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2	43-51
E. RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSTITUTION DE CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES	52-56
F. COOPÉRATION TECHNIQUE	57-67
G. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4	68-88
H. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 24:1	89-115

<u>Sommaire:</u>	<u>Paragraphes n°</u>
I. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2	116-121
J. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 b)	122-144
K. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD AU TITRE DE L'ARTICLE 71:1	145-150
L. PLAINTES EN SITUATION DE NON-VIOLATION ET PLAINTES MOTIVÉES PAR UNE AUTRE SITUATION 151-161	
M. COMMERCE ÉLECTRONIQUE	162-169
N. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET ACCÈS AUX MÉDICAMENTS	170
O. RENSEIGNEMENTS SUR LES FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC	171-173
i) <u>Accessions</u>	171-172
ii) <u>Règlement des différends</u>	173
P. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES	174-181
Q. AUTRES QUESTIONS	182

A. NOTIFICATIONS AU TITRE DE DISPOSITIONS DE L'ACCORD

 i) Notifications au titre de l'article 63:2

- *Notifications adressées par des Membres pour lesquels la période de transition prévue à l'article 65:2 ou 65:3 a expiré le 1^{er} janvier 2000 ou qui ont accédé à l'OMC après cette date*

1. Le Président a appelé l'attention du Conseil sur la note mise à jour du Secrétariat reflétant l'état des notifications adressées par ces Membres et distribuée avant la présente réunion (JOB(01)/88 du 18 juin 2001). Cette note montrait que, parmi les Membres en question, avait déjà fait parvenir des notifications le mercredi 13 juin 2001. Depuis cette date, des notifications additionnelles de lois et réglementations avaient été reçues du Bahreïn, du Botswana, de la Côte d'Ivoire et du Maroc. Bien que le Secrétariat ait reçu plusieurs nouvelles notifications par rapport à la dernière réunion du Conseil, un grand nombre de Membres qui devaient se soumettre à un examen en 2001 n'avaient toujours pas notifié leur législation de mise en œuvre. Le Président a donc exhorté ces Membres à présenter la documentation manquante sans tarder. Il a rappelé qu'aux termes de l'article 63:2 de l'Accord, ils étaient tenus de notifier les lois et réglementations qui visaient les questions faisant l'objet de l'Accord applicables à compter du 1^{er} janvier 2000. Il a invité instamment les délégations en question, si les documents devant être notifiés n'étaient pas encore tous prêts, à soumettre maintenant

ce qui pouvait être notifié et à compléter la notification dès que les parties manquantes seraient prêtes. Il a rappelé aux délégations qu'en vertu de l'Accord de coopération conclu entre l'OMPI et l'OMC et les décisions prises par les organes directeurs de l'OMPI, le Bureau international de l'OMPI pouvait si nécessaire aider les délégations en ce qui concerne la traduction de leurs principales lois et réglementations de propriété intellectuelle.

2. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

- *Notifications adressées par d'autres Membres*

3. Le Président a informé le Conseil que depuis sa dernière réunion, l'Allemagne, le Guatemala, Hong Kong, Chine, le Japon, la République kirghize, la Mongolie, le Panama, la Roumanie, la Slovaquie et la Turquie avaient fait parvenir des amendements apportés à des législations notifiées antérieurement. Ces amendements seraient distribués dans la série de documents IP/N/1/- dès que possible.

4. Poursuivant, il a informé le Conseil que le Secrétariat avait reçu une notification du Burundi dans laquelle ce pays faisait savoir au Conseil qu'il s'était conformé aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée. Le Burundi avait également notifié les textes de ses lois actuelles sur les brevets et les dessins et modèles industriels, indiquant cependant que, dans la mesure où ces lois étaient actuellement révisées et que d'autres aspects de l'Accord sur les ADPIC n'avaient pas encore donné lieu à l'élaboration d'une réglementation, le Burundi souhaitait jouir de la possibilité que ménageait l'article 66:1 de l'Accord aux pays les moins avancés Membres de différer l'application des dispositions de l'Accord autres que celles des articles 3, 4 et 5 jusqu'au 1^{er} janvier 2006. Cette notification avait été distribuée sous couvert du document IP/N/1/BDI/1. Il a ajouté que, faisant partie des pays les moins avancés, le Burundi était en droit de bénéficier de la période de transition que prévoyait l'article 66:1 et a proposé que le Secrétariat prenne contact avec la délégation de son pays pour éclaircir cette question.

5. Le représentant du Sénégal a rappelé que l'examen de la législation de son pays devait avoir lieu pendant la réunion de novembre 2001. Deux événements étaient cependant survenus qui avaient une incidence sur cette question. Premièrement, un nouveau gouvernement avait été élu, et deuxièmement, le Sénégal faisait désormais partie des pays les moins avancés. Par conséquent, la question de la présentation de sa législation était toujours étudiée dans la capitale, et sa délégation se réservait le droit d'invoquer les dispositions applicables à son nouveau statut de pays moins avancé. Le Sénégal ferait savoir au Conseil avant la réunion de novembre s'il était en mesure de se soumettre à un examen lors de cette réunion.

6. Le Conseil a pris note de ces déclarations.

ii) Notifications au titre de l'article 69

7. Le Président a informé le Conseil que depuis sa dernière réunion, l'Albanie, le Burundi, le Guatemala, la République kirghize et le Panama avaient notifié leurs points de contact en vertu de l'article 69 de l'Accord. Ces notifications avaient été distribuées sous couvert du document IP/N/3/Rev.5. Les Membres ayant notifié leurs points de contact au titre de l'article 69 étaient désormais au nombre de 101.

B. EXAMEN DES LÉGISLATIONS

i) Questions initiales en suspens depuis l'examen de la législation du Koweït engagé en novembre 2000

8. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de novembre 2000, le Conseil avait examiné la législation de huit Membres, notamment celle du Koweït. Ce pays n'avait pas répondu à certaines questions initiales posées à la fin de la réunion de novembre 2000, ni à celles posées à la réunion d'avril 2001; cependant, il avait depuis lors fourni des réponses à certaines questions initiales, qui avaient été distribuées sous couvert du document IP/C/W/232/Add.1, accompagné d'un corrigendum. Le Président a fait observer enfin que le Koweït n'avait toujours pas répondu à un certain nombre d'autres questions initiales posées par le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres, la Suisse et les États-Unis.

9. Le représentant du Koweït s'est félicité de la possibilité de donner suite à l'examen de sa législation. Il a précisé que sa délégation avait fourni environ 18 réponses supplémentaires aux questions posées par le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres et la Suisse (distribuées dans le document IP/C/W/232/Add.1), faisant remarquer qu'il avait reçu les questions complémentaires de ces deux dernières délégations en février 2001. Sa délégation avait fait tout son possible pour obtenir rapidement des autorités compétentes dans sa capitale les réponses souhaitées. L'intervenant avait répondu aux questions en suspens au cours de la semaine précédente, mais certaines réponses n'avaient pas pu être données à temps pour des raisons techniques. Sa délégation avait en outre fourni un mémorandum explicatif sur la Loi sur le droit d'auteur n° 64/1999 (reproduite dans l'annexe du document IP/C/W/232/Add.2), ainsi qu'une liste des réalisations du Ministère de l'information dans le domaine du droit d'auteur (reproduite dans l'annexe du document IP/C/W/232/Add.1). Sa délégation avait en outre répondu à ce jour aux questions posées par les États-Unis en ce qui concerne les marques et les brevets (document IP/C/W/232/Add.3). Elle souhaiterait recevoir toute nouvelle question complémentaire par écrit et répondrait prochainement aux Membres intéressés en adressant une copie au Secrétariat.

10. Les représentants des Communautés européennes et des États-Unis ont dit qu'ils étudiaient les réponses fournies par le Koweït, dont certaines leur étaient parvenues pendant la réunion.

11. Le Président a indiqué que le Conseil espérait recevoir les réponses du Koweït aux questions initiales en suspens avant la prochaine réunion. Il a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites et revienne sur ce point à sa prochaine réunion.

12. Le Conseil en est ainsi convenu.

ii) Questions initiales en suspens depuis les examens engagés en avril 2001

13. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion d'avril 2001, le Conseil avait procédé aux examens des législations de cinq Membres. Quatre d'entre eux devaient encore répondre à certaines questions initiales à la fin de la réunion. Depuis lors, la Jordanie et Sainte-Lucie avaient fourni les réponses qui manquaient aux questions initiales et celles-ci avaient été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/250/Add.1 et IP/C/W/237/Add.3, respectivement, mais la Bolivie et la Namibie n'avaient quant à elles toujours pas répondu aux questions initiales.

14. Le représentant de la Bolivie a déclaré qu'il espérait être en mesure de répondre aux deux questions restantes dans les jours à venir.

15. Le représentant de la Namibie a fait savoir qu'il répondrait aux questions initiales posées par le Canada et les États-Unis pendant la réunion.¹ Il a ajouté qu'il fournirait également des réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits d'ici à la fin de la réunion.²

16. Passant aux Membres dont l'examen des législations avait été engagé à la précédente réunion en avril 2001, mais qui n'avaient pas répondu aux questions à ce moment-là, à savoir le Cameroun, le Congo, la Grenade, le Guyana, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Suriname, le Président a informé le Conseil que la Grenade et le Suriname avaient notifié en partie leur législation de mise en œuvre avant la présente réunion, mais qu'aucun de ces Membres n'avait fourni de réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/C/5). Le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres, le Japon, la Suisse et les États-Unis avaient fait parvenir avant la réunion des questions adressées à ces Membres, qui avaient été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/245, 244, 238, 239 et 240. Le Congo et le Suriname avaient répondu à certaines questions posées peu de temps avant ou pendant la réunion; ces réponses avaient été distribuées dans les documents IP/C/W/283 et Add.1 et IP/C/W/300, respectivement.

17. Conformément aux procédures régissant l'examen des législations, les délégations du Congo et du Suriname ont présenté chacune un bref aperçu liminaire de la structure de leur législation dans les domaines visés par l'Accord, ainsi que des modifications qu'elles avaient dû lui apporter pour la rendre compatible avec l'Accord sur les ADPIC. Le texte de ces déclarations liminaires ainsi que les questions adressées à ces délégations et les réponses qu'elles avaient fournies (y compris les réponses aux questions complémentaires données après la réunion) seront distribués dans les documents portant les cotes suivantes:

Congo	IP/Q/COG/1; IP/Q2/COG/1; IP/Q3/COG/1; IP/Q4/COG/1;
Suriname	IP/Q/SUR/1; IP/Q2/SUR/1; IP/Q3/SUR/1; IP/Q4/SUR/1.

18. Les délégations du Cameroun, de la Grenade et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également fait parvenir des réponses à certaines questions, distribuées sous couvert des documents IP/C/W/302, 301 et 292, respectivement.

19. Le représentant de Sainte-Lucie a informé le Conseil qu'un représentant du Guyana devait assister à la réunion, mais qu'il n'avait manifestement pas pu venir.

20. Le Président a invité instamment les délégations soumises à un examen, qui n'avaient pas encore répondu à certaines questions initiales, à le faire dès que possible et a proposé que le Conseil revienne sur ce point à sa prochaine réunion.

21. Le Conseil en est ainsi convenu, tout en prenant note des déclarations faites.

iii) Suite donnée aux examens déjà entrepris

- *Examen de juin 2000*

22. Le Président a rappelé que la suite donnée aux examens effectués à la réunion de juin 2000 avait été supprimée de l'ordre du jour. Par la suite, cependant, les Communautés européennes et leurs

¹ Les réponses de la Namibie à ces questions initiales ont été distribuées sous couvert du document IP/C/W/248/Add.2.

² Les réponses de la Namibie à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits ont été distribuées sous couvert du document IP/N/6/NAM/1.

États membres avaient posé des questions à l'Indonésie dans le document IP/C/W/220. L'Indonésie avait fourni des réponses à ces questions, qui avaient été distribuées dans le document IP/C/W/270.

23. Le représentant des Communautés européennes a fait savoir que sa délégation étudiait toujours les réponses de l'Indonésie et qu'elle reviendrait éventuellement sur cette question ultérieurement.

- *Examen de novembre 2000*

24. Le Président a rappelé que le Koweït et le Paraguay n'avaient toujours pas répondu à certaines questions complémentaires posées à la réunion de novembre 2000. Depuis la dernière réunion, le Koweït avait fourni des réponses à certaines des questions complémentaires posées par les Communautés européennes et leurs États membres, qui avaient été distribuées sous couvert du document IP/C/W/232/Add.2. Il n'avait cependant pas répondu à d'autres questions complémentaires posées également par les Communautés européennes et leurs États membres et par la Suisse, qui avaient été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/219/Add.3 et IP/C/W/207/Add.3, respectivement. Le Paraguay n'avait quant à lui pas répondu aux questions complémentaires posées par les Communautés européennes et leurs États membres qui avaient été distribuées sous couvert du document IP/C/W/219/Add.3.

25. La représentante du Koweït a déclaré qu'elle espérait être en mesure de fournir les réponses manquantes aux questions complémentaires avant la prochaine réunion d'examen.

26. Le Président a informé le Conseil que l'Estonie avait apporté des éclaircissements à la déclaration liminaire qu'elle avait faite à cette réunion, qui seront distribués en temps voulu dans la série de documents IP/Q/-.

- *Examen d'avril 2001*

27. Le Président a rappelé que depuis la réunion d'examen d'avril 2001, la Jordanie et Sainte-Lucie avaient répondu aux questions complémentaires posées par la Suisse et que leurs réponses avaient été distribuées dans les documents IP/C/W/250/Add.2 et IP/C/W/237/Add.3, respectivement. La Jordanie, Sainte-Lucie et le Venezuela avaient donc répondu à toutes les questions.

28. Le représentant de la Suisse a indiqué que sa délégation aurait peut-être une question supplémentaire à l'adresse de Sainte-Lucie concernant les indications géographiques.

29. Le Président a rappelé que la Bolivie et la Namibie n'avaient pas encore fourni de réponses aux questions complémentaires posées par le Japon et les États-Unis, respectivement, et a proposé que le Conseil les invite instamment à répondre aux questions complémentaires auxquelles elles n'avaient pas encore répondu sans tarder.³ Il a ajouté que le point relatif aux examens de la Jordanie et du Venezuela pouvait être supprimé de l'ordre du jour, étant entendu que les délégations pourraient revenir à tout moment à toute question découlant de ces examens si elles le souhaitent.

³ La Bolivie et la Namibie ont fourni les réponses manquantes aux questions complémentaires pendant la suite de la réunion. Ces réponses ont été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/251/Add.1 et IP/C/W/248/Add.2, respectivement.

30. Le Conseil est convenu de suivre la procédure proposée par le Président.

iv) Législations des Membres devant être examinées en juin 2001

31. Passant aux 24 Membres dont la législation devait être examinée par le Conseil à la présente réunion, le Président a informé ce dernier que 15 d'entre eux avaient soumis des notifications de leur législation de mise en œuvre avant la réunion, bien que ces notifications ne soient pas toutes complètes. Neuf délégations avaient fourni des réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5). Les Membres soumis à examen avaient reçu des questions du Canada, des Communautés européennes et de leurs États membres, du Japon, de la Suisse et des États-Unis, qui avaient été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/261, 261/Add.1, 274, 258, 263 et 268, respectivement. Certaines réponses avaient été reçues avant ou pendant la réunion de la part de l'Albanie, de l'Argentine, du Botswana, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de la Dominique, de la République dominicaine, de l'Égypte, de la Géorgie, du Honduras, de la Jamaïque, du Kenya, du Maroc, du Nicaragua, d'Oman, des Philippines et des Émirats arabes unis; elles avaient été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/267, 271, 295, 269, 287, 262, 275, 285, 278, 290, 277, 266, 294, 265, 288, 282, 272, 291 et addenda, respectivement.

32. Conformément aux procédures régissant l'examen des législations, les délégations de l'Albanie, de l'Argentine, du Bahreïn, du Botswana, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de la Dominique, de la République dominicaine, de l'Égypte, de Fidji, de la Géorgie, du Honduras, de la Jamaïque, du Kenya, de Maurice, du Maroc, du Nicaragua, d'Oman, des Philippines et des Émirats arabes unis avaient chacune fourni un bref aperçu liminaire de la structure de leur législation dans les domaines visés par l'Accord, ainsi que des modifications qu'elles avaient dû lui apporter pour la rendre compatible avec l'Accord sur les ADPIC. Le texte de ces déclarations liminaires ainsi que les questions adressées aux délégations visées et les réponses qu'elles avaient fournies (y compris les réponses aux questions complémentaires données après la réunion) seront distribués dans les documents portant les cotes suivantes:

Albanie	IP/Q/ALB/1; IP/Q2/ALB/1; IP/Q3/ALB/1; IP/Q4/ALB/1;
Argentine	IP/Q/ARG/1; IP/Q2/ARG/1; IP/Q3/ARG/1; IP/Q4/ARG/1;
Bahreïn	IP/Q/BHR/1; IP/Q2/BHR/1; IP/Q3/BHR/1; IP/Q4/BHR/1;
Botswana	IP/Q/BWA/1; IP/Q2/BWA/1; IP/Q3/BWA/1; IP/Q4/BWA/1;
Costa Rica	IP/Q/CRI/1; IP/Q2/CRI/1; IP/Q3/CRI/1; IP/Q4/CRI/1;
Côte d'Ivoire	IP/Q/CIV/1; IP/Q2/CIV/1; IP/Q3/CIV/1; IP/Q4/CIV/1;
Croatie	IP/Q/HRV/1; IP/Q2/HRV/1; IP/Q3/HRV/1; IP/Q4/HRV/1;
Dominique	IP/Q/DMA/1; IP/Q2/DMA/1; IP/Q3/DMA/1; IP/Q4/DMA/1;
Égypte	IP/Q/EGY/1; IP/Q2/EGY/1; IP/Q3/EGY/1; IP/Q4/EGY/1;
Émirats arabes unis	IP/Q/ARE/1; IP/Q2/ARE/1; IP/Q3/ARE/1; IP/Q4/ARE/1;
Fidji	IP/Q/FJI/1; IP/Q2/FJI/1; IP/Q3/FJI/1; IP/Q4/FJI/1;
Géorgie	IP/Q/GEO/1; IP/Q2/GEO/1; IP/Q3/GEO/1; IP/Q4/GEO/1;
Honduras	IP/Q/HND/1; IP/Q2/HND/1; IP/Q3/HND/1; IP/Q4/HND/1;
Jamaïque	IP/Q/JAM/1; IP/Q2/JAM/1; IP/Q3/JAM/1; IP/Q4/JAM/1;
Kenya	IP/Q/KEN/1; IP/Q2/KEN/1; IP/Q3/KEN/1; IP/Q4/KEN/1;
Maroc	IP/Q/MAR/1; IP/Q2/MAR/1; IP/Q3/MAR/1; IP/Q4/MAR/1;
Maurice	IP/Q/MUS/1; IP/Q2/MUS/1; IP/Q3/MUS/1; IP/Q4/MUS/1;
Nicaragua	IP/Q/NIC/1; IP/Q2/NIC/1; IP/Q3/NIC/1; IP/Q4/NIC/1;
Oman	IP/Q/OMN/1; IP/Q2/OMN/1; IP/Q3/OMN/1; IP/Q4/OMN/1;
Philippines	IP/Q/PHL/1; IP/Q2/PHL/1; IP/Q3/PHL/1; IP/Q4/PHL/1;
République dominicaine	IP/Q/DOM/1; IP/Q2/DOM/1; IP/Q3/DOM/1; IP/Q4/DOM/1.

33. S'agissant de l'examen de la législation d'Antigua-et-Barbuda, le Président a informé le Conseil que l'Ambassadeur de ce pays, qui ne résidait pas à Genève, lui avait écrit le 31 mai 2001 pour expliquer que plusieurs changements étaient intervenus au sein du Ministère de la justice, qui avaient retardé la préparation de l'examen. Le Président avait répondu le 8 juin 2001 en suggérant à l'Ambassadeur d'envoyer un représentant à la présente réunion pour expliquer la situation. L'Ambassadeur avait répondu le 14 juin 2001 que personne ne serait en mesure d'assister à la réunion, mais qu'il souhaitait assurer au Conseil que tous les efforts possibles étaient déployés à Antigua pour que sa délégation puisse se soumettre à un examen dans les mois à venir. Le Président a proposé que le Conseil revienne à l'examen de la législation d'Antigua-et-Barbuda à sa prochaine réunion prévue en novembre 2001.

34. Pour ce qui était de l'examen de la législation de Saint-Kitts-et-Nevis, le représentant de Sainte-Lucie a informé le Conseil que, pendant l'examen des politiques commerciales de l'Organisation des États des Caraïbes orientales Membres de l'OMC, qui avait eu lieu récemment, le Secrétaire permanent de Saint-Kitts-et-Nevis (un État de 44 000 habitants) avait informé la Division de l'examen des politiques commerciales du Secrétariat de l'OMC que la seule personne responsable de ces questions au sein de son département avait démissionné avec effet immédiat et qu'il serait donc difficile à Saint-Kitts-et-Nevis de répondre à quelque question que ce soit.

35. La représentante de Sainte-Lucie a félicité la Dominique et la Jamaïque des efforts qu'elles avaient déployés pendant l'examen malgré des ressources limitées. Elle a ajouté que le Conseil devait reconnaître la charge considérable qu'imposait l'Accord sur les ADPIC aux Membres en matière de réglementation et que les procédures liées à l'Accord devraient prévoir des délais plus appropriés pour les administrations plus restreintes.

36. Le représentant du Ghana a dit que sa délégation avait accepté de se soumettre à un examen en décembre 2000. Il était cependant devenu évident que la législation de mise en œuvre ne serait pas prête pour l'examen, bien qu'elle soit alors déjà parvenue devant une commission parlementaire. Sa délégation avait donc demandé que l'examen soit repoussé en juin 2001 en espérant que la législation serait prête d'ici là. Il n'avait cependant pas été possible de l'adopter avant la dissolution du Parlement intervenue pour les élections de décembre 2000, à la suite de quoi le Ghana s'était doté d'un nouveau Parlement et d'un nouveau gouvernement. Le processus législatif avait donc dû repartir de zéro, ce qui avait retardé l'adoption de la législation. Bien que la question figure en première place sur le programme législatif du nouveau Parlement, la législation n'avait toujours pas été adoptée. Tous les efforts étaient cependant déployés pour le faire de toute urgence. Les autorités ghanéennes avaient prié l'intervenant de demander au Conseil de différer une fois de plus l'examen à novembre 2001, date à laquelle la législation aurait été adoptée. En formulant cette requête, les autorités ghanéennes étaient conscientes que le Ghana aurait dû remplir ses obligations dans ce domaine depuis plus d'un an déjà. C'est pour cette raison qu'elles assuraient au Conseil que tous les efforts seraient faits pour que la législation soit adoptée pour l'examen de novembre 2001. La délégation ghanéenne avait reçu des questions de diverses autres délégations. L'orateur leur en était reconnaissant et y répondrait comme il se devait.

37. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des contraintes auxquelles le Ghana devait faire face et l'ajoute à la liste des Membres dont la législation devait être examinée en novembre 2001.

38. Le Conseil en est ainsi convenu.

39. Le Président a proposé les dispositions suivantes pour la suite à donner à cet exercice:

- les réponses manquantes aux questions initiales devraient être soumises au pays visé et au Secrétariat d'ici au 13 juillet 2001;

- toute nouvelle question complémentaire devrait être soumise au pays visé et au Secrétariat d'ici au 3 août 2001;
- la date-butoir du 17 août 2001 devrait être fixée pour la présentation par les pays soumis à examen des réponses aux questions complémentaires déjà posées, de réponses développées ou affinées aux questions auxquelles ils avaient déjà répondu à titre préliminaire et, dans la mesure du possible, de réponses à toute autre question complémentaire susceptible d'être communiquée avant le 3 août 2001; et
- le Conseil devrait revenir à l'examen de ces 24 Membres à sa prochaine réunion.

40. Le Conseil est convenu de suivre la procédure proposée par le Président.

v) Législations des Membres devant être examinées en novembre 2001

41. Le Président a rappelé que 18 Membres, y compris un Membre ayant récemment accédé à l'Organisation, la Lituanie, devaient faire l'objet d'un examen à la réunion du Conseil de novembre 2001.⁴ Il a rappelé que le Conseil était convenu à sa réunion d'avril que, pour les examens devant avoir lieu pendant la semaine du 26 novembre 2001, les questions adressées aux Membres visés devaient être soumises d'ici au 14 septembre 2001 et les réponses aux questions posées dans ce délai, d'ici au 26 octobre 2001. Il a également appelé l'attention sur une communication qu'il avait reçue de l'un de ces Membres, le Gabon, qui avait été distribuée pour information sous couvert du document IP/C/W/276.

C. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 70:9

42. Le Président a informé le Conseil qu'Oman avait déclaré dans la notification de sa législation nationale de mise en œuvre que l'article 70:8 et 70:9 ne s'appliquait pas à son territoire car il accordait une protection par brevet aux inventions liées à des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture.⁵ Le Burundi avait pour sa part déclaré que "la législation existante ne constituait pas un obstacle à l'application de l'article 70:8 et 70:9 de l'Accord". Cette notification avait été distribuée sous couvert du document IP/N/1/BDI/1, déjà mentionné sous le point A ii) de l'ordre du jour.

D. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2

43. Le Président a rappelé que la question de la mise en œuvre de l'article 66:2 était examinée par le Conseil depuis décembre 1998 et que ce dernier avait reçu des renseignements de la part de 20 pays développés Membres sur la manière dont cet article était mis en œuvre sur leurs territoires. Depuis juin 2000, le Conseil disposait également d'une note du Secrétariat (IP/C/W/169) établie à sa demande et exposant les types de mesures d'incitation qui avaient été notifiées, avec des renvois aux documents dans lesquels figuraient de plus amples détails, ainsi que d'une proposition soumise par la délégation de la Zambie concernant le traitement spécial et différencié applicable au transfert de technologie (IP/C/W/199). S'agissant de l'article 66:2, la session extraordinaire du Conseil général était convenue, à sa réunion du 18 octobre 2000, d'inviter le Conseil des ADPIC, en vue de faciliter la pleine mise en œuvre de cet article, à envisager l'établissement d'une liste exemplative d'incitations telle que celles que prévoyait l'article 66:2, à rendre régulière et systématique sa procédure de notification et de surveillance des mesures visées à l'article 66:2, et, ce faisant, à réfléchir à la manière d'éviter toute

⁴ Le Président a fait référence à l'accession de la Lituanie sous le point O i) de l'ordre du jour.

⁵ Cette notification sera distribuée dans le document IP/N/1/OMN/1.

charge inutile dans les procédures de notification; elle avait également suggéré que le Conseil des ADPIC invite d'autres organisations intergouvernementales à fournir des renseignements sur les activités qu'elles menaient dans le domaine de la constitution de capacités technologiques (question traitée au point E de l'ordre du jour ci-dessous). Le Président a par ailleurs rappelé qu'à la dernière réunion, des représentants de pays les moins avancés avaient indiqué qu'ils avaient besoin de plus de temps pour mettre de l'ordre dans leurs réflexions et élaborer une proposition sur la manière dont les travaux dans ce domaine devraient se poursuivre. La Zambie avait déjà fait parvenir une communication (document IP/C/W/298) liée à ce point de l'ordre du jour ainsi qu'aux points E ("Renseignements sur la constitution de capacités technologiques") et K ("Examen de la mise en œuvre de l'Accord conformément à l'article 71:1").

44. Le représentant de la Zambie a fait part de sa gratitude envers les pays développés Membres qui avaient fourni des renseignements sur la mise en œuvre de cet article, ajoutant que ces renseignements étaient utiles en particulier lorsqu'ils s'adressaient spécifiquement aux pays les moins avancés (PMA), conformément à l'article 66:2. Sa délégation souhaiterait cependant obtenir des renseignements plus complets sur les types d'incitations fournies, car elle pourrait ainsi déterminer plus facilement les incitations les plus appropriées pour remplir l'objectif énoncé dans cet article. Elle comprenait que déterminer d'emblée les incitations n'était peut-être pas une tâche aisée étant donné qu'un grand nombre d'organismes, de programmes et d'acteurs pouvaient être impliqués dans les différents pays. Néanmoins, en essayant de trouver des moyens efficaces de mettre en œuvre l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, sa délégation entendait recueillir plus d'informations auprès des pays développés concernant la manière dont ils s'acquittaient de cette tâche. Les renseignements qu'ils avaient déjà fournis dans les documents IP/C/W/132 et addenda constituaient une source utile qui devrait être analysée afin de démontrer comment l'article 66:2 pouvait être mis en œuvre au mieux pour promouvoir le transfert de technologie vers les PMA et favoriser la réalisation des objectifs et des principes énoncés dans les articles 7 et 8 de l'Accord respectivement. L'intervenant a demandé aux pays développés Membres de fournir des renseignements complets et d'indiquer en particulier dans quelle mesure le transfert de technologie avait eu lieu dans les PMA. Ce faisant, ils devraient également montrer comment les incitations qu'ils notifiaient fonctionnaient dans la pratique. Plus précisément, ils devraient fournir tout renseignement dont ils disposaient sur: i) les domaines dans lesquels chaque incitation avait été appliquée pour le transfert de technologie en faveur des PMA; ii) les formes que revêtait le transfert de technologie vers les PMA dans le cadre de chaque incitation (par exemple, la formation de personnel, les accords de licence, les établissements commerciaux, la vente de produits, etc.); iii) tout facteur considéré comme ayant accru l'efficacité de certaines incitations par rapport à d'autres dans le transfert de technologie vers les PMA; et iv) la manière dont les PMA pouvaient participer au choix des domaines dans lesquels ils bénéficiaient d'un transfert de technologie pour chaque incitation. La délégation de la Zambie attendait la réaction des pays développés qui étaient ses partenaires et, en particulier, des réponses sur ces quatre points précis. Elle apprécierait qu'il soit répondu à ces questions à la fois par écrit et oralement et, pour sa part, l'orateur s'efforcerait de répondre à toute question susceptible de surgir à cette réunion ou ultérieurement.

45. Le représentant des Communautés européennes a remercié la délégation de la Zambie d'avoir fait part au Conseil des résultats de ses réflexions sur la mise en œuvre de l'article 66:2 et sur les incitations destinées à garantir le transfert de technologie. Sa délégation considérait que cette question était importante et réfléchissait à la manière de donner au mieux effet à cette disposition. Les propositions mentionnées par le Président dans sa déclaration liminaire méritaient d'être examinées plus avant et de faire l'objet de consultations. La Zambie avait souligné à juste titre la difficulté de fournir des renseignements supplémentaires et détaillés étant donné que dans les différents pays, les organismes, les programmes et les acteurs qui intervenaient étaient nombreux. Lorsque sa délégation avait notifié les renseignements requis conformément à l'article 66:2 deux ans plus tôt, elle avait indiqué que les programmes qui étaient mis à la disposition des PMA étaient dirigés à la fois par les Communautés européennes et par leurs États membres. L'intervenant ne pouvait donc pas assurer au Conseil que les Communautés européennes ou leurs États membres seraient en mesure

de fournir des renseignements sous la forme demandée par le représentant de la Zambie. Ils devaient en effet vérifier dans quelle mesure ces renseignements étaient disponibles. La délégation des CE prenait cette question très au sérieux car le transfert de technologie constituait un aspect important du débat sur la propriété intellectuelle et le développement.

46. Le représentant des États-Unis a remercié la Zambie de sa précieuse contribution sur l'article 66:2, qui aidait le Conseil à réfléchir sur la manière de poursuivre ses travaux concernant ce point de l'ordre du jour. Sa délégation se trouvait probablement dans la même situation que les Communautés européennes puisqu'elle disposait de nombreux programmes pertinents au regard de l'article 66:2. L'orateur ferait part de la proposition de la Zambie aux autorités de sa capitale afin de déterminer si sa délégation était à même ou non de fournir les renseignements demandés. Il donnerait quelques indications à ce sujet à la prochaine réunion.

47. Le représentant du Japon a d'abord abordé la question générale de la nécessité pour les PMA Membres de pouvoir créer une base technologique solide et viable grâce au transfert de technologie en provenance des pays développés. Il était essentiel que les PMA Membres bénéficient des systèmes de propriété intellectuelle, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour la crédibilité et la fiabilité des systèmes de propriété intellectuelle prévus dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. La plus grande partie du transfert de technologie était assurée par le secteur privé, de sorte que la question essentielle qui se posait était celle de savoir comment fournir des incitations aux entreprises privées. En effet, si le secteur privé, qui était le principal fournisseur de technologies, ne bénéficiait pas de mesures d'incitation, le transfert ne serait pas facilité de manière efficace. Une protection appropriée de la propriété intellectuelle en ce qui concerne la technologie était l'un des facteurs les plus importants pour faciliter le transfert de technologie. Passant à l'article 66:2, l'orateur a fait observer que la note du Secrétariat (document IP/C/W/169) regroupait les renseignements soumis par les pays développés Membres et fournissait déjà suffisamment de données. Les nouvelles procédures de notification et de surveillance des mesures d'incitation ne devraient pas imposer une charge supplémentaire trop grande aux pays développés Membres, ni au Secrétariat. Si ces procédures devaient devenir régulières, le Japon mettrait alors à jour les renseignements qu'il avait fournis dans le document IP/C/W/132/Add.2 sur diverses mesures d'incitation. Il appliquait en effet différentes mesures dans ce domaine qui n'étaient pas décrites dans ce document et qui se traduisaient non seulement par la fourniture d'une assistance technique et de connaissances spécialisées aux pays en développement, mais également par des activités de recherche-développement menées conjointement avec des pays en développement, la promotion de l'utilisation de techniques particulières, y compris des techniques respectueuses de l'environnement, des projets d'infrastructure dans les pays en développement et la promotion de l'investissement pour les entreprises des pays développés. Toute liste exemplative devrait être non exhaustive et revêtir un caractère informatif, de sorte à ne pas préjuger des mesures d'incitation qui étaient, ou qui seraient prises par des pays développés Membres. Cet aspect était très important car il existait toute une gamme d'options possibles dans ce domaine, et les Membres devraient être libres de choisir celles qu'ils jugeaient appropriées. Enfin, s'agissant des quatre demandes de renseignements spécifiques formulées par la Zambie, sa délégation continuait de réfléchir à la manière dont elle pourrait y répondre. L'orateur reviendrait sur ce point à la prochaine réunion.

48. La représentante de l'Australie a remercié la Zambie de sa communication et a ajouté qu'elle y répondrait à la prochaine réunion.

49. Le représentant du Brésil a rappelé au Conseil que l'article 66:2 contenait une obligation très claire de transfert de technologie en faveur des PMA Membres. Cette disposition devait être lue à la lumière des objectifs énoncés à l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC liés au transfert de technologie et à l'équilibre de droits et d'obligations. Sa délégation espérait d'autres contributions plus substantielles de la part des pays développés Membres sur la manière dont ils mettaient en œuvre cette disposition et attendait en particulier leur réponse à la demande de renseignements précis formulée par la Zambie.

50. Le représentant de la Zambie a fait observer que l'Australie, les Communautés européennes et leurs États membres, le Japon et les États-Unis étudiaient cette question, ajoutant qu'il espérait un engagement fructueux et positif des délégations dans ce domaine.

51. Le Conseil a pris note de ces déclarations et est convenu de revenir à cette question à la prochaine réunion.

E. RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSTITUTION DE CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES

52. Le Président a rappelé que le Conseil était convenu à sa réunion de novembre 2000 d'inviter les Secrétariats de la CNUCED, de l'OMPI, de l'ONUDI, de la Banque mondiale et de la CDB à fournir des renseignements écrits sur les activités qu'ils menaient dans le domaine de la constitution de capacités technologiques. L'OMPI, l'ONUDI, le Secrétariat de la CDB et la CNUCED avaient fait parvenir ces renseignements, qui avaient été distribués sous couvert des documents IP/C/W/243 et addenda. Le Président a rappelé également que la communication de la Zambie (document IP/C/W/298) portait sur cette question également.

53. Le représentant de la Zambie a remercié les Secrétariats de la CDB, de la CNUCED, de l'ONUDI et de l'OMPI des renseignements qu'ils avaient fournis sur la constitution de capacités technologiques. Ces renseignements montraient que toutes ces organisations disposaient de programmes d'assistance technique dans ce domaine. Selon sa délégation, ce qui importait était la manière dont ces organisations pouvaient aider davantage les pays en développement et, en particulier, les PMA, à mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC avec une approche équilibrée qui mettait l'accent de manière égale sur les droits et les avantages de ces pays, d'une part, et sur leurs obligations, d'autre part. L'orateur a demandé par exemple comment la coopération technique offerte par l'OMC pourrait améliorer la réalisation de cet objectif.

54. Le représentant du Secrétariat, répondant au représentant de la Zambie, a dit qu'il aborderait cette question avec le Directeur de la Division de la coopération technique du Secrétariat. Il a rappelé que le Secrétariat de l'OMC disposait de ressources limitées, mais qu'il s'efforçait dans ces limites de recentrer ses activités de coopération technique, y compris celles qu'il menait avec d'autres organisations. En d'autres termes, il s'agissait dans le domaine des ADPIC d'aider les pays non seulement à mettre en œuvre les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord, mais aussi à tirer parti du système de propriété intellectuelle pour promouvoir leur développement. L'orateur présenterait un rapport sous le point suivant de l'ordre du jour sur la nouvelle initiative conjointe lancée par l'OMPI et l'OMC, qui poursuivait ces objectifs communs.

55. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que l'explication fournie par le Secrétariat correspondait pleinement à l'approche de sa délégation concernant l'assistance technique. Il était d'accord sur le fait qu'il convenait de recentrer l'assistance technique, de sorte qu'elle ne soit pas axée seulement sur la mise en œuvre purement technique de l'Accord sur les ADPIC, mais qu'elle permette également aux pays en développement et aux PMA de bénéficier des avantages procurés par l'Accord. Il a répété ce qui avait été dit au titre du point N de l'ordre du jour - "Propriété intellectuelle et accès aux médicaments" -, à savoir que, en fournissant une assistance technique, les experts devraient accorder une plus grande attention à la nécessité de veiller à ce que les pays en développement et les PMA puissent tenir compte des préoccupations de santé publique dans le processus de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. Il a appelé de ses vœux une coopération étroite entre les organisations internationales compétentes.

56. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

F. COOPÉRATION TECHNIQUE

57. Le Président a informé le Conseil que depuis la dernière réunion, la Corée avait notifié son point de contact en ce qui concerne l'assistance technique pour les notifications entre Membres de l'OMC dans le domaine des ADPIC, conformément au paragraphe 11 du document IP/C/W/241. Les coordonnées de ce point de contact avaient été communiquées sous couvert du document IP/N/7/Rev.2/Add.5. La liste actualisée des Membres offrant une assistance technique concernant les notifications au titre de l'Accord sur les ADPIC dans le cadre de ce programme avait été distribuée dans le document IP/C/W/256/Rev.1. Le Portugal avait fourni des renseignements mis à jour sur ses activités de coopération technique et financière liées à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC dans le domaine de la propriété industrielle. Ces renseignements avaient été distribués sous couvert du document IP/C/W/203/Add.4/Suppl.2 et complétaient les renseignements contenus dans le document IP/C/W/203/Add.4/Suppl.1, qui renfermait des données sur les activités de coopération technique et financière menées par le Portugal dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes, ainsi que sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

58. Passant aux dispositions en vue de l'examen annuel de la coopération technique que le Conseil engageait traditionnellement à sa réunion de septembre, le Président a proposé que le Conseil invite une fois de plus les pays développés Membres à fournir des renseignements sur les activités qu'ils menaient, conformément à l'article 67 de l'Accord sur les ADPIC. Les autres Membres qui offraient également une coopération technique étaient encouragés à partager des informations sur ces activités s'ils le souhaitaient. Le Président a également proposé que le Conseil invite à nouveau les organisations intergouvernementales qui étaient dotées du statut d'observateur au Conseil des ADPIC à fournir des renseignements sur les activités qu'elles menaient et qui intéressaient le Conseil, en ajoutant que le Secrétariat pourrait également être chargé de présenter un rapport sur ses activités. Il a suggéré que le Conseil demande que ces renseignements soient présentés d'ici à la fin du mois d'août, afin qu'ils puissent être diffusés avant la réunion du Conseil prévue du 19 au 21 septembre 2001.

59. Le Conseil est convenu de suivre la procédure proposée par le Président.

60. La représentante de la Roumanie a informé le Conseil que du 6 au 8 juin 2001, un séminaire national sur les moyens de faire respecter les droits avait été organisé en Roumanie par le Secrétariat, en coopération avec l'OMPI. Il s'adressait aux magistrats responsables du respect des droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'aux fonctionnaires des douanes et de police, et avait réuni environ 130 participants. L'oratrice a remercié les Secrétariats de l'OMC et de l'OMPI de leur excellente contribution à ce séminaire, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. Elle a souligné l'importance que la Roumanie attachait à la question des moyens de faire respecter les droits.

61. Le Conseil a pris note de ces informations.

62. Poursuivant, le Président a déclaré que lors de réunions précédentes, le Secrétariat avait informé le Conseil des pourparlers qu'il menait avec le Bureau international de l'OMPI sur la manière de coordonner et d'améliorer la coopération entre les deux Secrétariats en ce qui concerne la fourniture d'une assistance aux PMA, en gardant présent à l'esprit le fait que la période de transition prévue en faveur des PMA Membres de l'OMC expirerait le 1^{er} janvier 2006.

63. Le représentant du Secrétariat a informé le Conseil que lors d'une cérémonie réunissant des représentants de PMA, qui s'était tenue au siège de l'OMPI le 14 juin 2001, les Directeurs généraux respectifs de l'OMC et de l'OMPI avaient lancé une nouvelle initiative conjointe destinée à fournir une assistance technique à ces pays. Cette initiative visait à aider les PMA Membres à se conformer aux obligations qui leur incombait en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Elle était également ouverte à d'autres PMA et avait pour objet de les aider à tirer au mieux parti du système de propriété

intellectuelle pour leur développement économique, social et culturel. Cette nouvelle initiative conjointe était lancée dans le cadre de l'Accord de coopération conclu entre l'OMPI et l'OMC, qui était entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996 et qui prévoyait une coopération en vue, notamment, de la fourniture d'une assistance technique. Elle reposait sur la coopération existant entre l'OMPI et l'OMC et sur leurs programmes de coopération technique respectifs, ainsi que sur l'expérience qu'ils avaient tirée de l'initiative conjointe sur la coopération technique lancée en juillet 1998 pour aider les pays en développement Membres à respecter leurs engagements au titre de l'Accord sur les ADPIC d'ici à l'an 2000. Dans le cadre de l'initiative conjointe en faveur des PMA, les deux organisations ainsi que les pays sollicitant une aide et, le cas échéant, les pays donateurs, s'efforceraient de maximiser l'exploitation des ressources disponibles dans la période cruciale à venir en veillant à ce que les programmes de coopération technique soient efficacement planifiés et coordonnés. L'initiative conjointe prévoyait une assistance en deux étapes: dans un premier temps, les deux organisations organiseraient deux ateliers régionaux au cours de l'année 2002: l'un en faveur des PMA de l'Afrique subsaharienne et de Haïti, et l'autre en faveur des PMA de la région Asie-Pacifique. Ces ateliers auraient pour objet de faire en sorte que les responsables de ces pays soient parfaitement au fait des concepts, principes et obligations fondamentaux énoncés dans l'Accord sur les ADPIC, en vue en particulier de faciliter la mise en œuvre et de déterminer les difficultés essentielles dans ce domaine. Seraient également invités à ces ateliers des PMA qui n'étaient membres ni de l'OMC, ni de l'OMPI. Conjugués avec des contacts bilatéraux, ils permettraient, dans un deuxième temps, d'établir une liste des formes prioritaires d'assistance qui seraient offertes dans le cadre de l'initiative conjointe sous forme de plans d'action nationaux spécifiques. Les demandes de coopération technique dans le cadre de cette initiative pourraient être adressées par les PMA soit à l'OMC, soit à l'OMPI.

64. La représentante de l'OMPI a déclaré que cette initiative conjointe visait à aider en particulier les PMA Membres de l'OMC à se conformer aux obligations que prévoyait l'Accord sur les ADPIC, mais que des invitations avaient été envoyées à tous les PMA (soit 49), qui comprenaient 30 Membres de l'OMC et six pays négociant actuellement leur accession à l'Organisation, ainsi que 41 membres de l'OMPI. Les programmes de coopération pour le développement de l'OMPI allaient bien au-delà de l'assistance liée à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. C'est pour cette raison que l'assistance offerte par l'OMPI avait été mentionnée et détaillée dans l'annexe de la communication conjointe. Pour résumer brièvement, il s'agissait d'une assistance législative, non seulement sur la compatibilité avec l'Accord sur les ADPIC, mais également dans l'élaboration d'autres projets de loi, d'une assistance pour la traduction, d'une aide en ce qui concerne les obligations de notification imposées par l'Accord sur les ADPIC, et d'une formation approfondie par le biais de cours, de voyages d'étude, de bourses et de formation en cours d'emploi dans tous les domaines de propriété intellectuelle, y compris le transfert de technologie et l'octroi de licences. L'OMPI prêtait également son concours pour la création d'institutions lorsque des offices de propriété intellectuelle étaient modernisés ou établis, ce qui incluait une assistance en matière de technologie de l'information, d'automatisation et d'informatisation. Ce n'étaient là que quelques-unes des formes de l'assistance très large qu'offrait l'OMPI. Depuis janvier 1996, l'Organisation avait fourni une assistance législative à quelque 90 pays et offices régionaux concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, et plus de 130 pays et offices régionaux avaient bénéficié des activités de coopération technique qu'elle menait. L'OMPI avait dûment pris note des remerciements exprimés par les Membres pour l'assistance technique qu'ils recevaient de l'OMPI, en particulier pendant les examens des législations. L'oratrice a fait part à nouveau de l'engagement de son organisation en vue d'aider les pays en développement et les PMA, dans le cadre de l'initiative conjointe et au-delà, pour toutes les questions liées à la propriété intellectuelle.

65. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité du lancement par les Secrétariats de l'OMC et de l'OMPI de cette initiative conjointe. Il a rappelé qu'il avait souligné précédemment l'importance d'une coopération entre les deux organisations pour l'octroi d'une assistance technique aux pays en développement et aux PMA en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.

66. Le représentant des États-Unis a associé sa délégation aux observations faites par les Communautés européennes, ajoutant que le Conseil devrait recevoir des rapports régulièrement mis à jour sur les progrès accomplis dans le cadre de cette initiative conjointe.

67. Le Conseil a pris note des déclarations faites.

G. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4

68. Le Président a informé le Conseil que, comme elles l'avaient annoncé à la dernière réunion, les Communautés européennes avaient soumis un tableau comparatif juxtaposant les propositions dont le Conseil était saisi en ce qui concerne le système de notification et d'enregistrement des indications géographiques devant être négocié au titre de l'article 23:4. Ce tableau avait été distribué sous couvert du document IP/C/W/259. Le Conseil avait reçu une deuxième communication des Communautés européennes et de leurs États membres, qui avait été distribuée sous couvert du document IP/C/W/260.

69. Le représentant des Communautés européennes, renvoyant au tableau comparatif (document IP/C/W/259), a dit que jusqu'à présent, deux propositions complètes avaient été soumises: celle des CE et la "proposition conjointe". La Hongrie avait en outre présenté un projet de texte sur certains aspects spécifiques, en particulier sur d'éventuelles procédures d'opposition et de contestation. Le tableau comparatif faisait état d'un nombre significatif de points communs entre les propositions, mais aussi de plusieurs points de divergence. S'agissant des termes "notification" et "enregistrement", tels qu'ils étaient utilisés dans la proposition conjointe, la "notification" n'impliquait que la transparence des renseignements fournis dans le cadre d'un système volontaire et simple du point de vue administratif, alors que le terme "enregistrement" n'entraînait pas d'effets juridiques. Par conséquent, il semblerait que les dispositions relatives à la notification et à l'enregistrement étaient identiques dans la proposition conjointe. À plusieurs égards, cette proposition ne semblait pas aller au-delà d'une simple base de données. Or, la délégation des Communautés européennes ne comprenait pas très bien comment un système limité à une simple base de données pouvait faciliter la protection des indications géographiques au sens de l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC. À cet égard, la proposition conjointe ne faisait référence ni à la législation nationale prévoyant une protection, ni à la date à laquelle chaque indication géographique bénéficiait pour la première fois d'une protection. L'intervenant a fait observer que les propositions soumises par la Hongrie et les CE, respectivement, proposaient divers moyens permettant de procéder à un examen et des consultations en vue de parvenir à une solution acceptable en cas de désaccord entre les Membres. La proposition conjointe quant à elle ne semblait pas contenir quoi que ce soit de comparable. L'orateur a fait également les remarques suivantes concernant la proposition conjointe:

- Les termes "vins et spiritueux" avaient été remplacés par l'expression "produits visés". Il apparaissait d'après l'introduction que les débats sur la nature du système devaient être séparés des débats sur la portée. Sa délégation était d'accord avec ce point de vue et avait adopté la même approche dans sa propre proposition révisée. Toutefois, étant donné la réticence persistante des États-Unis et des coauteurs de la proposition à engager un débat sur d'autres produits, il a demandé à ces derniers de préciser leur position sur cette question.
- Il n'apparaissait pas clairement pourquoi des notifications des indications géographiques "tous les six mois" devraient alléger la charge imposée au Secrétariat.
- La proposition conjointe n'abordait pas les conséquences d'un retrait ou d'une interruption de la participation d'un Membre au système.

- Les mesures envisagées pour garantir un système d'enregistrement véritablement multilatéral et non pas une simple compilation de listes nationales n'étaient pas claires. Demander au Secrétariat de compiler des listes nationales serait contraignant si aucune valeur ajoutée n'était créée; il conviendrait de s'en tenir à la création de liens avec les différents sites Web nationaux.
- La proposition conjointe n'expliquait pas clairement si les Membres non participants étaient ou non tenus d'accorder une protection en vertu de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC et de faciliter cette protection au sens de l'article 23:4. Il semblait également que les "listes de l'OMC" ne seraient pas différentes de la "liste des indications géographiques nationales". Eu égard aux commentaires ci-dessus, l'orateur concluait que la proposition conjointe ne pouvait pas être considérée comme pleinement conforme au mandat contenu dans l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC, en particulier en ce qui concerne les différents éléments constituant un système multilatéral de notification et d'enregistrement.

70. Le représentant des États-Unis, répondant aux Communautés européennes, a déclaré que les termes "notification" et "enregistrement" tels qu'ils étaient utilisés dans la proposition conjointe, n'étaient pas identiques. Le terme "notification" décrivait les mesures prises par les Membres de l'OMC qui souhaitaient participer à un système multilatéral de notification et d'enregistrement. Les Membres désireux de participer notifieraient au Secrétariat de l'OMC une liste des indications géographiques nationales qu'ils reconnaissaient pour les produits visés. Les Membres participants seraient également chargés de tenir à jour leurs notifications, en retirant en particulier les notifications portant sur toute indication qui ne pouvait plus être protégée sur leur territoire. Il avait été dit que la proposition conjointe ne faisait pas expressément référence à la date à laquelle les indications géographiques avaient été reconnues. Ce renseignement contribuait en effet à faciliter la protection et pourrait certainement être incorporé lorsque les Membres détermineraient la forme que devraient revêtir les notifications. Le terme "enregistrement" renvoyait à l'établissement par le Secrétariat de l'OMC de la base de données contenant les indications géographiques notifiées, où seraient indiqués les produits auxquels ces indications s'appliquaient, le pays d'origine et, si les Membres en étaient d'accord, la date à laquelle les indications avaient été reconnues dans le pays d'origine. Une fois que cette base de données serait créée, le Secrétariat n'aurait plus qu'à ajouter les nouvelles indications notifiées et à supprimer celles que les Membres auraient retirées. L'enregistrement produirait des effets juridiques, mais ceux-ci seraient compatibles avec les lois conformes à l'Accord sur les ADPIC des différents Membres participant au système. Ces Membres consulteraient la base de données de l'OMC ainsi que les autres sources d'information habituellement utilisées pour prendre des décisions portant sur la protection d'indications géographiques applicables aux produits visés, conformément à leur législation nationale. La référence à la base de données permettrait de garantir que les renseignements relatifs aux indications géographiques d'autres Membres pour les produits visés soient pris en considération dans ces décisions. L'idée selon laquelle les décisions portant sur des indications géographiques seraient prises conformément à la législation nationale des différents Membres cadrerait avec la protection accordée à d'autres formes de propriété intellectuelle relevant de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC. Répondant aux observations spécifiques formulées par les Communautés européennes, l'intervenant a précisé que:

- S'agissant de l'utilisation du terme "produits visés" à la place de "vins et spiritueux", les Communautés européennes avaient mal jugé la position des États-Unis. La proposition conjointe employait le terme "produits visés" conformément à la suggestion de l'Australie selon laquelle le système de notification et d'enregistrement devrait être examiné séparément de la question des produits visés. Les États-Unis n'avaient cependant cessé de répéter que, étant donné que les Membres n'étaient aucunement tenus en vertu de l'Accord sur les ADPIC d'examiner la possibilité d'étendre l'article 23 aux indications géographiques applicables à des produits autres

que les vins et les spiritueux, cet examen ne pouvait avoir lieu que dans le contexte d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Les États-Unis n'étaient pas favorables pour leur part à des négociations sur ce sujet.

- Pour ce qui était de la fréquence à laquelle les Membres mettraient à jour leurs notifications, la proposition conjointe indiquait que des délais seraient fixés, de sorte que le Secrétariat puisse planifier ses ressources de manière appropriée. Si les Membres soumettaient leurs notifications quand ils le souhaitaient, cette planification serait moins facile. En tout état de cause, une fois que la base de données serait établie, la charge imposée au Secrétariat en vertu de la proposition collective serait minime.
- Les États-Unis estimaient que la création d'une base de données contenant des renseignements sur les indications géographiques reconnues par les Membres de l'OMC représentait une valeur ajoutée significative dans la mesure où ce type d'informations n'était pour le moment pas disponible dans une base unique dans laquelle les recherches étaient faciles, pouvant être utilisée par les Membres de l'OMC pour prendre des décisions sur les indications géographiques. Des liens avec les sites Web nationaux ne présenteraient pas le même intérêt puisque chacun des Membres qui conservaient des données relatives aux indications géographiques les formatait différemment et, très souvent, les renseignements étaient dispersés sur plusieurs sites d'un même Membre. Il se pouvait en outre que certains Membres choisissant de participer au système ne conservent pas les renseignements pertinents sur des sites Web accessibles au public.
- Pour ce qui était des Membres non participants, les États-Unis ont d'abord fait observer que la section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC prévoyait des normes de protection pour les indications géographiques que tous les Membres de l'OMC devaient respecter. La section 3 n'exigeait pas, cependant, que des indications géographiques particulières soient protégées, laissant plutôt, comme c'était le cas pour d'autres formes de propriété intellectuelle, les législations nationales compatibles avec l'Accord sur les ADPIC régler cette question. Or, la proposition conjointe adoptait cette approche puisqu'elle prévoyait que les Membres non participants seraient encouragés à se référer à la base de données de l'OMC ainsi qu'à d'autres sources d'information pour prendre des décisions dans le cadre de leur législation nationale, ce qui permettrait de veiller à ce qu'ils utilisent la source d'information la plus complète qui existe. La plupart des Membres le feraient certainement quoi qu'il en soit, précisément parce que cette base de données constituerait une source d'information utile dont ils ne pourraient pas disposer dans d'autres conditions. Les Membres non participants ne seraient pas tenus par ailleurs d'adopter un régime juridique destiné expressément à protéger les indications géographiques particulières notifiées par d'autres Membres, qu'ils aient ou non les ressources nécessaires pour vérifier les centaines de notifications adressées par les autres Membres et s'opposer aux indications qui, selon eux, ne devraient pas être protégées.
- Les États-Unis n'étaient pas d'accord avec le point de vue des CE concernant la conformité de la proposition conjointe au mandat contenu à l'article 23:4. Ils estimaient en effet que les propositions des CE et de la Hongrie étaient incompatibles avec le mandat de l'article 23:4 car elles imposeraient des obligations supplémentaires à tous les Membres, obligations en échange desquelles ils ne recevraient aucune concession équivalente de la part des Membres qui bénéficieraient des principaux avantages.

71. Le représentant de la Hongrie a indiqué que le tableau comparatif (document IP/C/W/259) était tout à fait utile. Il était neutre et sa structure permettait une analyse objective des différentes propositions. L'orateur a exhorté les autres délégations à l'utiliser lorsqu'elles examineraient les propositions soumises au titre de ce point de l'ordre du jour. Passant à l'autre document présenté par les Communautés européennes (IP/C/W/260), il a précisé que sa délégation était tout à fait d'accord avec les observations et les conclusions qu'il contenait en ce qui concerne la proposition conjointe (IP/C/W/133/Rev.1). Il a ajouté que l'enregistrement prévu dans la proposition conjointe n'aurait pas d'effet juridique et qu'il était par conséquent juste de dire qu'il ne serait pas différent de la notification. Le résultat final ne semblait donc pas aller au-delà d'une simple base de données et, partant, ne serait pas conforme à l'article 23:4 de l'Accord, qui prescrivait des négociations sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques. Répondant aux États-Unis, l'orateur a dit que la Hongrie ne voyait pas très bien quel serait exactement l'effet juridique de l'enregistrement dans le système proposé par les États-Unis et les autres coauteurs. Il importait de noter que l'article 23:4 prévoyait que l'établissement du système multilatéral de notification et d'enregistrement devrait faciliter la protection des indications géographiques. Il a donc demandé aux États-Unis et aux coauteurs du document d'expliquer comment le système qu'ils proposaient permettrait de remplir efficacement cet objectif. Sans entrer dans un débat pour savoir s'il convenait de prévoir une procédure de règlement des différends surgissant entre les Membres en ce qui concerne l'enregistrement des indications géographiques notifiées, l'orateur a simplement fait remarquer que la proposition conjointe ne prévoyait pas un tel mécanisme. Il jugeait par ailleurs pertinentes les questions soulevées au paragraphe 5 de la communication des Communautés européennes (document IP/C/W/260) et attendait avec impatience d'autres observations et des réponses à ces questions.

72. La représentante du Canada a répondu brièvement à titre préliminaire à la communication des CE que contenait le document IP/C/W/260. L'Accord sur les ADPIC laissait clairement le soin aux différents Membres de déterminer la meilleure manière de respecter les règles minimales prévues par l'Accord. Il était clair que dans leur communication, les CE et leurs États membres n'accordaient aucune valeur à un système volontaire et poussaient les délégués à s'engager dans quelque chose qui allait bien au-delà de ce que prescrivait l'Accord sur les ADPIC. Le Canada appuyait pour sa part les efforts destinés à établir une base de données en vue d'améliorer la compréhension par les Membres des diverses interprétations de cette disposition. Il était pleinement favorable à une approche non contraignante et véritablement volontaire, telle que celle que préconisait la proposition conjointe. À cet égard, l'oratrice a associé sa délégation à nombre des observations faites par le représentant des États-Unis dans son intervention précédente.

73. Le représentant du Japon a déclaré que, en tant que coauteur de la proposition collective ou conjointe (document IP/C/W/133/Rev.1), il souhaitait réagir à certaines des remarques faites par les CE dans leur document (IP/C/W/260). Le Japon était d'avis que le système multilatéral de notification et d'enregistrement prescrit par l'article 23:4 ne devrait pas créer de nouvelles obligations allant au-delà de ce que prévoyait actuellement l'Accord sur les ADPIC. La deuxième phrase de l'article 1:1 disposait que "les Membres seront libres de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions du présent Accord dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques". Conformément à cette disposition, les Membres auraient donc déjà mis en œuvre dans le cadre de leurs propres systèmes ou pratiques juridiques la protection additionnelle prescrite aux paragraphes 1 à 3 de l'article 23. Il en allait de même de la nature et de la portée du système multilatéral de notification et d'enregistrement s'il était établi. L'effet juridique produit par ce système devrait en effet être déterminé par la législation nationale de chaque Membre, conformément aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. S'agissant du point 1) de la communication des CE, le point de vue du Japon différait quant à la signification du terme "enregistrement". Il ne pensait pas que ce terme implique en soi que le système multilatéral devait produire un effet juridique quel qu'il soit. En fait, les lois nationales des Membres qui avaient mis en œuvre les paragraphes 1 à 3 de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC prévoyaient déjà une protection additionnelle. Rien ne justifiait l'introduction

d'un effet juridique nouveau dans le système de protection additionnelle existant. Le point 2) du document des CE indiquait que la proposition collective n'allait pas au-delà de la création d'une simple base de données et ne permettrait pas ainsi de faciliter la protection des indications géographiques comme le prescrivait l'article 23:4. Le Japon estimait cependant que la protection additionnelle des indications géographiques serait facilitée aux termes de la proposition conjointe. Le principal problème auquel les Membres se heurtaient résidait dans le fait qu'il était difficile d'identifier les indications géographiques particulières qui étaient protégées sur le territoire d'autres Membres. Or, le système décrit dans la proposition conjointe permettrait aux Membres d'identifier plus aisément ces indications géographiques et faciliterait leur protection. D'après le point 4) de la communication des CE, la proposition conjointe ne suggérait aucun moyen de procéder à un examen et des consultations en vue de trouver une solution acceptable en cas de désaccord entre les Membres. Cela était dû au fait qu'elle ne tendait pas à créer un système multilatéral de nature contraignante. Les moyens de parvenir à des solutions en cas de désaccord entre les Membres étaient déjà prévus dans la structure actuelle de l'OMC. Le Japon ne considérait donc pas qu'il soit nécessaire de créer un nouveau système juridique de règlement des différends en sus de celui qui existait déjà. Dans le premier alinéa du point 5), les CE invitaient les coauteurs de la proposition à préciser leur position en ce qui concerne les produits devant être soumis au système multilatéral. Le Japon pensait que le Conseil devrait se concentrer pour l'heure sur les produits déjà visés par l'article 23:4, à savoir les vins, et éventuellement les spiritueux. Le deuxième alinéa du point 5) de la communication des CE portait sur l'intervalle de six mois prévu entre les notifications. Le Japon n'avait pas d'avis arrêté sur cette question, mais quoi qu'il en soit, la charge administrative devrait être aussi réduite que possible. S'agissant du quatrième alinéa du point 5), il ne comprenait pas très bien ce que les auteurs de la proposition entendaient par "système d'enregistrement véritablement multilatéral". Le système de notification et d'enregistrement multilatéral préconisé dans la proposition conjointe était le plus approprié, étant donné que le Conseil devrait éviter de créer de nouvelles obligations allant au-delà de celles que prévoyait actuellement l'Accord sur les ADPIC, tout en veillant à ce que la protection additionnelle des indications géographiques soit facilitée. Les CE demandaient ensuite au cinquième alinéa du point 5) si les Membres non participants étaient ou non tenus d'accorder la protection prévue à l'article 23. L'intervenant a répondu qu'ils l'étaient certainement. Tous les Membres de l'OMC devaient s'acquitter de leur obligation d'accorder une protection additionnelle en vertu de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC, et les Membres étaient censés le faire par une méthode appropriée de leur choix dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques, comme le disposait la deuxième phrase de l'article 1:1. Pour conclure, le Japon a dit qu'il considérait que le système multilatéral décrit dans la proposition conjointe était conforme aux prescriptions de l'article 23:4.

74. Poursuivant, il a commenté le tableau comparatif établi par les Communautés européennes (document IP/C/W/259). Le Japon pensait que ce tableau serait plus utile s'il présentait non seulement les trois propositions, mais aussi l'ensemble des vues et commentaires formulés par les Membres, et si sa structure était neutre. Il a ensuite exposé à nouveau le point de vue de sa délégation sur la proposition des CE (document IP/C/W/107/Rev.1). Premièrement, le système multilatéral de notification et d'enregistrement devant être établi ne devrait pas imposer aux Membres de nouvelle obligation allant au-delà des dispositions actuelles de l'Accord sur les ADPIC. Or, le système multilatéral proposé par les CE semblait introduire de nouvelles obligations juridiques qui dépassaient le cadre actuel de l'Accord sur les ADPIC car il impliquait que l'enregistrement produirait un effet juridique uniforme. L'effet juridique produit par l'enregistrement devrait être déterminé par les autorités administratives ou judiciaires des Membres, conformément à la deuxième phrase de l'article 1:1. Les mesures administratives décrites à la note 4 de l'article 23:1 devraient continuer d'être autorisées pour faire respecter les droits. Deuxièmement, la charge administrative ainsi que les coûts associés imposés par le système multilatéral devraient être aussi restreints que possible. Or, le système multilatéral proposé par les CE comportait une procédure d'examen ainsi qu'un système d'opposition reposant sur des contestations et des négociations entre les Membres. Le système multilatéral proposé par la Hongrie prévoyait quant à lui un nouveau système multilatéral d'arbitrage en plus des éléments proposés par les CE. Si ces procédures d'examen, d'opposition et d'arbitrage

étaient associées à un système multilatéral, l'ensemble serait très onéreux et contraignant car des milliers d'indications géographiques pourraient faire l'objet d'un examen et d'une opposition par tous les Membres participants dans un délai restreint de 18 mois. Troisièmement, le système multilatéral devrait être fondé sur une participation volontaire. Bien que le système proposé par les CE se veuille volontaire, il pouvait de fait ne pas l'être si l'enregistrement produisait des effets juridiques *erga omnes* dans les Membres non participants. Si ces derniers étaient liés par un enregistrement abouti, ils souhaiteraient eux aussi le contester dans un délai de 18 mois à compter de la publication, ce qui signifiait que tous les Membres seraient contraints de participer au système multilatéral.

75. La représentante de l'Australie s'est ralliée aux observations faites par le Canada, le Japon et les États-Unis. Le tableau comparatif des CE (document IP/C/W/259) synthétisait utilement les détails des propositions soumises au Conseil des ADPIC, mais il était décevant en ce sens qu'il ne comportait aucune référence au Registre international des appellations d'origine établi en vertu de l'Arrangement de Lisbonne (le "registre de Lisbonne"). Ce registre pouvait servir d'exemple et fournir des enseignements pratiques aux Membres sur la nature du registre qui pourrait être créé en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Bien que l'Arrangement de Lisbonne ait été adopté en 1958, il ne comptait que 20 parties contractantes et n'avait pas été largement accepté. Le registre des ADPIC ne pourrait remplir véritablement son objectif, à savoir faciliter la protection des indications géographiques, que s'il parvenait à attirer un grand nombre de Membres. C'est pour cette raison qu'il était essentiel que ceux-ci procèdent à un examen pratique des faiblesses de l'Arrangement de Lisbonne qui avaient entraîné une acceptation aussi limitée. Eu égard au faible taux d'adhésion au registre de Lisbonne et au caractère volontaire du registre prévu à l'article 23:4, il était primordial que les Membres étudient soigneusement la capacité de chaque proposition à tenir compte de la diversité des systèmes nationaux de protection des indications géographiques. Les réponses données par les Communautés européennes aux questions posées par l'Australie au cours des réunions précédentes confirmaient que la proposition communautaire portait sur un registre qui reposerait sur les obligations prévues actuellement par l'Accord sur les ADPIC en créant un système mondial supérieur qui produirait des effets directs sur les territoires nationaux. Cela ressortait particulièrement clairement du tableau comparatif soumis par les CE (document IP/C/W/259). La proposition communautaire dépassait donc nettement le mandat prévu à l'article 23:4, qui consistait à établir un registre facilitant le respect des obligations existantes, et proposait la création de nouvelles obligations. Selon cette proposition, si un Membre ne s'opposait pas à une indication géographique particulière dans un délai limité, cette indication serait automatiquement protégée sur le territoire national. L'Accord sur les ADPIC n'imposait cependant pas de protéger sans réserve des indications géographiques spécifiques avant la mise en place d'une procédure juridique ou administrative nationale; il prescrivait seulement de mettre à disposition les moyens juridiques de la protection. S'agissant de toutes les autres formes de propriété intellectuelle, il était tout à fait admis que la protection soit accordée au niveau national; en vertu de la proposition des CE, cependant, la non-opposition à l'enregistrement d'une indication géographique particulière entraînait la protection de cette indication sur le territoire national. D'après la délégation australienne, les CE n'avaient pas expliqué pourquoi les indications géographiques devaient bénéficier d'un traitement spécial par rapport à d'autres droits de propriété intellectuelle.

76. La représentante de l'Argentine a déclaré que le tableau comparatif des CE (IP/C/W/259) était très utile pour comprendre les différences fondamentales existant entre la proposition des CE et la proposition collective ou conjointe. L'Argentine notait avec satisfaction que les CE avaient présenté la proposition hongroise séparément (IP/C/W/255), sans l'intégrer pour l'instant dans leur propre proposition. Elle aurait en effet le plus grand mal à accepter un mécanisme de règlement des différends tel que celui que proposait la Hongrie pour une catégorie particulière de droits de propriété intellectuelle. Il s'agissait là d'une obligation additionnelle qui dépassait le cadre de l'article 23:4. Le registre et les procédures y relatives devraient en fait faciliter la protection des indications géographiques sans créer de nouvelles obligations qui pourraient finir par entraver de manière injustifiée le commerce des vins et des spiritueux. L'Argentine estimait que la proposition collective ou conjointe était compatible avec les paramètres de base que devait présenter un système de

notification et d'enregistrement. Pour ce qui était de la proposition faite par la Hongrie, l'intervenante a mis en exergue certains éléments qui avaient suscité des interrogations et de sérieuses réserves chez sa délégation. Cette proposition créerait non seulement des obligations supplémentaires, mais elle priverait en outre les Membres de certains droits, tels que les exceptions prévues aux paragraphes 4 à 6 de l'article 24. D'après les paragraphes 4 et 5 de la proposition hongroise, il semblait que dans les Membres ne s'opposant pas à un enregistrement, il importerait peu de savoir si une opposition avait été formée par un autre Membre, même si cette opposition avait abouti. La proposition prévoyait qu'une indication géographique serait enregistrée, la seule différence résidant dans le fait qu'un Membre s'étant opposé avec succès à l'enregistrement ne serait pas obligé de la protéger. Il ressortait du paragraphe 3 de la proposition que les seules indications géographiques qui, bien qu'ayant fait l'objet d'une opposition aboutie, ne seraient pas enregistrées et n'engendreraient pas d'obligations pour les Membres étaient celles qui auraient fait l'objet d'une opposition aboutie sur la base de l'article 22:1 (définition ou conditions de la protection d'une indication géographique) et de l'article 22:4 (indications géographiques qui, bien que littéralement exactes, donnaient à penser à tort au public que les produits étaient originaires d'un autre territoire). L'Argentine craignait que, selon la proposition hongroise, si un Membre souhaitait exercer les droits qui lui appartenaient en vertu des paragraphes 4 à 6 de l'article 24, il ne pourrait le faire que par le biais d'une procédure d'opposition dans le cadre d'un système d'arbitrage international. Il semblait qu'il ne pourrait pas exercer les droits que lui conférait l'Accord ultérieurement par le biais de sa législation nationale ni par un autre moyen. En d'autres termes, la proposition semblait supprimer des droits importants qui étaient déjà prévus par l'Accord. Or, faisant le lien avec les propositions d'extension de la protection additionnelle prévue à l'article 24:1, l'oratrice a rappelé que certains Membres avaient assuré que cette extension n'était pas aussi radicale car les exceptions continueraient de pouvoir être invoquées. Il se pouvait cependant que le registre multilatéral supprime certaines d'entre elles. L'Argentine avait également de sérieuses craintes par rapport à l'article 24:9, qui dispensait les Membres de protéger les indications géographiques qui n'étaient pas protégées dans leur pays d'origine – ou qui cessaient de l'être –, ou qui étaient tombées en désuétude dans ce pays. Le paragraphe 7 de la proposition hongroise et le paragraphe D.5 de la proposition des CE, telle qu'elle était rédigée, ne mentionnaient en effet que la "suspension" de l'obligation, ce qui semblait limiter le droit prévu à l'article 24:9.

77. Le représentant de la Corée a dit que le tableau comparatif des CE (document IP/C/W/259) permettait de comparer dans une certaine mesure les propositions. Le résumé du Secrétariat (document IP/C/W/253) montrait que les Membres protégeaient les indications géographiques de différentes manières, par le biais, par exemple, de lois sur les pratiques commerciales, de lois sur les marques ou de systèmes de protection spéciaux. La diversité des systèmes de protection existant dans les Membres devrait être respectée conformément à l'article 1:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui permettait à chaque Membre "de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions du présent Accord dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques". Or, la Corée considérait que les propositions des CE et de la Hongrie imposeraient une charge et une obligation supplémentaires aux Membres qui ne disposaient pas d'un système distinct d'enregistrement des indications géographiques. L'article 23:4 mentionnait spécifiquement l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins susceptibles de bénéficier d'une protection dans les Membres qui participaient au système afin de faciliter la protection des indications géographiques. Dans cet article, quelques éléments méritaient d'être éclaircis. Premièrement, il ne créait aucun droit, mais visait plutôt à faciliter la protection existante. Deuxièmement, les droits des Membres en ce qui concerne la participation devraient être reconnus, dans la mesure où il était question d'un système destiné aux Membres qui choisiraient d'y participer. Dans la pratique, le concept d'indications géographiques n'avait pas encore été pleinement assimilé, si ce n'est dans certains pays européens. Dans ces conditions, il faudrait du temps pour que les Membres se dotent de la capacité nécessaire pour examiner les notifications adressées par d'autres Membres et formuler des objections dans un délai de 18 mois, comme le proposaient les CE. Le résumé du Secrétariat montrait également l'incidence que pouvait avoir une utilisation mixte des indications de provenance et des appellations d'origine.

D'après le paragraphe 39 de ce document, plusieurs pays adoptaient même des indications géographiques sans établir de lien direct avec la qualité du produit. L'intervenant a rappelé que les États-Unis avaient souligné à une précédente réunion que plus de 6 000 indications géographiques étaient notifiées pour les vins et les spiritueux par le biais d'un certain nombre d'accords bilatéraux ou régionaux. Il serait assez onéreux d'examiner toutes ces notifications et de formuler des objections dans le délai prescrit. La Corée ne pouvait pas accepter que les droits et obligations soient étendus au-delà de ce que prévoyait l'Accord sur les ADPIC. Son opposition reposait sur les enseignements tirés de l'Arrangement de Lisbonne, qui représentait un système excessivement contraignant. Étant donné que la protection des indications géographiques n'existait que depuis peu dans un grand nombre de Membres, la Corée estimait qu'un partage plus large des bases de données de chaque Membre, et éventuellement leur extension, serviraient les objectifs des pays de manière plus efficace et appropriée. Ce faisant, le Conseil pourrait faciliter une participation volontaire des Membres au système.

78. La représentante de la Malaisie, prenant la parole au nom des pays membres de l'ANASE, a déclaré que l'ANASE suivait depuis quelques temps les débats relatifs à cette question avec intérêt. Le libellé de l'article 23:4 contenait un certain nombre d'éléments relatifs à la création du système multilatéral, à savoir la notification, l'enregistrement et la participation volontaire. Dans le texte de l'article 23:4, un système multilatéral serait un système dans lequel les Membres avaient la possibilité de notifier et d'enregistrer leurs indications géographiques pour les vins et les spiritueux. L'ANASE croyait comprendre que notifier s'entendait au sens de renseigner, et qu'un registre correspondait à une liste ou à un catalogue de ces renseignements. L'objectif visé par l'article 23:4 était d'établir un système qui permettrait aux Membres participants de notifier des indications géographiques pour les vins et les spiritueux et de les inscrire dans un registre; ce système ne devrait toutefois pas produire d'effets juridiques sur les Membres ayant décidé de ne pas y participer. Un système qui contenait ces trois éléments satisferait aux exigences de l'article 23:4. Tout élément supplémentaire pourrait dépasser les prescriptions de l'article et accroître les obligations incombant aux Membres en vertu de l'Accord sur les ADPIC.

79. La représentante de la Nouvelle-Zélande, faisant part seulement d'observations préliminaires sur les documents qui avaient été soumis, a dit que sa délégation continuait d'appuyer la proposition conjointe (IP/C/W/133/Rev.1), car elle pensait que c'était celle qui répondait le mieux aux prescriptions de l'article 23:4 et que les coûts administratifs qu'elle entraînerait seraient les plus raisonnables. Elle a associé sa délégation aux observations faites par les coauteurs de la proposition conjointe, par l'Australie et la Malaisie au nom de l'ANASE, selon lesquelles ce n'était pas parce que la proposition conjointe n'impliquait pas d'effets administratifs et juridiques supplémentaires et contraignants, allant au-delà des obligations actuelles des Membres et du mandat de l'article 23:4 lui-même, qu'elle n'avait pas d'effet au niveau de l'enregistrement. L'oratrice ne comprenait pas la critique selon laquelle la proposition conjointe ne remplissait pas les deux fonctions de notification et d'enregistrement. Certains des éléments évoqués dans le document des CE (IP/C/W/260) sous-estimaient la valeur ajoutée qui pourrait découler des fonctions de transparence et de notification de toute proposition faite en vertu de l'article 23:4. Il importait de tenir compte de la valeur associée à certaines bases de données commerciales et à la valeur ajoutée considérable que ce type d'outil pouvait apporter, en particulier pour les Membres qui disposaient de ressources limitées.

80. Le représentant des Communautés européennes a déclaré qu'il avait écouté attentivement les déclarations faites en réponse à sa précédente intervention au titre de ce point de l'ordre du jour. Il n'était pas convaincu par les arguments avancés par les États-Unis et par d'autres délégations, qui étaient intervenus dans le même sens, et n'avait en fait pas entendu grand-chose de nouveau. Il était intéressant de constater que les États-Unis définissaient l'enregistrement comme la création d'une base de données, alors que ce n'était pas la définition que donnait le dictionnaire. Selon sa délégation, la simple création d'une base de données ne constituait pas un enregistrement et ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 23:4, à savoir l'établissement d'un système multilatéral de notification et

d'enregistrement. L'intervenant regrettait que certaines délégations, tout en appréciant les efforts déployés par les CE pour établir leur tableau comparatif, aient indiqué qu'elles auraient aimé se référer au registre de Lisbonne. Le tableau comparatif ne faisait pas référence à ce registre car il avait pour objet de comparer les propositions soumises au titre de ce point de l'ordre du jour; en outre, aucune délégation n'avait laissé entendre que le registre de Lisbonne pourrait satisfaire aux exigences de l'article 23:4. Les CE n'avaient pas voulu engager un exercice théorique dans la mesure où le Conseil avait dépassé le stade de la présentation de textes possibles. Une délégation avait indiqué que le tableau serait plus utile si les CE y ajoutaient les vues et observations formulées au cours des réunions précédentes. L'orateur n'était néanmoins pas convaincu que cela apporterait grand chose car lorsque les négociations commenceraient, les délégations se rappelleraient les positions adoptées sur les différentes propositions. Il était déçu par ailleurs que, bien que les communications de sa délégation aient été soumises avant la réunion, une délégation au moins avait fait savoir qu'elle n'avait pas eu suffisamment de temps pour l'étudier pleinement. Il ne pouvait qu'en déduire que c'était probablement parce qu'elle n'avait pas réussi à trouver des arguments valables pour réfuter ceux que contenaient les communications. Le tableau comparatif avait été élaboré pour fournir une base objective, qui permettrait à toutes les délégations d'engager de véritables négociations. Il déplorait qu'aucune d'entre elles ne se soit montrée disposée pour l'instant à le faire.

81. Le représentant de la Suisse a dit que les deux contributions des Communautés européennes et de leurs États membres contenaient des éléments très intéressants, qui permettraient de progresser vers l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement. Sa délégation continuait d'appuyer les propositions des CE et de la Hongrie. Le tableau comparatif et le document des CE permettaient enfin aux délégations de comparer les diverses propositions faites et de poser des questions qui méritaient d'être étudiées en vue d'organiser un débat fructueux.

82. Le représentant des États-Unis, répondant à la demande d'éclaircissements de la Hongrie concernant les effets juridiques qu'aurait l'enregistrement en vertu de la proposition collective ou conjointe, en a donné un exemple dans le contexte de la législation américaine. Lorsque les États-Unis examineraient une demande d'enregistrement d'une marque contenant un terme géographique, l'examineur serait tenu de consulter la base de données de l'OMC sur les indications géographiques pour déterminer l'existence d'un éventuel conflit avec des indications géographiques existant déjà. Si la marque proposée à l'enregistrement contenait une indication géographique qui existait déjà, et si les produits mentionnés dans la demande ne provenaient pas du lieu identifié par la marque, la demande serait refusée au motif que le terme ne reflétait pas la provenance géographique. La base de données décrite dans la proposition collective garantirait des déterminations plus précises dans les cas d'enregistrement de marques et empêcherait l'enregistrement d'indications géographiques trompeuses en fournissant une source de renseignements fiable et facile à utiliser. En d'autres termes, en vertu du système américain, un examineur serait tenu de se référer à la base de données et d'utiliser les renseignements qu'elle contenait pour prendre une décision juridique au sujet d'une demande d'enregistrement.

83. Le représentant de la Bulgarie a dit que le tableau comparatif des CE (document IP/C/W/259) serait très utile. Sa délégation était favorable aux propositions des CE et de la Hongrie concernant l'établissement d'un registre.

84. Le représentant de la Hongrie a répondu à l'Argentine en ce qui concerne les exceptions prévues aux paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 24. Ces exceptions ne pouvaient être examinées qu'au cas par cas, et pays par pays. L'article 24:4 portait sur l'utilisation continue de bonne foi d'une indication géographique, l'article 24:5 faisait mention de l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce de bonne foi et l'article 24:6 faisait référence aux termes génériques. La Hongrie avait essayé de dire, aux paragraphes 4 et 5 de son document, que ces exceptions devraient être examinées au cas par cas. Par exemple, un terme qui était générique dans un pays ne l'était pas nécessairement dans un autre, et le même type d'argument pouvait s'appliquer aux deux autres exceptions. Sa

délégation n'avait pas l'intention de supprimer la possibilité d'invoquer les exceptions prévues à l'article 24. Elle souhaitait plutôt les maintenir et les intégrer dans le registre. Elle les avait mentionnées dans un paragraphe distinct et avait déclaré qu'une contestation aboutie ne serait possible que dans le Membre formant une contestation aboutie pour démontrer que ces exceptions devaient être examinées au cas par cas. S'agissant du paragraphe 7 de la communication de la Hongrie et de l'article 24:9 de l'Accord, il considérait que le texte du premier était pleinement conforme à l'article 24:9, qui n'excluait pas qu'une indication géographique qui cessait d'être protégée dans son pays d'origine puisse bénéficier ultérieurement d'une protection en tant qu'indication géographique. Il s'agissait au paragraphe 7 de s'assurer que, si une indication géographique inscrite dans le registre multilatéral ne satisfaisait pas à une prescription de la section 3, elle ne bénéficiait pas d'une protection. Répondant aux États-Unis, l'intervenant a remercié le représentant de l'exemple utile qu'il avait donné pour illustrer l'effet juridique de la proposition collective. Il a demandé aux autres coauteurs de la proposition de donner plus de précisions sur les effets qui s'ensuivaient dans les Membres dans lesquels les indications géographiques n'étaient pas protégées par des marques de certification, mais, par exemple, par des lois sur la concurrence déloyale.

85. Le représentant de l'Inde s'est rallié aux interventions de la Hongrie et de la Suisse.

86. La représentante de Sri Lanka a rappelé qu'il était précisé à la première page du document contenant le tableau comparatif (document IP/C/W/259) que celui-ci avait été élaboré pour permettre une comparaison objective des principales propositions soumises à ce jour et pour faciliter la poursuite des débats. Elle a invité instamment les Membres à s'engager dans ces discussions.

87. Le représentant de la Turquie a appuyé la proposition des CE en vue de l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement.

88. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à la prochaine réunion

H. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 24:1

89. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion, le Conseil avait étudié une proposition conjointe émanant d'un certain nombre de délégations. Plusieurs Membres avaient fait part à ce moment-là de leur intention de présenter d'autres commentaires une fois qu'ils auraient étudié la proposition de façon plus approfondie. Cette proposition portait précisément sur l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux et était parrainée actuellement par 17 délégations, à savoir celles de la Bulgarie, de Cuba, de la République tchèque, de l'Égypte, de l'Islande, de l'Inde, de la Jamaïque, du Kenya, du Liechtenstein, de Maurice, du Nigéria, du Pakistan, de la Slovaquie, de Sri Lanka, de la Suisse, de la Turquie et du Venezuela, comme le montrait le document IP/C/W/247/Rev.1. Le Secrétariat avait reçu une nouvelle communication consacrée à cette question, soumise conjointement par les délégations de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, du Chili, du Guatemala, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay et des États-Unis (document IP/C/W/289).

90. La représentante de l'Australie a présenté la communication conjointe (document IP/C/W/289). Elle a rappelé que plusieurs documents avaient été soumis au Conseil, qui défendaient des positions particulières en ce qui concerne la protection des indications géographiques. Un certain nombre de Membres préconisaient en particulier une extension de la portée de l'article 23:1 à tous les produits. Comme sa délégation et d'autres l'avaient déclaré précédemment, aucune disposition de l'Accord sur les ADPIC ne prescrivait une extension de la portée de l'article 23:1. Certains avaient argué que l'article 24:1 contenait un mandat dans ce sens mais, comme cela avait été dit auparavant, cet article portait explicitement sur des "indications géographiques particulières" au sens de l'article 23. L'article 24:1 ne concernait pas en effet des catégories de produits ou des industries

entières, mais plutôt des négociations spécifiques sur des indications géographiques portant sur des vins et des spiritueux particulières, déjà protégées en vertu de l'article 23. Les coauteurs de la communication conjointe n'appuyaient donc pas tacitement l'argument selon lequel l'article 24:1 contenait un mandat visant à étendre la portée de l'article 23. En revanche, la communication conjointe reflétait de manière significative leur volonté de s'engager de manière sérieuse, constructive et approfondie dans le débat relatif à l'extension; elle s'efforçait par ailleurs de veiller à ce que les Membres puissent procéder à une évaluation mesurée et équilibrée des avantages et des coûts potentiels d'une modification des dispositions actuelles de l'Accord sur les ADPIC. Jusqu'à présent, le débat relatif à l'extension n'avait pas donné lieu à une évaluation sérieuse des conséquences qui découleraient de toute proposition recommandant des modifications substantielles des dispositions existantes de l'Accord sur les ADPIC et, en particulier, des propositions visant à accroître le niveau de protection des indications géographiques de tous les produits. La communication conjointe cherchait à remédier à ce déséquilibre. Les partisans de l'extension de la portée portaient du principe que la protection "additionnelle" permettrait d'améliorer les possibilités commerciales pour les Membres et les producteurs et d'accroître la protection des consommateurs. L'une des questions clés abordées dans cette communication conjointe était celle de savoir si un élargissement de la portée aboutirait en fait à une protection accrue. L'article 22 obligeait déjà les Membres à faciliter la protection des indications géographiques pour tous les produits. Un Membre pouvait donc déjà veiller à la protection d'une indication géographique, sous réserve que celle-ci soit protégée au niveau national, conformément à l'article 24:9. La protection conférée par l'article 23 n'était pas absolue, et il était probable qu'un certain nombre de termes que les Membres souhaiteraient protéger ne correspondent pas à la définition d'une "indication géographique" que donnait l'Accord ou qu'ils relèvent de l'une des exceptions à la protection énoncées à l'article 24. La communication conjointe faisait état de ces diverses préoccupations et montrait que l'extension de la portée pouvait donc ne pas se révéler la panacée, contrairement à ce que certains prétendaient, en vue d'une protection plus efficace. Il convenait de noter que, si l'article 23:1 était étendu à d'autres produits, il serait nécessaire d'appliquer la clause de l'antériorité prévue à l'article 24:4 à d'autres produits, de sorte que si les Membres utilisaient déjà un terme particulier depuis au moins dix ans, ou depuis plus longtemps et de bonne foi, ils ne seraient alors pas contraints d'y renoncer. Un grand nombre des termes notoirement connus pour lesquels certains Membres recherchaient peut-être un niveau de protection plus élevé entrerait probablement dans cette catégorie. Dans la quête précipitée d'une protection accrue, un certain nombre de questions importantes avaient été omises, et encore moins pleinement débattues. Les Membres ne s'étaient pas penchés dans leurs discussions sur les inconvénients que présenterait un accroissement de la protection des indications géographiques, à savoir des coûts accrus pour les consommateurs, les producteurs et les Membres. Il s'agissait notamment de coûts liés à la mise en œuvre de nouvelles lois et procédures administratives nationales en vue de respecter les nouvelles obligations des ADPIC, qui, pour les Membres qui n'étaient pas dotés de systèmes de protection des indications géographiques supérieurs à ce que prévoyait l'Accord sur les ADPIC, seraient considérables sur le plan des ressources financières et autres; de la charge administrative et financière qu'impliquait la protection accrue d'un grand nombre d'indications géographiques appartenant à d'autres Membres, même si un Membre n'avait pas, ou qu'un petit nombre, d'indications géographiques à protéger au niveau national; de la suppression éventuelle de futures possibilités d'accès aux marchés pour les industries naissantes et de l'apparition d'un certain degré d'incertitude sur les marchés existants dû à la perte du droit d'utiliser des termes familiers pour les consommateurs, même si ceux-ci n'étaient pas induits en erreur quant à l'origine du produit (situation qui toucherait probablement surtout les producteurs des secteurs nouveaux et émergents des produits laitiers et des produits alimentaires transformés, notamment); des coûts pour les producteurs, s'ils devaient renoncer au droit d'utiliser certains termes, liés au réétiquetage, au réemballage et à la commercialisation de leurs produits; des coûts liés à la confusion des consommateurs engendrée par la disparition de termes utilisés habituellement pour identifier des produits; et du risque accru de différends entre Membres de l'OMC et entre producteurs dans les Membres de l'OMC concernant l'utilisation d'indications géographiques particulières. Il n'avait pas été donné non plus, au cours du débat, d'exemples démontrant que le niveau de protection prévu par l'article 22 n'avait pas permis de

protéger une indication géographique. Si le caractère inapproprié de l'article 22 était aussi évident, nombreux devraient être les exemples de producteurs qui ne parvenaient pas à faire respecter leurs droits légitimes. Les coauteurs de la communication conjointe reconnaissaient que les indications géographiques permettaient de promouvoir des possibilités commerciales. Les producteurs devraient être en mesure de commercialiser sans problème leurs produits et services, d'une manière qui n'entrave pas le commerce ou qui ne réduise pas la valeur intrinsèque des indications géographiques. Les Membres de l'OMC avaient tous intérêt à obtenir une protection efficace de leurs indications géographiques. C'est la raison pour laquelle il était urgent d'étudier en profondeur les règles existantes. Les Membres ne seraient à même d'évaluer les coûts et avantages relatifs de l'extension de la protection que s'ils étaient d'accord sur ce qui était nécessaire pour mettre en œuvre les règles existantes. Les coauteurs de la communication conjointe invitaient les pays favorables à une modification des dispositions actuelles de l'Accord sur les ADPIC à se pencher spécifiquement sur les trois questions suivantes: i) Quels seraient les coûts pour les Membres d'une modification des dispositions existantes? ii) Quel en serait l'effet sur le commerce? iii) Quel en serait l'effet pour les consommateurs? C'est aux partisans de l'extension qu'il incombait clairement d'œuvrer activement afin de dégager un consensus dans la mesure où ils proposaient de modifier les règles existantes.

91. La représentante de la Nouvelle-Zélande a fait savoir que sa délégation avait décidé de s'associer à la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) consacrée aux coûts et conséquences potentiels de l'extension de la protection des indications géographiques pour deux raisons essentielles: premièrement, sa délégation appuyait fermement les arguments logiques, analytiques et factuels que contenait la communication. Deuxièmement, celle-ci apportait une contribution utile au débat du Conseil en donnant aux Membres tous les renseignements dont ils avaient besoin pour prendre une décision sur ce sujet. L'histoire de l'OMC montrait que des résultats avaient en effet été négociés alors que les Membres ne comprenaient peut-être pas pleinement les conséquences pratiques ou ne disposaient pas de tous les renseignements nécessaires. La délégation néo-zélandaise ne souhaitait pas que cette situation se reproduise. L'oratrice a mis en lumière certains éléments du document auxquels sa délégation accordait une importance particulière. Le débat devait d'abord porter sur la question de savoir si l'extension de la portée aboutirait effectivement à une protection additionnelle efficace conforme à celle qui était envisagée. Tout terme susceptible d'être protégé devait en premier lieu correspondre à la définition d'une indication géographique, en particulier au critère selon lequel une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit pouvait être attribuée essentiellement à l'origine géographique considérée. Ensuite, les diverses exceptions devaient être appliquées: la clause de l'"antériorité" de l'article 24:4; la clause relative aux "termes génériques" de l'article 24:6; et la règle de l'article 24:9 selon laquelle il convient d'accorder d'abord une protection sur le territoire national. En outre, les projections contenues actuellement dans l'Accord devaient être évaluées en fonction de la réalité d'aujourd'hui. Selon la délégation néo-zélandaise, il n'avait pas été démontré que la protection accordée actuellement en vertu de l'article 22 était insuffisante pour préserver l'équilibre entre les intérêts des producteurs, des consommateurs, des gouvernements et du public en général, ni que les différents mécanismes mis en place par les Membres pour mettre en œuvre la protection dans les limites de la flexibilité que leur ménageait l'Accord sur les ADPIC étaient déficients. Il n'avait pas été démontré non plus pourquoi l'approche des normes minimales en matière de protection de la propriété intellectuelle, inhérente à l'Accord sur les ADPIC, devrait être modifiée au profit d'une protection supérieure, que les Membres étaient actuellement libres de mettre en œuvre s'ils le souhaitaient, qui serait imposée à tous. Dans l'évaluation de toute politique, il convenait d'équilibrer les coûts et les avantages. La communication conjointe faisait référence aux coûts administratifs supplémentaires, aux conséquences commerciales pour les producteurs et aux coûts pour les consommateurs. L'oratrice a souligné que l'opposition de sa délégation ne tenait pas simplement aux coûts administratifs accrus, mais plutôt au fait que l'équilibre n'était pas neutre et qu'il ne penchait pas non plus en faveur des avantages, c'est-à-dire que les coûts seraient supérieurs aux avantages. Elle ne comprenait pas comment l'extension pourrait légitimement se justifier, compte tenu de la protection existant déjà, ni comment elle serait proportionnelle ou nécessaire à la réalisation de cet objectif quel qu'il soit. Les coauteurs de la communication conjointe

n'abordaient que brièvement la question du mandat juridique en vue d'une éventuelle extension car, selon eux, il importait d'avoir toutes les données en main pour pouvoir mener un débat pleinement éclairé et constructif. L'intervenante a cependant rappelé la position de la Nouvelle-Zélande sur l'absence de mandat à ce sujet. La communication conjointe invitait les partisans de l'extension à traiter plus directement un certain nombre de questions liées aux coûts de l'élargissement de la portée de l'article 23:1, notamment l'absence d'éléments prouvant que l'article 22 garantissait actuellement un niveau de protection insuffisant, ainsi qu'aux inconvénients potentiels de l'extension.

92. Le représentant de la Hongrie a dit que la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) incitait à la réflexion et alimenterait grandement le débat. Elle montrait à quel point cette question était importante, même pour ceux qui n'étaient pas encore convaincus de la nécessité d'étendre la portée de l'article 23 à d'autres produits. L'orateur s'est félicité de la volonté manifestée par les coauteurs de la communication conjointe de passer de la question du mandat à des questions de fond et a fait part de quelques observations préliminaires. Il ne comprenait pas ce qu'entendaient les coauteurs au premier alinéa du paragraphe 5 de la communication conjointe lorsqu'ils affirmaient que les coûts de l'extension de la portée de l'article 23 seraient élevés et disproportionnés pour les Membres qui ne s'étaient pas déjà dotés de lois et de procédures administratives supérieures à ce que prévoyait l'Accord sur les ADPIC. Chaque Membre qui était déjà tenu de mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC devait accorder la protection prévue par l'article 23 pour les vins et les spiritueux. Par conséquent, les lois et mécanismes administratifs garantissant ce niveau de protection devraient être déjà en place et opérationnels. Il ne s'agissait pas de créer un nouveau système, ce qui engendrait souvent des coûts importants, mais d'élargir les systèmes actuellement en vigueur à d'autres produits. Quoi qu'il en soit, les coûts devraient être toujours évalués par rapport aux avantages. Qui plus est, lorsque l'extension de la protection par brevet des produits avait été examinée pendant le cycle d'Uruguay, l'orateur ne se rappelait pas que des Membres qui n'accordaient pas une telle protection, comme la Hongrie, aient prétendu que les coûts de mise en œuvre seraient disproportionnés. Il ne comprenait pas l'argument avancé dans la communication conjointe selon lequel l'extension de la portée de l'article 23 priverait les industries naissantes de futures possibilités d'accès aux marchés, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Si un fabricant utilisait une indication géographique donnée pour étiqueter un produit qui ne provenait pas du territoire visé et dont la qualité, réputation ou autre caractéristique ne pouvait pas être attribuée à l'aire géographique indiquée sur l'étiquette, il s'appropriait tout simplement de manière abusive les droits des producteurs implantés dans l'aire à laquelle l'indication géographique faisait référence, ainsi que l'image de marque et la réputation du produit en question, qui présentait une valeur importante. L'argumentation contenue dans la communication conjointe, appliquée aux brevets, aux marques ou au droit d'auteur, pourrait être dangereuse. Elle signifiait que les industries pharmaceutiques devraient être autorisées à copier des médicaments brevetés, que les secteurs de l'alimentation naissants devraient être autorisés à utiliser des marques renommées, et que les fabricants de CD nouvellement établis pourraient copier des œuvres musicales ou des logiciels protégés par le droit d'auteur. L'orateur a également souligné que l'extension de la portée de l'article 23 n'empêcherait aucunement la production et la commercialisation de produits. Ceux-ci devraient simplement être étiquetés différemment et porter une dénomination correspondant en fait à ce qu'ils étaient. S'ils présentaient une qualité suffisante, il était sûr qu'ils trouveraient leur place sur le marché. L'intervenant souhaitait également en savoir plus sur les "termes importants commercialement", mentionnés au paragraphe 21 de l'annexe à la communication conjointe, et sur leur rapport avec les indications géographiques. Il ne comprenait pas l'argument des auteurs de la communication conjointe selon lequel l'extension de la protection prévue à l'article 23 aurait pour effet de semer la confusion dans l'esprit des consommateurs. Toute l'idée qui sous-tendait la protection des indications géographiques était de prévenir des situations dans lesquelles les consommateurs étaient induits en erreur quant à la véritable origine géographique d'un produit. L'intervenant ne voyait pas comment la protection additionnelle prévue par l'article 23:1, c'est-à-dire l'interdiction d'utiliser des indications géographiques en traduction ou accompagnées d'expressions telles que "genre", "type", "style", "imitation" ou autres, pourrait accroître la confusion des consommateurs sur la question de savoir si le produit provenait en

fait du territoire mentionné dans l'indication géographique et s'il présentait les qualités, la réputation ou d'autres caractéristiques pouvant être attribuées essentiellement à cette origine géographique. Il était dit dans l'annexe de la communication conjointe, dans la section consacrée à la protection additionnelle en vertu de l'article 23, que les termes ne correspondaient pas tous à la définition d'une indication géographique donnée à l'article 22:1; les auteurs énuméraient ensuite les trois exemples figurant à l'article 24 et concluaient qu'il n'était pas certain que l'extension de la portée de l'article 23 à d'autres produits aboutisse à une protection plus efficace. L'orateur a insisté sur le fait que sa délégation n'était pas d'accord avec cette conclusion. Pour autant qu'il sache, aucun partisan de l'extension n'avait jamais laissé entendre que la protection devrait être étendue à des termes qui ne correspondaient pas à la définition donnée à l'article 22:1. En tout état de cause, ces termes ne bénéficiaient pas d'une protection en vertu de l'article 22. Par ailleurs, les exceptions ne vidaient pas entièrement l'article 23 de son sens. Comme l'avait souligné le document soumis par de nombreuses délégations (document IP/C/W/247/Rev.1), les niveaux de protection prévus aux articles 22 et 23 étaient différents. En fait, les auteurs de la communication conjointe présentée par l'Australie déclaraient aux paragraphes 10 et 13 de l'annexe que, si l'article 22 instaurait un équilibre optimal, l'article 23 conférerait, lui, des droits exclusifs et créait un déséquilibre. Tout en marquant son désaccord avec l'existence d'un déséquilibre, l'orateur trouvait curieux que la communication conjointe affirme d'une part qu'il existait une différence entre les niveaux de protection qui créait un déséquilibre, tout en prétendant d'autre part qu'il n'était pas certain que la protection soit plus efficace après une extension de la portée de l'article 23. Il était dit à la dernière phrase du paragraphe 8 de l'annexe de la communication conjointe qu'une imitation libre et équitable d'un produit accroissait souvent la valeur et le caractère avantageux de l'indication géographique authentique. L'orateur ne pensait pas que cela soit vrai; pour prendre l'exemple du vin de Tokaj, qui existait depuis tellement longtemps qu'il avait même été le vin préféré de Louis XIV, il ne voyait pas comment sa valeur intrinsèque pourrait être rehaussée par des imitations. Les imitations privaient plutôt les produits authentiques jouissant d'une grande réputation de parts de marché. L'intervenant a donc invité les coauteurs à apporter des éclaircissements sur ce point et leur a demandé s'ils appliqueraient la même argumentation aux autres formes de protection de la propriété intellectuelle. La dernière phrase du paragraphe 9 de l'annexe de la communication conjointe semblait laisser entendre que l'extension de la protection de l'article 23 à d'autres produits pourrait remettre en question la disposition de l'article 1:1, aux termes de laquelle les Membres étaient libres de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques. L'intervenant ne voyait pas comment cela était possible, surtout dans la mesure où l'obligation d'accorder une protection additionnelle s'appliquait déjà pour les vins et les spiritueux. Il a donc demandé des éclaircissements aux coauteurs sur ce point. Il a fait part par ailleurs du désaccord de sa délégation avec les conclusions que contenait le paragraphe 30 de l'annexe de la communication conjointe. Les arguments avancés ne fournissaient pas en effet une base suffisante pour tirer de telles conclusions.

93. La représentante du Canada a déclaré qu'en tant que coauteur de la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289), sa délégation était bien sûr pleinement d'accord avec les idées et les arguments qu'elle contenait. Elle a exposé les raisons pour lesquelles le Canada avait participé à la rédaction du document. Premièrement, sa délégation ne pensait pas que les partisans d'une extension de l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux aient démontré que la protection accordée actuellement en vertu de l'article 22, qui s'appliquait à toutes les indications géographiques, était insuffisante. La communication donnait en fait des exemples d'indications géographiques qui ne portaient pas sur des vins ou des spiritueux de pays développés et en développement et qui étaient protégées au Canada. En d'autres termes, sa délégation considérait que l'article 22 fonctionnait très bien. Par ailleurs, elle ne pensait pas que l'article 24:1 contenait un mandat juridique en vue de l'engagement de négociations sur l'extension de la protection en vertu de l'article 23 à d'autres produits. Deuxièmement, même si les Membres entreprenaient d'élargir la protection accrue à d'autres produits, ils devaient garder présent à l'esprit, selon sa délégation, le fait que nombre des indications géographiques pour lesquelles ils pourraient chercher à obtenir une

protection améliorée tomberaient sous le coup des exceptions de l'article 24, à savoir la clause de l'antériorité et les exceptions applicables aux termes devenus génériques dans différents pays. Par conséquent, non seulement sa délégation ne voyait pas dans quel sens la protection de l'article 22 était insuffisante, mais elle craignait en outre que les Membres ne se fassent une idée faussement exagérée du changement qu'entraînerait une extension de la protection de l'article 23 à toutes les indications géographiques. Cela signifiait que les avantages que les Membres pouvaient attendre d'un changement, en fait les avantages annoncés par certains partisans de l'extension, étaient dérisoires par rapport aux coûts impliqués, c'est-à-dire la confusion pour les consommateurs, le coût pour les industries locales, la charge administrative et le coût lié à l'établissement de nouvelles procédures réglementaires et, bien sûr, les coûts commerciaux afférents à la mise en place d'une protection améliorée qui, d'après sa délégation, n'était même pas nécessaire. Pour conclure, l'intervenante a dit que la communication s'efforçait de rendre les débats des Membres sur ce sujet plus transparents, de sorte que tous puissent pleinement saisir les enjeux, y compris les coûts occultes, avant de s'engager dans une révision radicale des dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux indications géographiques. En fait, en travaillant à cette communication, sa délégation s'était mise elle-même de plus en plus à craindre qu'une modification du système, qui fonctionnait bien, n'implique des coûts beaucoup trop élevés et n'entraîne un net déséquilibre des avantages entre les Membres. Elle attendait également avec impatience les réponses aux trois questions posées par l'Australie.

94. Le représentant de la Suisse considérait que les projections spécifiques exposées dans la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) concernant les coûts potentiels d'une extension de la protection et ses implications méritaient d'être examinées attentivement. Il a fait part d'observations préliminaires sur les trois questions abordées dans le document. S'agissant des coûts pour les Membres, il a souligné que cet aspect n'était pas spécifique à la protection des indications géographiques et que la mise en place de moyens de faire respecter des droits de propriété intellectuelle quels qu'ils soient impliquait des coûts. Il admettait, cependant, qu'il était nécessaire d'étudier soigneusement les coûts effectifs d'une telle extension, d'une part, et les avantages qu'elle procurerait, d'autre part. Il a rappelé que tous les Membres avaient déjà pris des mesures – ou étaient en train de le faire – pour garantir la protection d'indications géographiques d'autres Membres (comme le prévoyait l'article 22), ainsi que la protection "additionnelle" des indications géographiques pour les vins et les spiritueux. Il a insisté sur le fait que la différence entre l'article 22 et l'article 23 résidait essentiellement dans les critères d'octroi de la protection aux indications géographiques. Contrairement à l'article 22, l'article 23 ne stipulait pas que le public devait être induit en erreur ou qu'il devait y avoir un acte de concurrence déloyale pour que les Membres puissent empêcher l'utilisation d'une indication géographique pour un produit qui ne provenait pas de la région indiquée. L'extension de la protection et, partant, la suppression de ces conditions n'impliqueraient pas nécessairement la création d'un nouveau système de protection, mais exigeraient seulement que, pour déterminer si l'utilisation d'une indication géographique était licite ou non, les critères additionnels de tromperie et de concurrence déloyale ne soient pas appliqués. Cette détermination reposerait à l'avenir sur des critères objectifs et prévisibles, c'est-à-dire l'usage approprié ou illicite d'une indication géographique. S'en remettre au consommateur (ou "au public" selon le libellé de l'Accord sur les ADPIC), comme le proposaient l'Australie et les autres coauteurs, pour déterminer le risque de tromperie et, partant, le droit à protection, ne pourrait pas être considéré d'après sa délégation comme un moyen de protection suffisant. L'application du critère de connaissance du public comporterait un élément subjectif et imprévisible car la perception du public variait d'un pays à l'autre. Cette approche entraînerait des différences dans la protection d'une même indication géographique en fonction du pays dans lequel cette protection était contestée. L'application du critère d'"acte de concurrence déloyale" entraînerait un degré comparable d'imprévisibilité. En revanche, l'insécurité et l'absence de transparence inhérentes à la protection prévue à l'article 22 disparaîtraient avec l'extension de la protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux à d'autres produits. L'orateur a par ailleurs souligné qu'en cas de différends devant les tribunaux, cela permettrait tant aux plaignants qu'aux autorités judiciaires de gagner du temps et de l'argent, ce qui compenserait largement les coûts pouvant résulter de l'extension. Si certaines

délégations avaient des doutes sur les coûts d'une telle extension, elles devraient réfléchir à la déclaration faite par l'Australie et les autres coauteurs (paragraphe 5 de l'annexe du document IP/C/W/289) selon laquelle les gouvernements des Membres n'étaient pas eux-mêmes directement tenus en vertu de l'article 23 de faire respecter la protection des indications géographiques, mais simplement de mettre à disposition les moyens juridiques de le faire. D'après sa délégation, il existait une contradiction entre cette déclaration et l'orientation générale du document, à savoir la recherche d'un débat sur les coûts d'une extension. L'orateur a rappelé que les Membres étaient libres de choisir la manière dont ils souhaitaient mettre en œuvre le niveau minimal de protection requis par l'Accord sur les ADPIC. La représentation géographique des pays qui s'étaient associés aux communications contenues dans les documents IP/C/W/204/Rev.1 et IP/C/W/247/Rev.1 montrait que la valeur ajoutée d'une extension servirait les intérêts de tous les Membres. Certains des coauteurs étaient des pays en développement qui, malgré les coûts d'une telle extension, s'étaient clairement rendu compte des avantages qu'ils tireraient d'une commercialisation mondiale de leurs produits. La question des coûts inhérents à une extension devrait donc être ramenée à de justes proportions. Les avantages que les diverses parties prenantes – Membres, producteurs et consommateurs – pourraient tirer d'une extension semblaient être suffisants pour contrebalancer de manière significative les coûts. S'agissant des effets de l'extension de la protection sur le commerce, il a souligné que la protection des indications géographiques, comme c'était le cas pour tous les autres droits de propriété intellectuelle, n'était pas censée entraver le commerce des marchandises entre les pays. Les dispositions du GATT empêcheraient en tout état de cause la création de telles entraves. Une fois la protection étendue, les produits continueraient de circuler librement, mais les consommateurs pourraient être assurés qu'ils porteraient des indications correspondant effectivement à leur origine géographique. Contrairement à ce qui était suggéré dans la communication présentée par l'Australie et d'autres coauteurs, la protection des indications géographiques n'était pas destinée à créer un "droit exclusif" en faveur d'un groupe de producteurs, mais à conférer aux producteurs d'une région donnée un "droit légitime" d'utiliser pour leurs produits le nom d'une région qui avait donné aux produits leurs qualités spéciales et uniques et à empêcher les concurrents qui ne provenaient pas de cette région d'utiliser l'indication. L'intervenant a demandé pourquoi les concurrents devraient être autorisés à jouir de la réputation liée à une indication géographique. La délégation suisse considérait que les indications géographiques étaient un outil de commercialisation au même titre que les marques. C'était un outil utile pour de nombreux pays, y compris pour les économies émergentes qui s'efforçaient de placer leurs produits sur le marché mondial et qui ne seraient pas en mesure d'utiliser d'autres instruments de commercialisation plus coûteux. L'extension de la protection leur permettrait de veiller à ce qu'ils soient les seuls "utilisateurs légitimes" d'une indication géographique et d'empêcher toute appropriation abusive par les producteurs d'un pays tiers. Pour ce qui était de l'impact de l'extension de la protection sur les consommateurs, l'orateur n'était pas d'accord avec l'argument avancé par l'Australie et d'autres coauteurs, selon lequel les consommateurs seraient induits en erreur par une telle extension. Au contraire, l'effet serait opposé. Les consommateurs y gagneraient indéniablement en clarté et en sécurité car ils connaîtraient l'origine exacte d'un produit portant une indication géographique. Leur choix d'un produit donné ne serait donc plus influencé, comme c'était le cas à l'heure actuelle, par l'apposition d'une indication géographique sur un produit qui ne provenait pas du lieu indiqué; bien qu'un tel acte puisse être considéré comme licite du fait de l'utilisation d'une mention de rectification ou de "délocalisation", il était néanmoins abusif. Les consommateurs étaient en droit d'avoir un choix réel fondé sur des indications correctes et distinctives. L'intervenant a souligné que si l'utilisation d'une indication géographique accompagnée d'une mention de rectification ou de "délocalisation" était autorisée, l'indication géographique perdrait à long terme sa valeur et deviendrait un terme générique. L'Australie et d'autres Membres avaient déclaré, de manière très surprenante, le contraire en prétendant au paragraphe 8 de l'annexe du document IP/C/W/289 qu'en fait, loin de réduire la valeur marchande d'une indication géographique authentique, l'imitation libre et loyale du produit en améliorerait souvent la valeur intrinsèque (et le caractère avantageux). À la lumière de ces éléments, l'orateur a indiqué que sa délégation était plus que jamais convaincue que la protection prévue à l'article 22 était loin d'être suffisante et qu'une extension de la protection en vertu de l'article 23 répondrait à nombre de problèmes existants et, en particulier, futurs. Il devrait y avoir,

au moins au niveau international, un niveau minimal uniforme de protection comme pour les autres droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Un tel objectif ne pourrait être réalisé que par l'extension de la protection d'une manière qui, malgré la grande diversité des systèmes instaurés par les Membres, permettrait de savoir que, dans chaque pays, les indications géographiques de tous les autres pays seraient protégées contre une utilisation ne correspondant pas à la réalité, et ce sans avoir à appliquer les critères de tromperie ou de concurrence déloyale. L'extension de la protection à d'autres produits devrait être considérée comme une chance pour tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, comme l'avaient indiqué précédemment les communications dont la Suisse était notamment l'auteur (documents IP/C/W/204/Rev.1 et IP/C/W/247/Rev.1). Ils auraient donc les moyens de protéger sur le marché mondial des produits créés grâce à leur propre tradition et savoir-faire et dont la qualité pouvait être attribuée à leur origine géographique.

95. Le représentant de la Bolivie a fait part d'observations préliminaires sur la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) relative à l'extension de la protection des indications géographiques à d'autres produits. Sa délégation se félicitait vivement du fait que cette communication permette un débat approfondi sur la question de l'extension et qu'elle ait dépassé les questions de procédures relatives à l'existence ou non d'un mandat. Ce document était constructif et traduisait des préoccupations sérieuses concernant une extension de la protection. La première question qui était présentée était très pertinente, et sa délégation regrettait qu'elle n'ait pas été posée pendant le Cycle d'Uruguay. Elle aurait dû l'être par certains pays développés à ce moment-là et, si tel avait été le cas, l'Accord sur les ADPIC serait désormais totalement différent. Sa délégation encourageait les auteurs de cette communication à la soumettre non seulement au Conseil des ADPIC, mais aussi à d'autres organes subsidiaire de l'OMC, en particulier pendant les préparatifs de la Conférence ministérielle de Doha. La Bolivie accorderait toute son attention à une telle proposition. Abordant le paragraphe 24 de l'annexe de la communication conjointe concernant le lien éventuel entre la protection des indications géographiques et le protectionnisme commercial, l'orateur a dit que la Bolivie, petite économie, menait une politique commerciale fidèle aux principes de la libéralisation du système multilatéral et qu'elle n'appliquait aucune mesure faussant les échanges, comme l'avait montré l'examen de la politique commerciale de la Bolivie effectué en juillet 1999. La Bolivie souhaitait une extension de la protection des indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux, mais elle ne pourrait jamais appuyer une proposition protectionniste. Passant à la section de la communication consacrée à l'historique des négociations dans laquelle il était dit que l'Accord sur les ADPIC comportait des déséquilibres, sa délégation convenait qu'il existait une discrimination dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle et un déséquilibre dans la protection des indications géographiques entre les vins et les spiritueux, d'une part, et d'autres produits, d'autre part, tout comme il existait un déséquilibre entre la protection d'objets de propriété intellectuelle particuliers et des objets de propriété intellectuelle appartenant aux communautés indigènes, qui était étroitement lié à la protection des indications géographiques. L'intervenant a remercié les auteurs de la communication conjointe des questions qu'ils avaient formulées, ajoutant que sa délégation s'efforcerait d'y répondre lors des réunions suivantes.

96. Le représentant du Chili a indiqué que sa délégation s'était associée à la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) car elle dépassait la simple question de savoir si l'Accord contenait ou non une disposition claire permettant d'engager des négociations en vue de l'extension de la protection des indications géographiques prévue pour les vins et les spiritueux à tous les autres produits. Il a répété que la différence entre les niveaux de protection prévus à la section 3 de la Partie II ne procédait pas d'une erreur, ni d'une omission, mais qu'elle avait plutôt été recherchée par les négociateurs, et tous les Membres l'avaient acceptée lorsqu'ils avaient signé l'Accord. Il s'était agi d'une solution de compromis. Les différents niveaux de protection faisaient partie intégrante de l'architecture non seulement de la section 3, mais aussi de l'ensemble de l'Accord. La communication conjointe se penchait également sur les effets négatifs qu'aurait une extension.

L'orateur espérait que ces arguments permettraient de dégager des éléments de consensus, de sorte à permettre des progrès sur ce sujet.

97. La représentante de l'Argentine a déclaré que sa délégation était l'un des coauteurs de la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289), et elle a appelé l'attention sur le fait que des pays en développement appuyaient les vues présentées. Pour ne pas prolonger le débat sur les éléments que contenait le document, que l'Australie avait déjà présentés, elle s'est contentée de mettre en exergue ce qui, selon elle, constituait les points les plus importants. La communication conjointe exposait les aspects juridiques en jeu, ainsi que les aspects pratiques de manière équilibrée. Les diverses délégations avaient fait référence au cours des précédentes réunions à ces aspects, sans apporter d'éléments additionnels ou significatifs. Le paragraphe 3 indiquait clairement que l'extension de la protection additionnelle à d'autres produits impliquait nécessairement une réouverture de l'Accord, c'est-à-dire que l'extension de la protection additionnelle ne pourrait être négociée que dans le cadre d'un nouveau cycle, lorsque tous les Membres en conviendraient. Le document faisait allusion aux conséquences pratiques ou aux coûts de toute extension, à ses effets sur le commerce et sur les consommateurs, et contenait des éléments détaillés qui contribueraient à alimenter un débat sérieux et approfondi, en vue d'analyser et de comprendre à la fois le sujet et ses conséquences. Il présentait une liste non exhaustive des conséquences pratiques, c'est-à-dire les effets sur le commerce et les consommateurs qu'une extension de la protection pourrait occasionner. L'analyse énumérait les questions qui devaient être prises en considération dans tout débat sur ce point. L'intervenante est ensuite passée aux aspects juridiques, bien que certaines délégations pensent qu'il ne soit pas approprié d'en parler car dans toute organisation fondée sur les règles, dotée d'un mécanisme de règlement des différends, ces questions ne pouvaient jamais être laissées de côté ou omises. L'Accord sur les ADPIC disposait à l'article 1:1 que les "Membres pourront, sans que cela soit une obligation, mettre en œuvre dans leur législation une protection plus large que ne le prescrit le présent Accord" et que les "Membres seront libres de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions du présent Accord dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques". Par conséquent, il était étonnant de constater que les auteurs de la proposition précédente, contenue dans la communication conjointe (document IP/C/W/247/Rev.1) affirment au paragraphe 17 que le fait que les Membres aient rempli leurs obligations de protection des indications géographiques au moyen de divers systèmes avait abouti à des déséquilibres et à une incertitude juridique. La diversité des systèmes constituait un élément fondamental que les négociateurs de l'Accord sur les ADPIC avaient pris en considération lorsqu'ils avaient rédigé l'Accord. Celui-ci avait pour objet d'établir des règles minimales de protection, et non un système harmonisé. C'était le cas non seulement pour les indications géographiques, mais aussi pour d'autres droits, notamment les brevets. Personne ne pouvait mettre en doute les divers systèmes nationaux de protection de ces autres droits. La communication conjointe précédente affirmait que cette situation engendrait l'incertitude. Si tel était le cas, non seulement les indications géographiques, mais tout l'Accord en pâtissait. La possibilité pour une indication géographique de bénéficier d'une protection relevait de la législation nationale, et c'était là l'une des souplesses, ou l'un des droits acquis, les plus importants que prévoyait l'Accord, dont il avait été vivement question à la présente réunion, par exemple au titre du point N, question qui ne devrait pas être perdue de vue. La règle générale de la protection des indications géographiques pour toutes les catégories de protection figurait à l'article 22, c'est-à-dire que les dispositions de l'article 22 constituaient le principe général qui déterminait la protection de tous les produits assortis d'indications géographiques. À l'article 22, le droit octroyé était explicite. L'article 23 quant à lui limitait la protection additionnelle à deux produits seulement, les vins et les spiritueux, et, en tant que tel, constituait une exception à la règle générale, qui était la protection accordée par l'article 22. Par conséquent, sa délégation estimait qu'étendre la protection accordée à titre d'exception pour deux produits à toutes les catégories de produits représentait une modification du régime de protection établi par l'Accord. En d'autres termes, l'extension de la protection impliquait la création de nouveaux droits, ce qui ne pourrait pas se faire sans mandat et sans réouverture de l'Accord. Pour l'Argentine, il était clair que la création de nouveaux droits ne serait possible que dans le contexte d'un nouveau cycle de négociations, si les Membres convenaient d'inclure ce sujet, et la

création de nouveaux droits ne pourrait pas toucher à une seule section de l'Accord. Pendant une réunion du Comité du programme et budget de l'OMPI, qui s'était tenue en avril 2001, l'Argentine s'était dite préoccupée que les délégations qui insistaient sur cette question à l'OMC refusent systématiquement de débattre des aspects techniques et s'efforcent de limiter les enceintes de discussion. Il ne faisait aucun doute que cela ne facilitait pas le consensus, surtout dans la mesure où il était possible dans ces enceintes de traiter de sujets dans une perspective qui permettait aux Membres, peu au fait de ce type de droits, de comprendre et de cerner les questions en jeu. Passant à l'examen effectué au cours de la présente réunion de la communication conjointe dont l'Argentine était coauteur, l'oratrice relevait une tendance générale dans les critiques à présenter des exemples d'utilisation de mauvaise foi d'indications géographiques. Or, l'objectif de la communication conjointe était plutôt de traiter des utilisations légitimes des indications géographiques. Elle a rappelé aux délégations qui avaient formulé des observations qu'outre les utilisations de mauvaise foi ou la contrefaçon d'indications géographiques, que personne ne défendait, il y avait aussi une utilisation continue, une utilisation de termes génériques et d'indications géographiques homonymes, autant de formes qui constituaient des utilisations absolument légitimes des indications géographiques d'autres pays.

98. Le représentant du Guatemala a déclaré que sa délégation s'était associée à la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) car les arguments qu'elle avançait étaient fondés. Il avait été dûment tenu compte des coûts impliqués par une extension de la protection additionnelle à d'autres produits. En tant que pays en développement, le Guatemala était conscient des coûts que l'extension entraînerait et devait évaluer soigneusement ces données par rapport à tout avantage éventuel. Qui plus est, l'extension revendiquée impliquerait l'acceptation de nouvelles obligations. Sa délégation était prête à poursuivre le dialogue pour traiter tous les détails qui devaient encore être éclaircis.

99. La représentante de l'Uruguay a fait savoir que, s'agissant d'une extension de la protection additionnelle des indications géographiques en vertu de l'Accord à tous les produits, sa délégation souhaitait répéter ce qu'elle avait déjà déclaré lors de réunions précédentes du Conseil. L'équilibre qui caractérisait l'Accord sur les ADPIC résultait d'un débat difficile et représentait un compromis. L'article 23:1 s'appliquait en outre aux vins et aux spiritueux exclusivement et l'Accord ne contenait pas de mandat en vue d'étudier une extension de la protection à d'autres produits. Sa capitale examinait la communication conjointe, qui semblait présenter l'avantage de contenir des éléments d'analyse nouveaux que le Conseil pourrait utiliser. L'oratrice a informé le Conseil que la Direction nationale de la propriété intellectuelle de son pays et l'OMPI organisaient conjointement un colloque sur la protection des indications géographiques, qui aurait lieu à la fin du mois de novembre 2001 à Montevideo et qui, on l'espérait, permettrait utilement à toutes les régions de débattre de cette question et contribuerait à mieux sensibiliser aux problèmes en jeu, à diffuser des renseignements et l'expérience acquise et à positionner les divers acteurs nationaux dans ce débat.

100. Le représentant du Paraguay a dit que sa délégation était l'un des coauteurs de la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289). Bien qu'il n'ait pas participé à la rédaction du document, le Paraguay était pleinement d'accord avec son contenu. L'orateur a appuyé tous les arguments présentés par les autres coauteurs de la communication qui avaient déjà pris la parole à la présente réunion. Abordant l'intervention de la Suisse, il a cité la définition des "indications géographiques" donnée à l'article 22:1. Il a fait observer que le représentant de la Suisse avait fait référence au savoir-faire, c'est-à-dire l'application des connaissances humaines à la production d'une marchandise. Dans la région des Amériques, les immigrants européens avaient apporté leur savoir-faire. Au Paraguay, par exemple, les émigrés suisses fabriquaient du fromage de gruyère, bien qu'il n'existe pas de lieu dénommé Gruyère dans ce pays. Ils appliquaient en fait leur savoir-faire pour produire ce fromage (qui était d'ailleurs très bon). L'intervenant a demandé au délégué suisse s'il pensait que cette caractéristique pouvait être "attribuée à son origine géographique" comme il l'avait dit dans son intervention. Par ailleurs, le représentant de

la Suisse avait parlé non seulement de l'extension de la protection additionnelle à des produits autres que les vins et les spiritueux, mais également des coûts pour les Membres de la mise en œuvre de tous les droits de propriété intellectuelle prévus dans l'Accord. La mise en œuvre de tous les accords du Cycle d'Uruguay avait entraîné certains coûts, et l'orateur a assuré au Conseil que pour le Paraguay, ces coûts avaient été très élevés, à la fois sur les plans politique, législatif et économique. Il convenait que la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC impliquait des coûts, et le Paraguay n'était pas disposé à payer les coûts supplémentaires de l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques pour des produits autres que les vins et les spiritueux. L'extension de cette protection à d'autres produits impliquerait en effet l'acquisition de nouveaux droits et l'acceptation de nouvelles obligations, ce qui ne pouvait se faire que dans le contexte d'un nouveau cycle de négociations, sans lesquelles sa délégation ne pourrait probablement pas appuyer l'extension de la protection additionnelle à d'autres produits.

101. La représentante du Venezuela considérait que la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) permettait de faire avancer ce débat. Elle était cependant d'accord avec les délégations qui avaient déclaré que le niveau de protection conféré par l'article 22 n'était pas suffisant et qu'il était nécessaire d'instaurer à l'échelle internationale un niveau uniforme de protection. S'agissant des coûts inhérents à la modification des dispositions existantes, il devrait également être tenu compte des avantages. Le rapport pertinent en l'occurrence était le rapport coût-avantage, et non pas coût-coût. L'extension de la protection permettrait aux producteurs vénézuéliens des différentes régions du pays d'accroître la valeur ajoutée de leurs produits et d'améliorer la protection, en respectant les normes de qualité afin de mieux concourir sur un marché ouvert sans restrictions. S'agissant de l'effet possible sur le commerce, la protection devrait former la base d'un processus plus large de création de petites et moyennes entreprises du secteur de l'industrie de transformation, ce qui permettrait de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et de diversifier les exportations. Sur cette base, le Ministère du commerce du Venezuela considérait que les indications géographiques revêtaient une dimension sociale et économique importante et espérait les promouvoir en tant qu'instrument du développement industriel, commercial, économique, culturel et technologique. Il permettait le sauvetage et la promotion de produits indigènes et de procédés de production qui risquaient actuellement de disparaître. Les indications géographiques pouvaient également favoriser le tourisme et certains circuits, par exemple la route du cacao de Chuao. Elles permettaient d'améliorer et de faciliter la perception de la qualité de certains produits sur des marchés discriminatoires. Elles mettraient en lumière, sur les marchés intérieurs et étrangers, les caractéristiques spéciales des produits et limiteraient leur utilisation aux producteurs habilités à les utiliser, empêchant ainsi tout abus par des tiers. L'expérience acquise par le Venezuela avec le cacao de Chuao avait montré que les producteurs s'organisaient, devenaient conscients de la valeur de leurs produits et de leur potentiel et commençaient à étudier des moyens d'accroître leur valeur. Ces producteurs avaient constaté qu'il était plus facile de faire connaître au public leurs produits et progressaient dans la gestion collective de la commercialisation. Bien sûr, tout cela nécessitait des efforts importants, mais les avantages en découlant seraient considérables. Le Venezuela espérait que d'autres producteurs s'organiseraient et feraient enregistrer les indications géographiques de leurs produits. Pour ce qui était de l'effet sur les consommateurs, ils s'attendaient à ce que l'origine véritable des produits et services et les indications géographiques contribuent à la différenciation et à l'accès au marché pour un groupe très spécifique. Le consommateur ne devrait pas être induit en erreur et, s'il souhaitait payer davantage pour un produit, il devrait être le seul à choisir. Les indications géographiques permettaient aux producteurs d'être accrédités et de communiquer aux consommateurs les qualités de leurs produits, protégeant ainsi leurs intérêts. Le consommateur s'attendait à ce qu'un produit offert présente les qualités de la région à laquelle son indication géographique faisait référence. Pour prendre l'exemple du cacao au Venezuela, les experts avaient déclaré que l'emplacement géographique de Chuao et des facteurs naturels et humains tels que le climat, la topographie, l'environnement et la main-d'œuvre étaient les raisons qui faisaient de ce cacao un produit dont la qualité était reconnue au niveau international. Si tel n'était pas le cas, il n'y aurait pas eu un tel intérêt en faveur d'un enregistrement dans d'autres pays. Le débat avait suscité beaucoup

d'intérêt. Nombre de pays en développement avaient déjà identifié un grand nombre de produits susceptibles d'être protégés par des indications géographiques, et la discussion devait donc avancer. La délégation vénézuélienne espérait que cette forme de protection conférerait aux producteurs le droit légitime d'utiliser sur leurs produits le nom de la région qui avait conféré à leurs produits leurs qualités particulières et uniques et empêché les concurrents extérieurs de l'utiliser.

102. Le représentant de la Turquie considérait que la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) était un élément positif dans le débat sur les indications géographiques, bien que sa délégation ne soit pas d'accord avec les vues qu'elle contenait. Il a fait observer que le document présentait certains points de vue et arguments bien connus. Sa délégation y répondrait ultérieurement. L'orateur a dit que le débat sur l'extension de la protection des indications géographiques avait dépassé le cadre du Conseil des ADPIC et devenait une sorte de position de négociation pour la prochaine Conférence ministérielle. Les discussions au sein du Conseil des ADPIC alimentaient utilement les débats qui se tiendraient sur cette question au Conseil général en vue de la préparation de la Conférence de Doha. L'orateur a associé sa délégation aux déclarations faites par la Hongrie et la Suisse.

103. Le représentant de Singapour, prenant la parole au nom des pays membres de l'ANASE, a fait observer que les opinions divergeaient quant à la question de savoir si le débat sur une extension de la protection additionnelle des indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux relevait du mandat du Conseil des ADPIC. Sans se prononcer sur cette question, et aux seules fins de la présente intervention, l'orateur partait du principe qu'un tel mandat existait. Il a fait remarquer que la proposition visant à étendre la protection était appuyée par un grand nombre de Membres, qu'ils soient pays développés, en développement ou économies en transition. Il a relevé que les partisans d'une extension considéraient que celle-ci était compatible avec les objectifs de l'Accord sur les ADPIC et les principes généraux de l'OMC. À cet égard, il était tacitement entendu que cela était avantageux également pour tous les Membres et c'est en ce sens que la proposition méritait la plus grande attention ainsi qu'une évaluation sérieuse. Comme les Membres accordaient à la proposition l'attention qu'elle méritait, ils se devaient d'étudier la question de savoir ce qu'ils gagneraient à modifier le statu quo; en d'autres termes, ils devaient se demander ce qui n'était pas satisfaisant dans ce statu quo et pourquoi il devait être modifié. À l'heure actuelle, tous les produits étaient couverts par la protection des indications géographiques prévue à l'article 22:2. Les vins et les spiritueux bénéficiaient d'une protection additionnelle, en particulier au titre de l'article 23:1. La distinction entre les deux niveaux de protection résidait dans le fait que l'article 22:2 visait à empêcher que le public ne soit induit en erreur sur l'origine géographique du produit couvert par l'indication géographique. D'un autre côté, cet élément relatif à la tromperie du public n'était pas une condition prévue à l'article 23:1. On pouvait donc dire que l'article 23:1 prévoyait une protection sans conditions des droits privés, alors que l'article 22 instaurait un équilibre entre la protection des droits privés et l'intérêt public. Les délégations au nom desquelles l'intervenant prenait la parole croyaient comprendre que l'Accord sur les ADPIC visait à établir un équilibre entre droits privés et intérêts publics. Elles comprenaient également que les Membres ne s'étaient pas mis d'accord sur un régime multilatéral de droits privés, qui relevait autrement pour l'essentiel de leurs compétences exclusives respectives. Il apparaissait que la proposition aurait pour conséquence possible, et involontaire, que des droits privés en soi seraient associés à la protection additionnelle, tout en affaiblissant la composante intérêt public. L'orateur craignait qu'en supprimant l'élément de l'intérêt public, les Membres rompent involontairement l'équilibre auquel l'Accord sur les ADPIC semblait parvenir. Il mentionnait cet équilibre par principe car il s'agissait d'un élément crucial par rapport aux autres droits de propriété intellectuelle, en particulier l'équilibre entre droits privés et intérêt public pour les brevets portant sur des médicaments et les droits des Membres de promouvoir la santé publique. On pouvait rétorquer que cette préoccupation était théorique en ce sens que l'article 23:1 prévoyait déjà une protection sans conditions des vins et des spiritueux, sans référence à l'intérêt public. L'orateur n'allait pas jusqu'à dire que l'article 23:1 était une aberration. Il se limiterait plutôt à dire que, à tort ou à raison, le Cycle d'Uruguay était parvenu à un compromis. D'autres préoccupations pouvaient

également être évoquées, liées notamment aux conséquences imprévues de l'extension, nombre d'entre elles pouvant se révéler négatives. Mais ces préoccupations pourraient être exprimées en temps voulu. L'intervenant en faisait part pour contribuer à un débat franc, car les délégations au nom desquelles il prenait la parole restaient ouvertes à la possibilité d'une extension de la protection des indications géographiques en vertu de l'article 23:1 à d'autres produits.

104. La représentante du Mexique a fait part à nouveau du point de vue de sa délégation selon lequel aucune des dispositions de la section 3 de la Partie II de l'Accord ne pouvait être interprétée comme imposant des négociations sur l'extension de la protection prévue par l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux. Cette question n'était ni "futile" ni procédurale, ni une supposition; il s'agissait plutôt d'une réalité constatée dans le texte de l'Accord. Plus sa délégation écoutait le débat, plus elle avait des doutes sur les conséquences graves qu'une extension pourrait avoir. Elle avait présenté des arguments à ce propos précédemment et a rappelé les préoccupations de sa délégation à cet égard. La communication conjointe présentée par l'Australie était utile car elle exposait plus clairement les conséquences législatives, économiques (en termes d'impact sur le commerce et les consommateurs), administratives et autres que l'extension pourrait avoir. Elle soulevait des questions fondamentales, qui n'avaient pas été éclaircies, ni analysées en profondeur d'une manière satisfaisante pour un grand nombre de Membres. Sa délégation était d'accord par ailleurs avec les conclusions générales de la communication conjointe. Elle reconnaissait qu'il n'avait pas été encore démontré de manière convaincante que le niveau de protection prévu à l'article 22 était insuffisant pour les autres produits. Elle convenait que l'extension de la protection additionnelle prévue à l'article 23, si elle était acceptée, n'impliquerait pas nécessairement une protection plus grande ou plus efficace compte tenu des diverses considérations que les partisans de l'extension devraient évaluer sérieusement. Elle était d'accord sur le fait que les coûts apparaissaient dépasser de loin les avantages attendus, en particulier pour les Membres qui n'avaient pas, ou peu, de produits à protéger, et des produits qui ne présentaient peut-être pas au niveau international une valeur économique qui justifierait les coûts impliqués par une extension de la protection additionnelle aux centaines ou aux milliers d'indications que les autres Membres avaient probablement en tête, bien que le Conseil ne sache pas encore quelles étaient ces indications. La délégation mexicaine reconnaissait que l'extension impliquerait également des coûts pour les Membres qui n'étaient pas dotés actuellement de systèmes nationaux capables de fournir cette protection additionnelle pour des produits autres que les vins et les spiritueux. S'agissant des coûts, l'attention du Conseil avait été appelée pendant toute la réunion sur leur importance, ainsi que sur celle des efforts que nombre de Membres avaient déployés jusqu'ici pour mettre en œuvre l'Accord dans divers domaines, y compris celui-ci. L'intervenante ne pouvait pas s'imaginer ce qu'il adviendrait si le Conseil essayait d'étendre les obligations existantes de la manière proposée, sans connaître les conséquences. Sa délégation considérait donc qu'il était indispensable que ces questions soient éclaircies et analysées et qu'une évaluation du rapport coût-avantage soit effectuée, sans quoi la proposition ne pourrait pas être sérieusement étudiée. Le point de vue de sa délégation était différent à certains égards de celui que contenait la communication conjointe présentée par l'Australie en ce qui concerne l'historique des négociations et la manière dont elles devraient être interprétées. Elle convenait cependant que les dispositions de la section 3 résultaient d'un équilibre délicat instauré pendant le Cycle d'Uruguay, avec le consentement de tous les Membres, dans un contexte de négociation très particulier. Mais cette étape faisait partie du passé. Les Membres devaient maintenant s'occuper du libellé actuel de l'Accord et c'est sur cette base qu'ils devaient travailler. Toute modification du texte ou toute initiative visant à renégocier et à ouvrir le texte devait procéder d'un mandat fondé sur un consensus de tous les Membres, ce qui n'était possible que dans un autre contexte, et pas dans celui du Conseil des ADPIC. La délégation mexicaine demeurait disposée à continuer de participer de manière constructive à l'exécution du mandat assigné au Conseil, c'est-à-dire celui que contenait l'article 23:4, ainsi que le programme de travail contenu dans la Déclaration ministérielle de Singapour.

105. Le représentant de la République tchèque a livré quelques réflexions préliminaires sur la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289). Sa délégation ne

partageait pas les opinions et l'approche adoptées sur cette question. L'intervenant a associé sa délégation à la déclaration faite par le représentant de la Suisse. Il a fait part de commentaires sur la méthodologie suivie par la communication conjointe, qui déclarait que l'objectif était de procéder à une évaluation sérieuse des conséquences de toute proposition recommandant des modifications substantielles des dispositions actuelles de l'Accord sur les ADPIC. Ce n'était cependant pas ce que sa délégation et d'autres avaient proposé dans leur communication conjointe (document IP/C/W/247/Rev.1). Leur proposition portait plutôt sur la différence de traitement en fonction des produits, qui constituait une anomalie dans le système de propriété intellectuelle de l'Accord sur les ADPIC. Elle découlait de l'Accord lui-même, mais la communication conjointe la décrivait comme s'il s'agissait d'un élément étrange que les coauteurs s'efforçaient d'intégrer dans l'Accord. Par ailleurs, une comparaison des niveaux de protection, compte tenu de l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques, avec les possibilités futures d'accès aux marchés pour les secteurs émergents était incorrecte d'un point de vue méthodologique. L'orateur était d'accord avec les observations du représentant de la Hongrie à cet égard. Il avait des doutes quant à la cohérence de l'argument avancé dans la communication conjointe. Un débat en session informelle n'était rien d'autre qu'une manière d'esquiver la situation actuelle et n'était pas utile. La communication conjointe contenait des questions, des hypothèses et des déclarations. L'un des principes de base de tout dialogue était de répondre aux questions, ce que sa délégation ferait ultérieurement pour dissiper les doutes. Cependant, étant donné que la communication conjointe avait été soumise sans préjudice du droit de rejeter les arguments de ses auteurs sur la question du mandat, il n'apparaissait pas clairement si, en fin de compte, ceux-ci devaient recommencer tout l'exercice depuis le début. L'orateur a donc demandé aux coauteurs des éclaircissements sur ce point.

106. Le représentant des États-Unis a déclaré que sa délégation était l'un des coauteurs de la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) et a remercié les délégations qui l'avaient appuyée. Il a assuré à la Suisse et à d'autres délégations qu'il s'efforcerait de répondre à leurs questions et à leurs préoccupations à la prochaine réunion.

107. Le représentant de la Bulgarie, commentant à titre préliminaire la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289), a indiqué que selon sa délégation, aucune des questions et des préoccupations exprimées dans ce document n'était justifiée. Dans la plupart des cas, c'est le contraire de ce qui était affirmé dans la communication conjointe qui était vrai. Contrairement à ce que prétendaient les auteurs du document, les coûts administratifs qu'entraînerait l'extension éventuelle de la protection des indications géographiques seraient négligeables et, quoi qu'il en soit, moins importants que pour d'autres catégories de propriété intellectuelle. Il serait nécessaire de prévoir simplement un instrument législatif pour modifier la protection existante si celle-ci se limitait aux vins et aux spiritueux. La situation était différente, par exemple, dans le domaine du droit d'auteur, comme la Bulgarie en avait fait l'expérience après son accession à l'OMC. S'agissant des conséquences commerciales, l'orateur considérait qu'il importait de tenir compte du fait que, lorsque de véritables négociations commenceraient, les délégations devraient comparer ce que chaque partie gagnerait et ce qu'elle perdrait. Par conséquent, il n'était absolument pas hors de propos que les auteurs de la communication conjointe exposent la manière dont ils voyaient ces coûts et ces avantages. Si les pays favorables à l'extension ne devaient pas obtenir d'avantages significatifs, ils en seraient avantagés car ils n'auraient pas à faire de concessions importantes dans ces négociations. Selon la délégation bulgare, on serait dans une situation où personne n'est perdant, ce qui ne permettrait pas aux auteurs de la communication conjointe (document IP/C/W/289) de réclamer grand-chose non plus. Évoquant la page 7 de la communication conjointe, l'intervenant a dit qu'il avait l'impression que les coûts se résumaient aux coûts afférents à la modification de la désignation et de l'étiquetage et aux actions en justice. Il admettait que la modification de la désignation et de l'étiquetage puisse entraîner des coûts, mais il reviendrait sur les actions en justice ultérieurement. Plusieurs délégations avaient souligné que les coûts devaient être comparés avec les avantages, et que les indications géographiques offraient des créneaux importants pour les petites et moyennes entreprises. Ces opérateurs n'auraient pas à investir dans le droit de propriété intellectuelle en tant que

tel car ils en jouiraient déjà. Ils devaient investir seulement dans la production de la marchandise elle-même, ce qui était avantageux par rapport à d'autres droits de propriété intellectuelle. Il était par exemple improbable que des petites entreprises soient en mesure d'investir dans des activités de recherche pharmaceutique complexes et onéreuses. S'agissant de la confusion des consommateurs, sa délégation était d'accord avec ceux qui pensaient que l'extension de la protection additionnelle à d'autres produits réduirait en fait la confusion. Il semblait que c'était la communication conjointe elle-même qui essayait de semer la confusion. L'orateur ne comprenait pas la phrase qui figurait au paragraphe 25 de l'annexe de la communication conjointe et qui disait que les coûts de recherche et de transaction seraient accrus pour les consommateurs, au moins à court et à moyen terme, et éventuellement les prix. Aucun exemple n'était fourni et l'orateur n'en trouvait aucun qui lui venait à l'esprit, si ce n'est peut-être celui d'un consommateur dérouté en Alaska, cherchant du gruyère du Paraguay ou du fromage blanc "de type bulgare" et qui, ne le trouvant pas, devait parcourir de longues distances, dépenser beaucoup d'argent en essence et créer ainsi une menace pour l'environnement. S'agissant des risques accrus de litige entre les producteurs et de différends entre les Membres de l'OMC, l'intervenant a dit que toute règle comportait un risque de conflit, ce qui ne signifiait pas qu'il fallait s'en passer. Il a demandé aux coauteurs de la communication conjointe s'ils voulaient dire que les différends entre les Membres de l'OMC étaient une mauvaise chose et s'ils étaient prêts à appliquer la même logique à d'autres questions. Il n'était pas d'accord avec l'exemple cité à la page 8 de la communication conjointe, qui était destiné à montrer que la protection de l'article 22 était suffisante et que celle de l'article 23 était superflue, car il n'était pas établi que la "feta" soit une indication géographique en tant que telle, et non un nom générique. Les producteurs bulgares ne vendaient pas leurs produits à l'étranger sous le nom de "feta", mais plutôt de "fromage blanc bulgare". Les consommateurs avertis estimaient que le fromage blanc bulgare était meilleur que d'autres, quel que soit le nom qui lui était donné. L'intervenant a donné un exemple de l'insuffisance de la protection accordée en vertu de l'article 22 et de la nécessité d'étendre celle que prévoyait l'article 23 en citant une conversation dans laquelle un consommateur qui demandait si un fromage donné était bulgare se voyait répondre que, bien qu'il ne soit pas bulgare, il était "de type" fromage bulgare. C'est exactement à ce type de situation que le niveau de protection prévu à l'article 23 répondrait. Le niveau de protection conféré par l'article 22 n'empêchait pas des tiers de vendre leurs produits comme de la "feta de type bulgare". Enfin, s'agissant de la question du mandat, un compromis avait été conclu il y a quelque temps, en vue de ne pas débattre des mandats, mais de passer à une discussion de fond sur les propositions de négociation concernant à la fois les indications géographiques et l'agriculture. Si le Conseil des ADPIC continuait de parler du mandat comme d'un obstacle à un débat de fond sur l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques, il conviendrait alors de vérifier si les différentes propositions de négociation faites au Comité de l'agriculture relevaient du mandat contenu à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. L'orateur s'était réservé le droit de revenir à cette question au Comité de l'agriculture. Le mandat que contenait l'article 20 de cet accord était plutôt laconique et des problèmes analogues à ceux que d'autres Membres constataient dans l'article 24:1 de l'Accord sur les ADPIC pourraient surgir.

108. Le représentant du Japon a déclaré que la communication conjointe présentée par l'Australie (document IP/C/W/289) représentait une contribution utile aux discussions. Selon sa délégation, l'article 22 accordait déjà une protection générale des indications géographiques pour tous les produits contre une utilisation induisant le public en erreur. En ce sens, la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux en vertu de l'article 23, qui ne prévoyait pas de critère de tromperie, constituait un traitement préférentiel exceptionnel pour certains produits. Si cette protection devait être étendue à d'autres produits, les Membres devraient étudier soigneusement la question de savoir si cette extension se justifiait suffisamment ou non. Bien que le Japon ait réservé sa position sur cette question, il était prêt à participer au débat. La communication conjointe présentée par l'Australie constituait un apport très utile aux discussions des Membres. L'extension de la protection pouvait avoir un impact positif, comme une amélioration de la protection des consommateurs ou la promotion de la production dans certains secteurs ou certaines régions. D'un autre côté, elle pouvait avoir un impact négatif, comme l'imposition d'une charge excessive sur les

transactions commerciales normales dans certains secteurs industriels, et notamment un certain degré d'incertitude en ce qui concerne l'utilisation continue, le changement de nom ou le réétiquetage des produits. Le Japon souhaitait donc étudier soigneusement cette question, en évaluant les aspects négatifs et positifs. Pour parvenir à la meilleure solution possible, diverses options devaient être analysées. Le résumé du Secrétariat montrait que les Membres avaient différents moyens de protéger les indications géographiques. À cet égard, aucun moyen particulier ne devait être privilégié. Le Japon considérait que les Membres devraient examiner les diverses options avant de s'attarder sur une approche particulière. L'exercice de collecte de renseignements en cours, fondé sur la liste de questions, devrait être mené à bien aussi rapidement que possible; pour ce faire, les Membres qui ne l'avaient pas encore fait devaient fournir leurs réponses. Il importait de voir en effet comment chaque Membre mettait en œuvre les dispositions de la section 3 de la Partie II de l'Accord. Les renseignements relatifs aux divers modes de mise en œuvre constitueraient une base utile pour examiner de près l'opportunité d'une extension éventuelle de la protection additionnelle prévue à l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux.

109. La représentante de Sri Lanka a remercié les coauteurs de la communication conjointe (document IP/C/W/289) d'avoir engagé un débat constructif sur ces questions, regrettant néanmoins qu'ils aient abordé la question du mandat car elle pensait qu'il était entendu que cette question serait laissée de côté. Sa délégation était prête à s'engager dans un dialogue avec les coauteurs et a livré des observations préliminaires sur la communication conjointe. Elle s'est associée aux interventions faites par la Suisse, le Venezuela, la Hongrie, la Bulgarie et d'autres. Le premier alinéa du paragraphe 5 de la communication conjointe faisait référence aux coûts pour les Membres d'une extension des dispositions actuelles et partait du principe qu'ils devraient adopter des lois supérieures à ce que prévoyait l'Accord sur les ADPIC. Ce postulat découlait de la position des coauteurs sur le mandat et de ce que prévoyait déjà l'Accord sur les ADPIC. Cependant, les coauteurs d'une communication précédente (document IP/C/W/247/Rev.1), dont Sri Lanka faisait partie, estimaient qu'il existait déjà un mandat et que les engagements n'iraient donc pas au-delà des prescriptions actuelles de l'Accord sur les ADPIC. D'après le deuxième alinéa du paragraphe 5 de la communication conjointe (document IP/C/W/289), rien ne prouvait que la protection prévue à l'article 22 était insuffisante. Les coauteurs de la communication conjointe voulaient que les partisans de l'extension donnent des précisions sur les produits pour lesquels ils souhaitaient une protection additionnelle. Cependant, une extension à quelques produits supplémentaires seulement ne ferait qu'aggraver le déséquilibre existant déjà entre les niveaux de protection. Les partisans de l'extension entendaient plutôt étendre la protection additionnelle à tous les produits, ce qui supprimerait totalement le déséquilibre. Les propositions qu'ils avaient soumises avaient déjà amplement mis en lumière le bien-fondé d'une protection additionnelle. Il était dit au troisième alinéa du paragraphe 5 de la communication conjointe que les inconvénients potentiels de l'extension n'avaient pas été abordés. Il était fait référence à la charge administrative supplémentaire qu'imposerait une extension. Cependant, la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC exigeait de tous les Membres qu'ils assument une charge administrative supplémentaire. Pour Sri Lanka, cette charge était considérable. Ceux qui refuseraient l'extension de la protection des indications géographiques sur cette base devraient alors rejeter l'ensemble de l'Accord sur les ADPIC. Il était également fait référence à la confusion des consommateurs; or, l'extension aiderait au contraire les consommateurs à faire leur choix et leur permettrait de choisir ce qu'ils voulaient réellement. À cet égard, l'oratrice a cité un extrait du résumé et des conclusions du rapport de l'OCDE sur les appellations d'origine: "Le fait que chaque marché soit caractérisé par une asymétrie d'information entre les producteurs et les consommateurs met ces derniers dans une position désavantageuse. Le consommateur n'est pas sûr que ses choix de consommation répondent à ses préférences. Une des réponses est l'utilisation d'instruments de communication pour améliorer le niveau d'information du consommateur sur la qualité du produit. Une autre réponse du producteur est sa politique d'investissements pour se construire une réputation positive face aux consommateurs. Cette réputation passe par la qualité de son produit et par les instruments utilisés pour faire connaître cette qualité. ... Les dénominations géographiques font partie des outils de communication mis en place par les gouvernements et les entreprises." D'après le

paragraphe 10 de la communication conjointe, l'article 23 avait pour effet de conférer des droits exclusifs pendant une période déterminée. L'ensemble de l'Accord sur les ADPIC avait cependant pour effet de conférer des droits exclusifs. L'intervenante ne comprenait pas pourquoi cela devrait poser un problème pour les seules indications géographiques. Elle était d'accord avec l'observation faite par le représentant de l'Argentine selon laquelle les Membres avaient le choix entre de nombreuses options pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle, ajoutant que c'est à eux qu'il appartenait néanmoins de décider de la méthode qui était la plus appropriée pour chaque catégorie de droits de propriété intellectuelle. Sri Lanka estimait que les marques de fabrique ou de commerce ne pouvaient pas protéger certaines de ses indications géographiques, de sorte qu'une protection spécifique des indications géographiques était la seule manière de protéger certaines d'entre elles. Il ne s'agissait donc pas de choisir des méthodes de protection qui pouvaient se substituer les unes aux autres. S'agissant d'une analyse coût-avantage, l'oratrice a dit que les coauteurs de la communication conjointe mettaient la charrue avant les bœufs. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, par exemple, imposaient une lourde charge aux producteurs. Elle a demandé si les coauteurs voulaient évaluer les coûts et les avantages de ces accords et d'autres accords également, ou s'ils entendaient soulever cette question pour les indications géographiques uniquement.

110. Le représentant de l'Inde partageait les vues exprimées par la Suisse, la République tchèque et Sri Lanka. Il a associé sa délégation aux observations faites par la Hongrie et la Suisse sur la communication conjointe (document IP/C/W/289) et a précisé qu'il ferait des commentaires à ce sujet ultérieurement.

111. Le représentant des Communautés européennes a d'abord fait quelques observations générales. Bien que sa délégation se soit efforcée de rester à l'écart de la question du mandat, celle-ci avait ressurgi. Les Membres qui n'étaient pas favorables à l'extension invoquaient cet argument pour éluder cette dernière. L'intervenant espérait que ce problème pourrait être réglé à la Conférence ministérielle de Doha; sinon, le Conseil s'y heurterait sans cesse. L'orateur était favorable à un débat équilibré, mais il ne pensait pas que la communication conjointe (document IP/C/W/289) y contribue. Il était inexact et partial de dire que l'extension de la protection des indications géographiques n'engendrerait que des coûts, et pas d'avantages. Le fait de mettre ainsi l'accent sur les coûts montrait que les auteurs du document ne comprenaient pas les difficultés auxquelles se heurtaient nombre de Membres pour mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC. La délégation des CE appréciait les efforts déployés par de nombreux Membres pour respecter l'Accord. Les coûts de l'extension de la protection des indications géographiques ne modifieraient pas vraiment la situation. L'intervenant souscrivait à bon nombre d'arguments avancés par la Bulgarie, la Hongrie, la Suisse et d'autres. Évoquant la communication conjointe, sa délégation regrettait qu'elle se limite presque exclusivement à critiquer l'approche adoptée par un nombre élevé de Membres qui préconisaient une extension, plutôt que de se concentrer sur les avantages potentiels que cette dernière pourrait procurer par rapport à l'autre option, à savoir le statu quo. L'affirmation des auteurs de la communication conjointe selon laquelle rien ne prouvait que la protection prévue à l'article 22 était insuffisante était hors de propos. Le débat ne portait pas en effet sur la mise en œuvre de l'article 22, mais sur l'amélioration du niveau de la protection accordé en vertu de l'article 22. Il n'était pas exact non plus de dire que les contributions fournies jusqu'à présent n'avaient été axées que sur l'article 23. Il apparaissait au contraire que la communication antérieure (document IP/C/W/247/Rev.1) contenait une analyse complète de l'article 22 et de ses lacunes manifestes. Les préoccupations exprimées dans la communication conjointe (document IP/C/W/289) au sujet des coûts n'étaient pas étayées par des arguments solides. Il apparaissait en effet que si les pays accordaient déjà une protection améliorée aux indications géographiques pour les vins et les spiritueux ou s'apprêtaient à le faire, l'effort qui leur en coûterait pour étendre cette protection à d'autres produits serait faible. Une modification mineure des dispositions des lois existantes qui étaient déjà prescrites pour les vins et les spiritueux permettrait aux autorités judiciaires nationales d'accorder cette protection améliorée à d'autres produits également. La délégation des CE s'étonnait de l'affirmation selon laquelle le fait d'élever le niveau de protection des

indications géographiques pour d'autres produits jusqu'à celui qui était applicable pour les vins et les spiritueux pouvait supprimer des perspectives pour les industries naissantes et instaurer une incertitude sur les marchés existants. Pour ce qui était des marchés émergents, une protection rationalisée des indications géographiques conforme à celle que prévoyait l'article 23:1 ne ferait que favoriser le développement de secteurs de qualité naissants dans le domaine de l'agriculture, qui opéreraient une fois pour toutes dans un cadre juridique stable et clair. Cela permettrait ensuite aux détenteurs d'indications géographiques de déjouer les tentatives de ceux qui essaieraient de tirer profit sans contrepartie de leurs investissements certes embryonnaires, mais néanmoins substantiels, pour acquérir des parts de marché. S'agissant des marchés existants, l'industrie alimentaire de qualité et authentique, désireuse de se développer à l'échelle internationale, percevra comme une bénédiction l'extension des dispositions très claires de l'article 23:1 à ses produits et échappera ainsi aux résultats parfois capricieux du "critère de tromperie" prévu à l'article 22. L'argument selon lequel l'extension de la protection additionnelle sèmerait la confusion dans l'esprit des consommateurs était très difficile à suivre. La délégation des CE pensait plutôt que la protection prévue à l'article 23 rendrait les choses plus claires pour le consommateur. Elle était fondamentalement en désaccord avec l'interprétation des objectifs énoncés à la section 3 de la Partie II de l'Accord que donnait la communication conjointe. Il semblait assez évident que ces objectifs étaient d'établir, premièrement, une définition acceptée au niveau international des indications géographiques et, deuxièmement, une double approche en ce qui concerne la protection des droits associés des détenteurs des indications géographiques. L'intervenant était en revanche d'accord avec les coauteurs de la communication conjointe sur le fait qu'un déséquilibre en résulterait, auquel il conviendrait de remédier, mais il ne comprenait pas l'approche qu'ils adoptaient, qui ne ferait que perpétuer ce déséquilibre, à moins qu'ils ne proposent de ramener le niveau de protection existant pour les vins et les spiritueux à celui que prévoyait l'article 22. Il semblait logique au contraire de remédier au déséquilibre en ramenant pour tous les produits la protection au niveau plus élevé et plus efficace dont bénéficiaient actuellement les vins et les spiritueux en vertu de l'article 23. Enfin, il ne fallait pas, pour évaluer les avantages de la protection additionnelle conférée en vertu de l'article 23, se limiter à une perspective historique; il convenait également de se tourner vers l'avenir. Ce qui importait surtout, c'étaient les avantages potentiels qu'une telle protection pourrait apporter aux pays en développement et aux autres pays pour leurs nouvelles indications géographiques.

112. La représentante de Maurice reconnaissait que les Membres n'avaient pas tous la même opinion sur cette question, mais elle a fait observer que l'approche adoptée à la présente réunion était positive car le débat était passé de la forme au fond. Elle s'est ralliée à la déclaration de la Suisse et à d'autres déclarations faites en faveur de l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques. Elle a ensuite commenté la communication conjointe (document IP/C/W/289). S'agissant des coûts, elle était d'accord avec le représentant du Paraguay sur le fait que la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay était coûteuse. Bien qu'elle pense que peu de Membres aient tiré des avantages de ces accords, cela ne les avait pas empêchés de les mettre en œuvre. De la même manière, il n'était pas juste de dire que les Membres devraient faire attention aux coûts afférents à une extension de la protection des indications géographiques car il se pouvait que seules quelques personnes en bénéficieraient, alors que d'autres, qui n'avaient pas d'indications géographiques pour leurs produits, n'en profiteraient peut-être pas. L'intervenante était d'accord avec les délégations qui avaient dit que les coûts de l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques devraient être évalués par rapport aux avantages pouvant découler pour certains Membres. Il n'y avait pas de raison qu'une extension de la protection additionnelle soit beaucoup plus onéreuse que la protection additionnelle existant actuellement pour les vins et les spiritueux. Pour ce qui était de la confusion des consommateurs, elle considérait que l'extension de la protection additionnelle rendrait les choses plus claires pour le consommateur en lui permettant de faire un choix éclairé et améliorerait ce choix au lieu de le restreindre. Il n'y avait pas de différence entre indiquer aux consommateurs qu'un produit ne comportait pas de gluten ou d'OGM et l'informer que tel produit était du fromage bulgare. Quoi qu'il en soit, les choix des consommateurs n'étaient pas toujours dictés par l'appellation, qui ne constituait qu'un facteur pertinent parmi d'autres considérations économiques

pour opérer un choix. L'extension de la protection additionnelle ne devrait pas empêcher des tiers de réaliser des ventes ni, non plus, des personnes ayant une raison valable d'utiliser une indication géographique d'obtenir des avantages. Pour ce qui était des effets sur le commerce, l'oratrice considérait que si les Membres qui s'opposaient aussi farouchement à l'extension de la protection additionnelle étaient aussi nombreux, c'est que des avantages commerciaux pouvaient découler des indications géographiques et d'une réputation liée à des critères géographiques.

113. Le représentant de la Suisse, répondant à l'Argentine, a déclaré qu'une harmonisation des systèmes nationaux de protection des indications géographiques n'avait jamais été préconisée, ni dans la communication antérieure (document IP/C/W/247/Rev.1), ni à une quelconque occasion dans le cadre des travaux du Conseil sur l'extension. Cette communication recommandait plutôt une extension du niveau de protection prévu à l'article 23 à des produits autres que les vins et les spiritueux et, par conséquent, l'octroi d'un niveau unique de protection pour les indications géographiques au niveau multilatéral, ce qui pourrait dissiper l'incertitude juridique entourant le niveau de protection accordé par les Membres de l'OMC à une indication géographique particulière. Ce niveau de protection uniforme pourrait être mis en œuvre par les Membres à l'échelon national par le biais des différents systèmes de protection qu'ils choisissaient d'appliquer. La prévisibilité, la transparence et la sécurité juridique en ce qui concerne la protection des indications géographiques dans le cadre de l'OMC seraient ainsi améliorées. L'orateur a fait référence en particulier au paragraphe 18 du document IP/C/W/247/Rev.1.

114. La représentante de l'Australie a remercié toutes les délégations qui avaient fait des observations sur le document qu'elle avait présenté (document IP/C/W/289) et attendait avec impatience des réponses aux questions qu'il soulevait. Elle a répondu à certains commentaires et a précisé qu'elle répondrait aux autres à la prochaine réunion. S'agissant de l'accès aux marchés pour les secteurs nouveaux et émergents, il était déclaré dans la communication que l'utilisation par un autre producteur d'un terme géographique équivaldrait à une appropriation abusive du droit appartenant à un tiers. Répondant à l'observation relative à l'accès aux marchés par des industries nouvelles et naissantes que la Hongrie avait faite, selon laquelle l'utilisation d'un terme géographique par un autre producteur équivaldrait à une appropriation abusive du droit d'un tiers et que le même argument, appliqué aux brevets, conduirait sur un terrain dangereux, l'oratrice a dit que cette affirmation ne tenait absolument pas compte de l'existence de l'article 22, qui avait été accepté par tous les Membres à la fin du Cycle d'Uruguay. La communication qu'elle avait présentée indiquait que l'article 22 se caractérisait par un équilibre optimal entre les divers intérêts concurrents et qu'il reposait sur les objectifs légitimes suivants: empêcher que les consommateurs ne soient induits en erreur et prévenir tout acte de concurrence déloyale. Elle ne proposait pas d'affaiblir le niveau de protection prévu à l'article 22. Elle réaffirmait en fait la valeur intrinsèque des indications géographiques. À la lumière de l'article 22, la délégation australienne ne voyait pas comment l'utilisation de termes géographiques en conformité avec cette disposition pourrait correspondre à une appropriation abusive ou pourrait de quelque manière que ce soit être assimilée à une atteinte à un brevet. Le même raisonnement s'appliquait à l'idée selon laquelle une imitation libre et loyale des produits serait abusive. Répondant à la demande de renseignements formulée par la Hongrie concernant l'application de ce principe à d'autres droits de propriété intellectuelle, elle a fait remarquer, par exemple, que les exceptions liées à un usage équitable étaient reconnues depuis longtemps dans le domaine du droit d'auteur. Elle a relevé que les articles 13, 17 et 30 prévoyaient des limitations et/ou des exceptions pour chacune des principales catégories de droits de propriété intellectuelle, compte tenu de la nécessité de parvenir à un équilibre approprié entre des intérêts concurrents. Répondant aux délégations qui avaient déclaré que l'extension de l'article 23 à d'autres produits était nécessaire pour jouir des avantages que procurait la protection des indications géographiques, elle a mis en lumière les paragraphes 11 et 12 de la communication conjointe, ainsi que le paragraphe 3 de l'annexe, qui appelaient l'attention sur l'efficacité de la protection offerte par l'article 22 à tous les produits, soulignant le fait que cette disposition, loin de minimiser la valeur intrinsèque des indications géographiques, instaurait un équilibre et permettait aux Membres de

promouvoir des possibilités commerciales. L'article 22 permettait aux Membres de commercialiser activement leurs produits d'une manière qui n'entravait pas le commerce ni ne réduisait l'authenticité des indications géographiques. La communication qu'elle avait présentée encourageait les Membres à étudier très soigneusement la question de savoir si, une fois qu'une analyse coût-avantage aurait été effectuée, l'extension de l'article 23 à d'autres produits était en fait justifiée. Les coauteurs considéraient pour leur part qu'elle ne l'était pas. Ils n'aimeraient pas que les autres Membres acceptent de modifier les règles actuelles des ADPIC sans que les avantages annoncés ne soient effectivement obtenus.

115. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

I. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2

116. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion, le Conseil avait poursuivi son examen détaillé de l'expérience et des pratiques en ce qui concerne l'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux indications géographiques. Le Président avait encouragé les Membres à utiliser les principales rubriques du résumé (document IP/C/W/253) des réponses au questionnaire relatif à l'article 24:2 établi par le Secrétariat pour organiser les débats et les contributions. Il a informé le Conseil que, depuis la dernière réunion, l'Estonie avait fait parvenir ses réponses au questionnaire du Conseil; celles-ci avaient été distribuées sous couvert du document IP/C/W/117/Add.22.

117. La représentante de l'Australie a déclaré que sa délégation se félicitait de l'approche proposée par le Président à la dernière réunion pour faire progresser l'examen au titre de l'article 24:2, qui consistait à reprendre les principales rubriques du résumé du Secrétariat. À la réunion du Conseil d'avril 2001, sa délégation avait soulevé un certain nombre de questions qui découlaient de l'étude qu'elle avait effectuée des renseignements contenus dans le résumé du Secrétariat (document IP/C/W/253) en vue d'améliorer sa propre compréhension, ainsi que celle des autres Membres, de l'application de la section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC dans les législations nationales et de ses effets sur les détenteurs de droits australiens. Pour que l'examen de l'article 24:2 soit aussi constructif et utile que possible, sa délégation encourageait les autres à s'attarder plus longuement sur les renseignements que contenait le document et à répondre aux questions et aux commentaires formulés par l'Australie à la précédente réunion. Ce point de l'ordre du jour permettait aux Membres de faire part au Conseil de toute crainte que les renseignements contenus dans le résumé du Secrétariat avaient pu leur inspirer; ils seraient ainsi tous mieux à même de comprendre la situation. La délégation australienne espérait que les Membres aborderaient également les questions relatives à certaines dispositions de la section 3 de la Partie II de l'Accord qu'elle avait énoncées dans sa communication (document IP/C/W/211). Ce document tendait à inciter les Membres à débattre des questions sous-tendant la protection des indications géographiques qu'ils devraient étudier dans le cadre de l'examen de l'article 24:2. Dans la section 7, il posait des questions précises qui, selon l'intervenante, pourraient être examinées à la lumière des systèmes nationaux existants et du vif intérêt exprimé par certains Membres en faveur d'une meilleure protection des indications géographiques. Aborder ces questions aiderait grandement les Membres à mieux comprendre l'application de la section 3 de la Partie II de l'Accord dans les lois nationales. L'oratrice a mis en exergue quelques questions que contenait la communication de son pays en espérant que les Membres étudieraient soigneusement le document. S'agissant de l'article 22:1, l'Australie a demandé s'il était possible de revendiquer le statut d'indication géographique pour un terme lorsque le consommateur intéressé n'avait pas conscience d'une quelconque connotation géographique. Pour ce qui était de l'article 23:1, elle souhaitait savoir ce qu'identifier un produit signifiait pour une indication géographique. De quelle manière l'utilisation d'un terme qui était doté de qualités descriptives était-elle ainsi limitée dans la pratique? Comment cet article et l'article 24:6 agissaient-ils réciproquement en ce qui

concerne les termes descriptifs et les noms de variétés? Autant de questions qui étaient posées afin de permettre une meilleure compréhension de la nature de ce débat.

118. Le représentant des États-Unis a répondu aux observations faites par certaines délégations à la précédente réunion concernant la différence existant entre les marques de fabrique et de commerce et les indications géographiques. Il a dit que, bien que les marques servent généralement à distinguer les produits ou les services d'un fabricant, d'un producteur ou d'un fournisseur de ceux d'autres fabricants, producteurs ou fournisseurs, les marques collectives, elles, permettaient d'identifier notamment les produits et les services d'associations, y compris de celles qui surveillaient l'utilisation des indications géographiques. L'orateur n'était pas d'accord avec le point de vue exprimé à la dernière réunion selon lequel les indications géographiques étaient liées simplement à la topographie, au travail de l'homme, au climat ou à d'autres facteurs, et étaient ainsi dénuées de toute créativité humaine. Certes, il arrivait quelquefois que la qualité d'un produit résulte seulement de son origine géographique, comme c'était le cas pour certains minéraux semi-précieux dont la formation résultait de conditions géologiques. Toutefois, même le bois provenant de certains arbres particuliers à une région donnée devait être préparé soigneusement pour que les meilleures de ses qualités soient préservées, ce qui requérait une certaine créativité ainsi que du travail. L'intervenant a répété que tant les marques que les indications géographiques étaient des indications de provenance auxquelles les consommateurs se fiaient pour acheter les produits auxquels elles étaient associées. Les indications géographiques qui étaient enregistrées en tant que marques collectives ou de certification pouvaient donner lieu à des mesures à la frontière et à des procédures pénales en cas de contrefaçon, conformément aux sections 4 et 5 de la Partie III de l'Accord, qui étaient volontaires pour les indications géographiques non enregistrées en tant que telles. La délégation des États-Unis considérait donc qu'il était dans l'intérêt des associations qui contrôlaient l'utilisation d'indications géographiques particulières de les faire enregistrer en tant que marques collectives ou de certification. L'association ou la partie contrôlant l'utilisation d'une indication géographique serait responsable du respect des éléments constituant l'indication. Le fait de ne pas le faire et de ne pas garantir de normes constituerait un motif de contestation de l'enregistrement. L'orateur était d'accord avec le point de vue exprimé par l'Australie à la dernière réunion selon lequel l'examen de l'article 24:2 permettait d'améliorer la compréhension collective par les Membres des dispositions de la section 3 de la Partie II de l'Accord grâce à une analyse systématique de l'application de ces dispositions dans la législation nationale des Membres, telle qu'elle était exposée dans le document du Secrétariat qui résumait les réponses. Une telle analyse systématique permettrait de clarifier les réponses fournies par les Membres à la Liste de questions puisque, comme l'avait fait observer le Secrétariat dans son résumé, ceux-ci avaient parfois interprété les questions de manière différente. Pour comprendre véritablement l'application de la section 3 de la Partie II, sa délégation espérait que tous les pays en développement Membres répondraient à la Liste de questions, comme beaucoup l'avaient déjà fait. L'orateur a ensuite fait part des observations et conclusions préliminaires suivantes concernant le résumé du Secrétariat, tout en reconnaissant qu'il n'était pour l'heure pas complet. Premièrement, sa délégation estimait que le Secrétariat avait fait preuve de sagesse en employant tout au long du résumé l'expression "indication d'origine géographique" plutôt que "indication géographique" pour les raisons données. Les Membres du Conseil étaient suffisamment avertis pour ne pas être déroutés par l'utilisation du terme, reconnaissant que les indications d'origine géographique n'étaient pas toutes conformes à la définition que donnait l'article 22:1 d'une indication géographique. L'étude du résumé montrait très clairement que, contrairement à d'autres formes de propriété intellectuelle visées dans la Partie II, les lois par le biais desquelles les Membres s'acquittaient des obligations qui leur incombait en vertu de la section 3 étaient extrêmement diverses. Le résumé du Secrétariat (document IP/C/W/253) montrait que, même au sein d'une catégorie de lois, la diversité régnait. Par exemple, dans le cadre de la protection spéciale accordée par certains Membres aux indications géographiques, certains exigeaient que les indications géographiques reçoivent une approbation préalable, alors que d'autres n'imposaient pas une telle obligation. Le tableau 2 montrait que la protection spéciale était accordée par des Membres à des indications géographiques pour différents produits. Les réponses fournies par les Membres révélaient que dans certains cas, les méthodes de production et les caractéristiques du produit

conditionnaient l'utilisation d'une indication d'origine géographique protégée, et que des systèmes avaient été mis en place pour contrôler le respect de ces exigences, alors que dans d'autres cas, les indications d'origine géographique pouvaient bénéficier d'une protection spéciale sans condition de qualité ou de réputation, l'accent étant plutôt mis sur l'identification des produits provenant d'un endroit particulier. Le Secrétariat avait relevé que même les qualificatifs utilisés par les Membres pour décrire les qualités que des produits associés à des indications géographiques particulières devaient présenter pour être protégés étaient très divers. Ce qui n'était pas clair, c'était si cette diversité reflétait une différence réelle de normes ou simplement des variations terminologiques. Le résumé du Secrétariat soulignait également que, s'agissant de ces régimes de protection spéciale pour les indications géographiques et des moyens de faire respecter les droits afférents à ces indications, certains Membres n'appliquaient pas aux indications géographiques d'autres Membres un traitement non moins favorable, ou bien ils le faisaient à condition que l'autre Membre soit doté d'un régime de protection spéciale équivalent.

119. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion, l'Australie avait posé un certain nombre de questions sous les rubriques "Définitions et critères de reconnaissance" et "Procédures de reconnaissance", notamment des questions adressées spécifiquement aux Communautés européennes, à la Suisse et à la Turquie.

120. Le représentant des Communautés européennes a déclaré qu'à la dernière réunion, sa délégation avait répondu à un certain nombre des questions posées par l'Australie. Il n'avait pas de renseignements supplémentaires à fournir à la présente réunion, mais donnerait d'autres réponses à la prochaine réunion.

121. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

J. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)

122. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion, le Conseil avait reçu trois nouvelles contributions émanant des Communautés européennes et de leurs États membres, du Pérou et des États-Unis (documents IP/C/W/254, 246 et 257 respectivement), en sus des documents que le Conseil avait déjà reçus du Brésil, de l'Inde, du Japon, de Maurice (au nom du Groupe africain), de Singapour et des États-Unis (documents IP/C/W/164, 161, 236 et 206, JOB(00)/7583 et IP/C/W/209 respectivement). Les Membres avaient poursuivi leurs discussions sur un certain nombre de questions de fond et de procédure relatives à la manière dont le Conseil devrait aborder la suite des travaux dans ce domaine. Celui-ci avait également réfléchi à la mesure dans laquelle l'examen de l'ensemble des questions soulevées en vertu de l'article 27:3 b) devrait être poursuivi dans ce contexte ou s'il était préférable de traiter certaines d'entre elles dans le cadre de l'examen de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC conformément à l'article 71:1. Le Conseil était convenu que le Secrétariat devrait rediffuser la liste exemplative de questions qu'il avait distribuée en décembre 1998 à la demande du Conseil et a invité les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à fournir des réponses, en particulier les pays en développement. Le Président a informé le Conseil que le Secrétariat avait rediffusé cette liste de questions sous couvert du document IP/C/W/273, qui contenait également les tableaux synoptiques établis en mai 1999 et reprenant les réponses au questionnaire qui avaient été reçues à ce moment-là. Le Secrétariat n'avait reçu qu'une seule nouvelle réponse à ce questionnaire, celle de l'Estonie, qui avait été distribuée sous couvert du document IP/C/W/125/Add.20. De nouvelles communications avaient été reçues de la Suisse et de la Norvège (distribuées dans les documents IP/C/W/284 et IP/C/W/293, respectivement).

123. Le représentant de la Suisse a présenté la communication de sa délégation (document IP/C/W/284). Selon celle-ci, l'examen de l'article 27:3 b) devrait être axé sur la portée des exclusions de la brevetabilité énoncées dans la première phrase de cet article, ainsi que sur le système *sui generis*

de protection des variétés végétales mentionné à la deuxième phrase de cette même disposition. D'autres Membres avaient fait part de leurs vues sur des questions additionnelles qui, pour la Suisse, allaient au-delà de ce dont il fallait traiter aux fins de l'examen de l'article 27:3 b) en tant que tel; toutefois, dans la mesure où ces questions additionnelles avaient un rapport avec cet examen, sa délégation les avait également abordées dans sa communication. D'après la Suisse, l'examen devrait se concentrer en premier lieu sur la première phrase de l'article 27:3 b), qui avait une incidence majeure sur la portée de la protection des inventions biotechnologiques. Ces inventions devaient bénéficier de la même protection par brevet que celle qui était accordée dans d'autres domaines technologiques. L'examen ne devrait donc pas entraîner une diminution du niveau de protection de la propriété intellectuelle dans le domaine de l'innovation biotechnologique. Sa délégation ne préconisait pas la suppression de la première phrase de l'article 27:3 b) car il s'agissait, dans le cadre d'un accord qui établissait des règles minimales au niveau multilatéral, d'une disposition équilibrée qui préservait la souplesse des Membres; ceux-ci pouvaient en effet choisir d'exclure ou non de la brevetabilité des végétaux et des animaux en fonction de leurs intérêts et besoins nationaux particuliers. En second lieu, l'examen devrait être axé sur la protection *sui generis* des variétés végétales. Le système de l'UPOV avait une importance primordiale en tant que système de protection *sui generis* efficace des variétés végétales; toutefois, l'orateur convenait qu'il pouvait exister d'autres systèmes remplissant les conditions prévues à l'article 27:3 b), notamment les systèmes *sui generis* de protection des variétés agricoles. Des préoccupations avaient été exprimées quant à l'impact du système de l'UPOV sur les agriculteurs et les obtenteurs végétaux, en particulier dans les pays en développement, mais sa délégation considérait que ce système était suffisamment souple pour permettre aux Membres de répondre dûment à ces préoccupations. Le privilège de l'agriculteur et l'exception en faveur des obtenteurs étaient deux composantes importantes du système de l'UPOV. L'intervenant a renvoyé à cet égard aux paragraphes 26 et 27 de sa communication.

124. S'agissant des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes dans le contexte de la délivrance de brevets pour des inventions biotechnologiques, l'orateur a fait référence aux débats menés dans plusieurs enceintes internationales, auxquels la Suisse participait activement. Il y était question, par exemple, de créer une base de données sur les connaissances traditionnelles liées aux ressources génétiques. Une telle base de données pourrait revêtir une importance cruciale pour déterminer si une invention reposant sur des connaissances traditionnelles relatives à des ressources génétiques était nouvelle et impliquait une activité inventive. L'un des principaux problèmes auxquels se heurtaient les offices de brevets et les autorités judiciaires était celui de l'accès à l'état de la technique concernant ces connaissances. Souvent, les connaissances de ce type n'étaient transmises qu'oralement et n'étaient absolument pas accessibles pour ces autorités. Si elles étaient consignées par écrit, il se pouvait que les autorités ne connaissent pas bien la langue utilisée. Une base de données sur les connaissances traditionnelles pourrait améliorer sensiblement cette situation. Au paragraphe 17 de sa communication (document IP/C/W/284), la délégation suisse avait énuméré plusieurs caractéristiques qu'une telle base de données sur les connaissances traditionnelles pourrait présenter. Elle devrait par exemple être établie au niveau international car ce n'était qu'à cette condition que tous les offices de brevets et les autorités judiciaires compétentes à l'échelle nationale, régionale et internationale disposeraient d'un accès adéquat à l'information sur les connaissances traditionnelles; compte tenu du fait que l'enregistrement des connaissances traditionnelles dans une seule base de données internationale pourrait se révéler très coûteux, il semblerait préférable d'établir une liaison électronique entre les bases de données régionales, nationales et locales existantes et de créer une passerelle vers ces autres bases de données au lieu d'enregistrer les connaissances dans une seule base; cette base de données internationale devrait être établie et administrée par l'OMPI car cette organisation avait lancé des projets semblables en matière d'automatisation; l'enregistrement des connaissances traditionnelles dans la base de données devrait se faire sur une base volontaire; les connaissances devraient être enregistrées dans cette base de données en fonction de classifications normalisées; et enfin, les connaissances traditionnelles devraient être régulièrement actualisées pour garantir qu'elles soient toujours enregistrées sous leur forme la plus récente. Une telle base de données internationale permettrait d'intégrer effectivement les connaissances traditionnelles

enregistrées dans l'état de la technique pouvant faire l'objet d'une recherche et elle constituerait une initiative importante pour régler les questions relatives à l'accès aux connaissances traditionnelles liées aux ressources génétiques et au partage des avantages découlant de leur exploitation. Elle devrait compléter d'autres mesures telles que le Projet de lignes directrices proposé par la Suisse dans le cadre de la CDB dans la mesure où seul un ensemble complet de mesures adoptées par les organismes internationaux compétents permettrait de régler de manière adéquate les questions en jeu. La Suisse avait l'intention de continuer de défendre cette idée au sein de l'OMPI.

125. Le représentant de la Norvège a présenté un aperçu de la communication de son pays concernant le lien entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB) (document IP/C/W/293). Plusieurs Membres de l'OMC s'étaient déclarés soucieux de savoir s'il existait un conflit entre les objectifs de l'Accord sur les ADPIC et ceux de la CDB, et la Norvège, en tant que partie aux deux accords, s'intéressait aux résultats de cette analyse. La CDB reconnaissait le fait que des brevets pouvaient être délivrés pour des ressources génétiques qu'elle était censée protéger. Par son libellé, le paragraphe 5 de l'article 16 de la CDB reconnaissait clairement que les droits de propriété intellectuelle, dont les brevets, pouvaient influencer sur les efforts déployés pour réaliser les objectifs de la Convention. Par conséquent, l'article 16, paragraphe 5, de la Convention faisait obligation aux parties contractantes de coopérer afin d'assurer que les droits de propriété intellectuelle s'exercent à l'appui des objectifs de la Convention. Étant donné qu'un brevet donnait à son détenteur un droit exclusif d'exploitation commerciale pendant une période limitée, certains avaient fait valoir que cela pouvait dans certains cas réduire l'accès aux ressources génétiques, s'agissant par exemple des plantes agricoles. L'orateur a ajouté que d'aucuns soutenaient également que les brevets risquaient de compromettre les efforts tendant à assurer la conservation efficace et l'utilisation durable de la diversité biologique, les deux principaux objectifs de la Convention. Il avait été dit plus précisément que les pays en développement pourraient attacher moins d'importance à la conservation de leurs ressources génétiques si les régimes des droits de propriété intellectuelle prévoyaient la délivrance de brevets pour les ressources génétiques et les connaissances qui en découlaient. C'est ce qui risquait d'arriver en particulier en l'absence de mécanismes garantissant le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces ressources. S'il pouvait s'avérer difficile d'étayer ces affirmations, la Norvège ne les rejetait pas pour autant d'emblée. Ces restrictions, s'ajoutant au fait que les deux accords traitaient des ressources génétiques de façon différente, n'impliquaient pas en soi qu'il y ait incompatibilité juridique entre les deux accords. Il existait néanmoins une possibilité de conflit entre les deux accords, et la question de la sauvegarde de la biodiversité, y compris les problèmes d'accès, de transfert et de partage des avantages, par rapport à celle des droits de propriété intellectuelle, présentait une certaine complexité. Il semblait que rien dans les deux accords n'empêchait l'un d'être appliqué d'une façon qui soit compatible avec l'autre. Bien que l'Accord sur les ADPIC fixe des règles minimales, les dispositions pertinentes des deux accords étaient libellées sous une forme qui permettait de garantir la cohérence grâce à une certaine souplesse d'interprétation. Les parties devaient cependant avoir bien conscience des principes qui sous-tendaient les deux accords afin de veiller à ce que les applications qui en étaient faites dans les législations nationales s'appuient mutuellement. Néanmoins, les brevets pouvaient à certains égards renforcer la transparence et contribuer par là même au partage des avantages. Lorsqu'une demande de brevet était déposée, cela signifiait que l'information communiquée finirait par être mise à la disposition du public. D'autres que le détenteur pouvaient alors tirer parti de l'invention, par exemple en poussant plus loin la recherche. L'intervenant a fait référence à la communication des Communautés européennes et de leurs États membres (document IP/C/W/254), qui avait mis en évidence plusieurs aspects intéressants de la protection des ressources génétiques par brevet. D'après la Norvège, pour assurer la cohérence entre les deux accords, il faudrait nécessairement que l'application de la CDB et celle de l'Accord sur les ADPIC s'appuient mutuellement. À cette fin, le respect des dispositions pertinentes de la Convention devrait être assuré par une mise en œuvre efficace dans la législation nationale des parties. Sa délégation estimait que la mise en œuvre d'un accord pouvait avoir une incidence sur la mise en œuvre de l'autre. Il importait que les pays en soient conscients lorsqu'ils appliquaient ces deux accords. À ce jour, peu de parties appliquaient

intégralement les deux accords. Il était donc important qu'une priorité suffisante soit donnée à la mise en œuvre des deux accords dans les législations nationales. Il était particulièrement important d'appliquer des mesures efficaces pour partager équitablement les bénéfices découlant de l'accès aux ressources et de leur transfert. À cet égard, l'intervenant souhaitait signaler que la Norvège travaillait actuellement à l'élaboration d'un plan d'action pour mettre en œuvre la CDB. En outre, une commission avait été chargée de proposer des textes législatifs sur la diversité biologique.

126. S'agissant du lien entre l'Accord sur les ADPIC et les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, l'orateur a dit qu'il importait de noter que des secteurs différents pouvaient appeler l'établissement de régimes d'accès et de partage des avantages qui diffèrent eux aussi. Bien que la CDB énonce certaines conditions de base à cet égard, la marge de manœuvre était grande. Par "conditions convenues d'un commun accord", comme le prévoyait la Convention, il n'y avait pas nécessairement lieu d'entendre "conditions bilatérales". Dans le domaine de la biodiversité agricole, en particulier des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, il serait fort peu réaliste d'envisager d'adopter des accords bilatéraux portant sur l'échange de ressources génétiques. Cela s'expliquait par la très forte interdépendance qui existait entre les pays eu égard à ce type de produit. Il faudrait donc un système multilatéral pour accéder aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et pour les échanger, raison justifiant les négociations actuellement en cours dans le cadre de la FAO en vue de réviser l'Engagement international.

127. S'agissant de la possibilité offerte aux Membres de substituer aux brevets un système *sui generis* efficace pour protéger les variétés végétales, il convenait d'assurer une interprétation suffisamment souple de l'option "*sui generis* efficace". Pour ce qui était de l'obligation de divulguer l'origine des ressources génétiques dans les demandes de brevet, aux termes de la CDB, tous les États qui fournissaient des ressources génétiques avaient le droit de subordonner l'accès à ces ressources au consentement préalable éclairé. Cependant, l'Accord sur les ADPIC ne contenait aucune disposition subordonnant la protection par brevet au consentement préalable éclairé. L'obligation qui serait faite au titre de l'Accord sur les ADPIC de divulguer l'origine des ressources génétiques lors du dépôt de la demande de brevet permettrait de garantir la transparence quant à l'origine des matières biologiques à breveter, et les parties pourraient faire valoir plus facilement leurs droits sur leurs propres ressources génétiques lorsqu'elles font l'objet d'une demande de brevet. Une obligation de cette nature pourrait permettre de progresser judicieusement vers la mise en œuvre de l'article 16, paragraphe 5, de la CDB. Par conséquent, l'adoption d'une telle obligation devrait faire l'objet d'un débat et d'une analyse approfondie. L'orateur a rappelé que la Norvège avait évoqué cette question dans sa communication antérieure (document IP/C/W/167) et que les Communautés européennes avaient fait savoir qu'elles étaient désireuses de l'examiner (document IP/C/W/254).

128. Le représentant du Brésil s'est félicité de la distribution des communications des Communautés européennes et de leurs États membres, de la Norvège, de la Suisse et des États-Unis, qui traduisaient une volonté de ces délégations de s'engager dans un débat constructif dans le cadre de l'examen de l'article 27:3 b). S'agissant de la communication des États-Unis (document IP/C/W/257), sa délégation espérait qu'elle reflétait l'intention des États-Unis de devenir bientôt partie contractante de la CDB. L'orateur considérait que l'intérêt manifesté par les États-Unis pour le lien entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB était en contradiction avec leur opposition au consensus existant entre d'autres Membres concernant l'octroi du statut d'observateur au Secrétariat de la CDB au sein du Conseil. S'agissant de la mise en œuvre de la CDB, les États-Unis semblaient penser de manière générale que la conclusion de contrats serait la solution la plus appropriée pour réglementer l'accès aux ressources génétiques et garantir le partage des avantages entre les détenteurs et les utilisateurs des ressources génétiques. Les dispositions de la CDB étaient cependant claires pour ce qui était de la nécessité de veiller à ce que l'accès aux ressources génétiques soit régi par la législation nationale plutôt que par de simples contrats bilatéraux, le but étant de garantir que les objectifs du partage des avantages et du consentement préalable éclairé soient effectivement réalisés. Les États-Unis s'étaient dits préoccupés par la clarification des droits et des obligations en matière d'accès aux ressources

génétiques et par l'élaboration de règles clairement définies pour éviter malentendus et confusion. Dans le document IP/C/W/228, le Brésil avait proposé de modifier l'article 27:3 b) en vue d'exiger: a) la désignation de l'origine du matériel génétique; b) l'indication des connaissances traditionnelles utilisées pour obtenir ce matériel; c) des preuves du partage juste et équitable des avantages; et d) des preuves du consentement préalable éclairé à l'exploitation de l'objet du brevet, donné par le gouvernement ou la communauté traditionnelle intéressée. Le Brésil avait déclaré dans ce document que "L'amendement proposé aurait le mérite évident de fournir aux gouvernements, aux investisseurs, aux communautés traditionnelles et aux chercheurs un environnement prévisible. En conséquence, la recherche-développement en biotechnologie s'en trouverait encouragée dans les pays en développement, ce qui serait conforme aux objectifs de l'Accord sur les ADPIC: promouvoir l'innovation technique ainsi que le transfert et la diffusion de la technologie." Une modification de l'article 27:3 b) à cet égard pourrait répondre aux préoccupations relatives à la prévisibilité, telles que celle qui avait été exprimée par les États-Unis, et promouvoir la biotechnologie ainsi que le partage des avantages. Par ailleurs, au deuxième paragraphe de la page 6 de leur communication, les États-Unis avaient signalé que "Il était possible que quelques personnes méconnaissent les dispositions légales et emportent une plante dans leur poche, de même que certains contrefont des marques de fabrique ou de commerce ou piratent des œuvres protégées par le droit d'auteur ...". Outre le fait qu'il reconnaissait manifestement le concept de biopiraterie, cet exemple semblait contredire les propres arguments des États-Unis. Les législations internationales et nationales exigeaient en effet que les ressources biologiques comme les droits de propriété intellectuelle soient protégés et que les gouvernements veillent à cette protection. Il n'y avait aucune raison de penser que les ressources génétiques ne méritaient pas un niveau de protection et de respect aussi élevé que celui dont bénéficiaient les droits de propriété intellectuelle. Si l'on renversait l'analogie établie par les États-Unis, cela équivaldrait à admettre que la protection et le respect de droits de propriété intellectuelle tels que les brevets et les marques pouvaient être garantis par de simples contrats bilatéraux, sans qu'il soit nécessaire de mettre en place une protection spécifique dans le cadre de la législation nationale. Les États-Unis avaient également fait mention de l'article 19 de la CDB sur "La gestion de la biotechnologie et la répartition de ses avantages", déclarant que "la meilleure manière de remplir ces obligations était la conclusion d'arrangements contractuels". Cette approche semblait ne pas tenir compte de la lettre et de l'esprit de l'article 19, qui disposait que "chaque partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique voulues pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des parties contractantes, en particulier les pays en développement, qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche, si possible dans ces parties contractantes". Cette disposition allait plus loin que la simple conclusion d'arrangements contractuels. Les États-Unis n'avaient en outre pas tenu compte du fait que cet article prescrivait une participation effective des pays en développement aux activités de recherche menées *in situ* dans le domaine de la biotechnologie.

129. S'agissant de la communication des Communautés européennes et de leurs États membres (document IP/C/W/254), le Brésil appréciait l'approche flexible qui y était préconisée, bien que le document contienne un certain nombre d'éléments décevants pour ce qui était de veiller à ce que l'Accord sur les ADPIC et la CDB se renforcent mutuellement. Les Communautés européennes avaient par exemple déclaré que les principaux objectifs de l'Accord sur les ADPIC étaient de fixer des règles minimales en matière de protection de la propriété intellectuelle dans les Membres de l'OMC et de garantir que les États mettent à la disposition des détenteurs de droits des procédures judiciaires et/ou administratives pour faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle. L'article 7 de l'Accord sur les ADPIC prévoyait cependant que les objectifs de l'Accord étaient "la promotion de l'innovation technologique", "le transfert et la diffusion de la technologie", "l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent des connaissances techniques d'une manière propice au bien-être social et économique" et l'"équilibre de droits et d'obligations". L'interprétation erronée des objectifs de l'Accord par les Communautés européennes avait affecté leur approche générale en ce qui concerne le lien entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. Une lecture parallèle de l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article premier de la CDB, qui énonçait les objectifs de la Convention, montrait

clairement que les deux accords avaient plusieurs éléments en commun. Le transfert et la diffusion de la technologie étaient l'un des objectifs de l'Accord sur les ADPIC et, dans le cadre de la CDB, le transfert de technologie était l'un des moyens de garantir un partage juste et équitable des avantages. L'objectif de l'"équilibre de droits et d'obligations" énoncé dans l'Accord sur les ADPIC était étroitement lié à celui du partage des avantages. Plus important encore, ces dispositions montraient que l'Accord sur les ADPIC et la CDB pouvaient se renforcer mutuellement. Le Conseil devrait donc veiller à ce qu'au niveau de la mise en œuvre, ce rapport de réciprocité se concrétise. La délégation brésilienne n'était pas d'accord avec la référence faite au paragraphe 11 de la communication des CE selon laquelle l'Accord sur les ADPIC ne faisait pas directement mention de l'objet de la CDB. Le préambule de l'article 8 mentionnait cependant des principes tels que les objectifs de développement, et l'article 66:2 faisait référence au transfert de technologie. Il n'était pas tenu compte des objectifs énoncés à l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, l'article 27:3 b) portait sur les végétaux, les animaux et les micro-organismes, qui comprenaient l'ensemble des "ressources génétiques". Par conséquent, les objectifs de l'article 27:3 b) et de la CDB étaient très proches, voire identiques dans nombre de cas. La délégation brésilienne était d'accord d'une manière générale avec l'analyse que contenait le paragraphe 14 de la communication des CE concernant l'interaction entre les brevets d'invention utilisant des ressources biologiques et le partage des avantages. Elle convenait également que le Conseil devait accorder au Secrétariat de la CDB un statut d'observateur *ad hoc*. S'agissant des obligations de divulgation, d'après le paragraphe 14 de la communication des CE, les droits de propriété intellectuelle ne visaient pas à réglementer ni l'accès aux ressources génétiques et leur exploitation, ni les modalités et les conditions de la bioprospection, ni la commercialisation de produits et de services protégés par des droits de propriété intellectuelle. Ce n'était certainement pas là les objectifs de l'Accord sur les ADPIC. La délégation brésilienne était cependant d'accord avec la Norvège sur le fait que les droits de propriété intellectuelle pouvaient avoir des effets négatifs ou positifs sur l'accès aux ressources génétiques et leur utilisation durable. Le Brésil craignait qu'en l'absence d'obligations de divulgation, les droits de propriété intellectuelle n'aient une incidence négative sur la protection de la biodiversité, dans la mesure où des ressources biologiques pourraient être utilisées de manière illégitime dans le cadre d'inventions brevetées dans un autre pays. L'introduction d'obligations de divulgation à l'article 27:3 b), comme le proposait le Brésil, pourrait permettre de veiller à ce que les droits de propriété intellectuelle aient un effet positif sur l'accès aux ressources génétiques et leur utilisation durable. Ces obligations ne représentaient pas une "charge" pour les titulaires de brevets. Les droits afférents aux brevets devaient être exercés convenablement, à la lumière de l'objectif de l'"équilibre de droits et d'obligations" énoncé par l'Accord sur les ADPIC, qui était étroitement lié aux objectifs de la CDB. En l'absence de telles obligations, la véritable charge pèserait sur les pays qui disposaient de moyens limités pour empêcher que leurs végétaux, animaux et micro-organismes ne soient indûment brevetés à l'étranger.

130. Pour ce qui était de la création de bases de données en vue de protéger les connaissances traditionnelles, évoquée dans les communications des Communautés européennes, de la Suisse et des États-Unis (documents IP/C/W/254, 284 et 257, respectivement), le Brésil reconnaissait que ces bases de données pourraient se révéler utiles pour protéger les connaissances traditionnelles, sous réserve que l'exploitation des connaissances qu'elles contenaient soit gérée convenablement. L'utilisation de tels renseignements ne devrait en aucun cas faciliter la biopiraterie. Quoi qu'il en soit, le simple fait de recueillir des renseignements ne permettrait pas de remplir les objectifs énoncés à l'article 8 j) de la CDB dans la mesure où il n'en résulterait pas le "partage des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles, de l'innovation et des pratiques" prescrit par cette disposition. L'exercice de documentation devrait être étayé par une réglementation spécifique de l'utilisation de ces connaissances. Le Brésil était d'accord avec les États-Unis sur le fait que "les dispositions de l'article 8 j) de la CDB et celles de l'Accord sur les ADPIC se renforçaient mutuellement lorsqu'elles étaient mises en œuvre correctement". Il n'était pas certain cependant que la manière dont les États-Unis avaient présenté leur point de vue sur la mise en œuvre de l'article 8 j) soit compatible avec les objectifs mêmes de cette Convention.

131. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'après un examen préliminaire de la communication de la Suisse (document IP/C/W/284), sa délégation se rallierait probablement à la majorité des conclusions qu'elle contenait. Il souhaitait étudier la communication de la Norvège (document IP/C/W/293) de plus près et a pris note de certaines des observations qu'elle renfermait. Il espérait que les membres du Conseil étaient d'accord avec la Norvège lorsqu'elle disait que la CDB reconnaissait que des brevets pouvaient être accordés pour des ressources génétiques que la Convention était censée protéger. Sa délégation était d'accord avec ce pays sur le fait qu'il n'existait pas de contradiction entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC. Pour ce qui était du partage des avantages et de la divulgation de l'origine des ressources génétiques, il a renvoyé tous les membres du Conseil à la communication des États-Unis présentée à la dernière réunion (document IP/C/W/257), qui suggérait qu'un système permettant de réaliser cet objectif pourrait être établi par le biais d'arrangements contractuels. L'intervenant a précisé qu'il expliquerait peut-être plus en détail à la prochaine réunion la raison pour laquelle sa délégation ne pensait pas que le système des brevets soit pratique pour réaliser cet objectif, ni ceux de ses partisans. Répondant au Brésil, il a dit que les États-Unis considéraient qu'un arrangement contractuel de partage des avantages était plus approprié qu'une loi, sans préconiser pour autant un moyen de protection des ressources génétiques moins efficace que les droits de propriété intellectuelle. En fait, pour établir un système juridique de contrats d'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles, les États-Unis envisageaient la création dans la législation nationale d'un cadre juridique, qui fixerait les dispositions devant être incluses dans chaque contrat. Les pays seraient libres de déterminer les obligations que les parties devraient accepter si elles obtenaient l'accès à leurs ressources génétiques ou aux connaissances traditionnelles de leurs communautés indigènes. L'orateur avait fait mention de la possibilité que certaines personnes mettent des ressources génétiques dans leur poche car les États-Unis reconnaissaient que des actes de biopiraterie, et des activités qui étaient généralement associées à ce terme, avaient effectivement lieu. La question qui se posait était celle de savoir comment y remédier au mieux.

132. La représentante du Pérou a déclaré que le nombre de documents et de déclarations émanant de pays en développement et développés témoignait de l'intérêt croissant des Membres de l'OMC pour ce sujet. Pour ce qui était de la communication des Communautés européennes (document IP/C/W/254), le Pérou considérait qu'elle contribuait utilement au débat du Conseil sur cette question et était d'accord avec certaines des positions présentées. Le Pérou convenait que la nature juridique et les objectifs de l'Accord sur les ADPIC et de la CDB étaient assez différents. Néanmoins, compte tenu de l'interaction entre ces deux accords, il était nécessaire de veiller à ce que la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle, en particulier la délivrance de brevets pour des inventions utilisant des ressources génétiques ou fondées sur des connaissances traditionnelles, soit compatible avec la CDB. À cet égard, le Pérou était d'accord avec les Communautés européennes sur le fait que le Conseil devrait octroyer le statut d'observateur *ad hoc* au Secrétariat de la CDB et renforcer les liens existant entre les Secrétariats de l'OMC et de la CDB. Pour ce qui était de l'obligation d'inclure dans les demandes de brevets une copie du contrat donnant accès aux ressources génétiques et/ou une copie de la licence autorisant l'utilisation de connaissances traditionnelles pour des inventions qui utilisaient de telles connaissances, le Pérou considérait que ces modalités étaient valables et que les gouvernements pourraient les appliquer pour mettre en œuvre certaines dispositions de la CDB. La délégation péruvienne appréciait l'offre d'assistance faite par les CE aux pays en développement en vue de mettre en place une législation efficace et appropriée destinée à faciliter l'accès aux ressources génétiques. Cette assistance ne devrait pas se limiter néanmoins à des questions liées exclusivement à l'accès aux ressources génétiques, mais s'étendre également à la protection des connaissances traditionnelles et à la création de bases de données qui en faciliteraient la protection et éviteraient tout usage illicite.

133. En ce qui concerne la communication des États-Unis (document IP/C/W/257), l'intervenante a livré quelques réflexions et posé quelques questions. Les États-Unis déclaraient que ceux qui cherchaient des renseignements sur les connaissances traditionnelles devaient obligatoirement

solliciter l'autorisation et l'aide des communautés locales et indigènes qui détenaient ces connaissances. Il n'en était cependant pas toujours ainsi dans la pratique. Les États-Unis avaient déclaré dans leur communication que "cette recherche fournirait d'ailleurs l'occasion de former toutes les communautés qui connaissent mal les rudiments des négociations, de la passation des marchés, des différentes formes de propriété intellectuelle, etc., qui pourraient les intéresser et les aider à exploiter commercialement leurs connaissances, innovations et pratiques que d'autres pourraient utiliser à l'extérieur de ces communautés, et à retirer une part équitable des avantages découlant de cette utilisation". L'oratrice a demandé dans quelle mesure cet objectif pouvait être effectivement réalisé si, comme c'était très souvent le cas, ceux qui recherchaient des informations auprès des communautés étaient les entreprises mêmes qui menaient des activités de recherche et dont l'objectif était d'obtenir les meilleures conditions économiques et commerciales, et qui ne tenaient pas compte des intérêts des détenteurs de ces connaissances traditionnelles. Le Pérou estimait qu'un partage juste et équitable des avantages devrait être obligatoire, et non résulter d'une démarche volontaire. Les États-Unis affirmaient par ailleurs dans leur document que "des législations ou règlements nationaux ou locaux appropriés pourraient constituer le fondement juridique de ces arrangements contractuels entre ceux qui souhaitent développer des produits commerciaux au moyen de ces connaissances, innovations et pratiques et ceux qui font partager ces connaissances, innovations et pratiques". Bien qu'il puisse en être ainsi, la législation nationale ne fournissait pas le cadre juridique international nécessaire pour sa mise en œuvre. La communication des États-Unis minimisait le problème de l'utilisation illicite ou non autorisée des connaissances traditionnelles, alors que cette question préoccupait grandement les pays en développement. L'oratrice a fait part à nouveau du point de vue du Pérou selon lequel le Conseil devrait évaluer la possibilité de protéger les connaissances traditionnelles, soit par le biais des régimes de propriété intellectuelle existants, soit par le biais d'un système *sui generis*.

134. La représentante de l'Indonésie a commenté les communications qui avaient été soumises au Conseil. S'agissant de celle du Pérou (document IP/C/W/246), l'Indonésie était d'accord avec ce pays sur un grand nombre de points concernant la protection des connaissances traditionnelles et l'accès aux ressources génétiques. L'Indonésie était un centre de biodiversité très important et comptait plus de 30 000 familles végétales et 940 variétés dotées de vertus thérapeutiques, 100 d'entre elles seulement étant utilisées par les industries nationales. Ces ressources potentielles tendaient à être sous-utilisées et sous-évaluées. Étant donné que les parties prenantes en Indonésie ignoraient le concept de propriété intellectuelle, les connaissances traditionnelles étaient utilisées sans l'autorisation de leurs détenteurs. Par conséquent, l'exploitation commerciale de ces connaissances traditionnelles ne donnait pas lieu à un partage équitable des avantages. Consciente du potentiel que présentaient ces ressources naturelles, l'Indonésie attachait une grande importance à la promotion de la protection des ressources génétiques contre toute appropriation abusive et exploitation non autorisée. Elle considérait que l'établissement d'un régime de protection des ressources génétiques, aux niveaux national et régional, présentait des avantages. Une telle protection ne serait cependant peut-être pas suffisante sans la conclusion d'un accord international destiné à donner effet aux droits de propriété intellectuelle des communautés locales et indigènes et à réglementer l'accès aux ressources génétiques. Dans ce contexte, l'Indonésie était intéressée par un renforcement de la protection des médicaments traditionnels dérivés des connaissances traditionnelles. La reconnaissance internationale des connaissances traditionnelles limiterait l'appropriation abusive et l'exploitation illicite de ces médicaments. Même si la protection n'était pas accordée sous forme de brevets, elle pourrait être équivalente à celle que prévoyait l'article 28:1 de l'Accord, c'est-à-dire qu'elle permettrait d'empêcher des tiers agissant sans le consentement du titulaire d'accomplir les actes suivants: fabriquer, utiliser, offrir à la vente, vendre ou importer à ces fins le produit ou le procédé. Il importait d'élaborer un régime de protection des connaissances traditionnelles, y compris dans le domaine de la médecine traditionnelle, en appliquant un système *sui generis*, de nouvelles réglementations en matière de droits de propriété intellectuelle ou en prescrivant une utilisation appropriée du mécanisme de propriété intellectuelle existant.

135. S'agissant des communications soumises par les Communautés européennes et leurs États membres, la Norvège et les États-Unis (documents IP/C/W/254, 293 et 257, respectivement), l'Indonésie appréciait que ces délégations aient précisé leur position respective sur le rapport existant entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC. L'intervenante s'est félicitée du point de vue positif des Communautés européennes sur la mise en œuvre de la CDB et de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que du fait qu'elles reconnaissaient la nécessité de protéger les connaissances traditionnelles. Elle était d'accord avec la Norvège sur le fait que la mise en œuvre d'une protection *sui generis* des variétés végétales devrait être suffisamment souple pour permettre un partage des avantages effectif avec les communautés agricoles indigènes et locales. Les auteurs de la CDB, lorsqu'ils avaient élaboré cet instrument, avaient reconnu que les communautés locales et indigènes, qui avaient enrichi la diversité biologique et en dépendaient, avaient un rôle à jouer dans la promotion de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité. La CDB constituait un engagement juridiquement contraignant visant à empêcher la surexploitation et à garantir la conservation et l'utilisation durable de cette diversité biologique. Selon l'Indonésie, la Convention et l'Accord sur les ADPIC devraient se renforcer mutuellement. La mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC ne devrait pas entraver celle de la CDB et l'empêcher de garantir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. Pour assurer la compatibilité de ces deux instruments, il convenait de réfléchir plus avant aux questions suivantes dans le cadre de leur application. Premièrement, la mise en œuvre de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne la biodiversité justifierait des droits de propriété privée particuliers. L'Accord sur les ADPIC pourrait conférer des droits à ceux qui revendiquaient l'invention de végétaux, d'animaux ou de micro-organismes nouveaux ou d'une application pour ceux-ci. D'un autre côté, la CDB reconnaissait la souveraineté nationale sur les ressources biologiques et, dans un deuxième temps, les droits inhérents des communautés indigènes et locales. Deuxièmement, en vertu de la CDB, l'utilisation ou l'exploitation des ressources biologiques et des connaissances traditionnelles donnait lieu à un partage équitable des avantages, alors que dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, des brevets devaient être délivrés dans tous les domaines de la technologie, de sorte que l'utilisation ou l'exploitation des ressources biologiques et des connaissances traditionnelles devait être protégée par des droits de propriété intellectuelle, sans obligation d'établir un mécanisme de partage des avantages. Troisièmement, la CDB reconnaissait que l'accès aux ressources biologiques était subordonné au consentement préalable éclairé du pays d'origine. L'Accord sur les ADPIC ne contenait quant à lui aucune disposition exigeant ce consentement préalable éclairé pour accéder aux ressources biologiques. La mise en œuvre de la CDB et de l'Accord sur les ADPIC devrait être assurée de manière globale, dans un souci de cohérence entre les organisations internationales apparentées, afin de promouvoir leur compatibilité et d'éviter les risques de conflit.

136. La représentante du Venezuela a rappelé que son pays possédait des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles considérables. Il était partie à la fois à la CDB et à l'Accord sur les ADPIC et était doté d'une législation commune à d'autres membres de la Communauté andine dans les domaines de la propriété intellectuelle, des connaissances traditionnelles et des ressources génétiques. La Constitution vénézuélienne garantissait et protégeait des droits de propriété intellectuelle collectifs sur les connaissances traditionnelles et les innovations des peuples indigènes. Toutes les activités ayant un rapport avec les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles donnaient lieu à un partage des avantages. Les connaissances traditionnelles étaient essentielles pour la découverte, la préservation et l'utilisation de la diversité biologique. Elles étaient associées à la biotechnologie moderne et à l'augmentation de l'utilisation des ressources génétiques à des fins commerciales. Les moyens de protection des connaissances traditionnelles ne s'étaient pas révélés particulièrement efficaces et, dans la majorité des cas, ces connaissances avaient été exploitées sans que les communautés qui les détenaient n'en retirent d'avantages en contrepartie. Le Conseil devrait rechercher des mécanismes permettant d'empêcher l'utilisation illégale des ressources génétiques et de partager les avantages. Le Venezuela appuyait la proposition faite par le Pérou aux paragraphes 28 et 29 de sa communication (document IP/C/W/246). La législation nationale vénézuélienne était très proche de ce qui était proposé et il ne fallait pas oublier non plus la législation andine. S'agissant de

la communication des CE (document IP/C/W/254), il était dit au paragraphe 4 que la CDB et l'Accord sur les ADPIC étaient d'une nature juridique différente. Le Venezuela considérait que si tel était le cas, il était nécessaire de trouver un dénominateur commun pour veiller à ce que les deux instruments se renforcent mutuellement. Le paragraphe 8 traitait de la protection des ressources génétiques; le Venezuela souhaitait une protection des ressources génétiques à l'état naturel, mais aussi des ressources utilisées pour la production d'autres produits. Le paragraphe 9 portait sur le partage des avantages; à cet égard, le Venezuela considérait qu'il devrait y avoir des mécanismes acceptés d'un commun accord. Des progrès avaient été réalisés dans la recherche de formes de protection appropriées. Les Communautés européennes déclaraient au paragraphe 12 que la CDB n'interdisait pas les brevets portant sur des inventions utilisant du matériel génétique; l'intervenante a toutefois rappelé qu'aux termes de la Convention, le consentement préalable éclairé était nécessaire pour accéder aux ressources sur la base de la législation nationale. Le Venezuela se félicitait du soutien exprimé par les CE au paragraphe 14 en faveur de l'octroi au Secrétariat de la CDB du statut d'observateur *ad hoc* au Conseil des ADPIC. Le paragraphe 30 faisait mention du rôle que les indications géographiques pouvaient jouer dans la protection des produits traditionnels; le Venezuela reconnaissait qu'il s'agissait là d'un instrument possible pour protéger les connaissances traditionnelles, et qu'une base de données pouvait en être un autre, comme la Suisse l'avait indiqué dans sa communication (document IP/C/W/284). L'accès à une telle base de données devait être restreint dans la mesure où l'utilisation induite de telles connaissances devait être interdite. Le Venezuela était conscient du coût très élevé d'une base de données car il avait une très grande expérience dans ce domaine. La tenir à jour exigeait également des efforts financiers très importants, mais cela était nécessaire. Pour ce qui était du document de la Norvège (IP/C/W/293), l'oratrice ferait part de ses observations à la prochaine réunion. Elle s'est contentée de faire remarquer qu'en vertu de la CDB, les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture méritaient un traitement spécial et différencié en raison de l'interdépendance existant entre les pays à cet égard. Il importait de se tenir au courant dans ce domaine et de suivre les négociations menées sur l'Engagement international de la FAO. Les questions relatives à la portée, à l'accès et aux droits des agriculteurs continuaient, cependant, de faire l'objet de négociations, et le futur statut juridique de l'Engagement international n'était toujours pas clairement défini. Le Venezuela était d'accord avec la Norvège sur le fait qu'il devrait être contraignant.

137. Le représentant des Communautés européennes, faisant allusion à la rediffusion par le Secrétariat de la liste exemplative des questions (document IP/C/W/273), a exhorté le Président à inviter à nouveau les pays en développement Membres à fournir leurs réponses au Conseil car cela serait de la plus grande utilité pour cet exercice. Il s'est félicité de la communication de la Suisse (IP/C/W/284). Il a appelé l'attention sur la section II de ce document, qui contenait des éléments utiles en ce qui concerne la définition de la portée des exclusions de la brevetabilité prévues à la première phrase de l'article 27:3 b), et s'est déclaré d'accord sur la nécessité de protéger de manière adéquate les inventions dans le domaine de la biotechnologie. Le paragraphe 4 énumérait quelques exemples dans lesquels la biotechnologie pourrait se révéler utile, notamment pour l'élaboration de nouveaux produits pharmaceutiques nécessaires pour traiter des maladies; ce paragraphe était pertinent pour le point N de l'ordre du jour ("Propriété intellectuelle et accès aux médicaments"). La section III traitait de l'accès, du partage des avantages, des connaissances traditionnelles et de l'état de la technique. Ces questions étaient très pertinentes et sa délégation en avait parlé dans sa propre communication (document IP/C/W/254). L'idée de créer une base de données des connaissances traditionnelles n'était pas totalement nouvelle. Les paramètres proposés par la Suisse pour étudier la création d'une telle base étaient utiles si l'on considérait que celle-ci présentait un intérêt. Elle ne garantirait pas une protection, mais elle pourrait se révéler utile pour lutter contre la biopiraterie, en particulier si les renseignements qu'elle contenait étaient accessibles aux examinateurs de brevets. La section IV, qui traitait de la protection des variétés végétales, développait très utilement certains éléments clés qui avaient été mis en exergue dans les débats menés précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour, en particulier au début du réexamen, deux ans plus tôt, lorsque le Conseil s'était penché sur la portée de l'article 27:3 b). La délégation des CE était d'accord avec la Suisse sur le fait

que la Convention UPOV fournissait un système *sui generis* efficace. S'agissant de la communication de la Norvège (document IP/C/W/293), une grande partie de ce qui y était dit pouvait être mis en parallèle avec les vues exprimées par sa délégation dans son propre document (IP/C/W/254), en particulier en ce qui concerne le rapport existant entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. La section 3 de la communication de la Norvège portait sur la mise en œuvre au niveau national et contenait des suggestions sur ce que les pays pouvaient faire dans leur propre domaine de compétence. En l'absence de règles internationales, il était certainement utile que les pays qui pensaient qu'il était important d'accorder une protection commencent à le faire dans le cadre de leur législation nationale. La section 4 traitait du lien entre ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et l'Accord sur les ADPIC. Elle faisait mention des négociations en cours au sein de la FAO en vue de réexaminer ou de réviser l'Engagement international. Il s'agissait là d'un travail important. Les négociations n'étaient pas encore terminées, mais sa délégation insisterait pour que les résultats soient pleinement compatibles avec l'Accord sur les ADPIC. La section 6 évoquait la question de l'obligation de divulguer l'origine des ressources génétiques dans les demandes de brevet. La délégation des CE s'était déjà expliquée sur ce sujet de manière équilibrée. Il était indispensable de poursuivre les travaux dans ce domaine et l'orateur reviendrait à cette question lorsque les résultats de ces travaux futurs seraient disponibles.

138. Répondant aux observations faites par le Brésil sur le paragraphe 5 de la communication de sa délégation (document IP/C/W/254), l'intervenant a dit qu'il ne voyait absolument aucune contradiction entre les objectifs de l'Accord sur les ADPIC qu'il énumérait et ceux qui étaient énoncés à l'article 7 de l'Accord. Sa délégation avait mis l'accent dans son document sur certains aspects particuliers, mais ils n'étaient pas en contradiction avec l'article 7. L'orateur a pris note des observations positives faites par le Brésil, l'Indonésie et le Pérou concernant plusieurs aspects de la communication. Il a pris acte également du commentaire du Brésil selon lequel les idées émises par la Suisse en ce qui concerne une base de données méritaient d'être étudiées. Sa délégation était certainement prête à travailler de concert avec ces délégations pour voir si elles pouvaient encore progresser. Comme l'avait souligné le Pérou, les Communautés européennes étaient disposées à travailler avec les pays intéressés par une assistance technique et à étudier la forme que cette assistance pourrait revêtir. L'intérêt qu'ils avaient manifesté ne devrait pas être interprété de manière restrictive.

139. Le représentant de Singapour, faisant référence au document informel que sa délégation avait soumis à ce sujet (JOB(00)/7583), a dit que le sentiment général qui semblait prévaloir était que l'Accord sur les ADPIC et la CDB devraient être abordés dans un esprit d'harmonie, et que le Conseil devrait réfléchir à la manière dont leur application respective pourrait se compléter. La Norvège avait souligné dans sa communication (document IP/C/W/293) que le lien existant entre les deux instruments se situait dans le domaine des brevets. Manifestement, l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC était une disposition importante. Sa délégation estimait qu'il devrait être maintenu et que les normes de protection en matière de biotechnologie ne devraient pas être abaissées. Une autre question était très importante pour les pays riches en biodiversité et en ressources génétiques: c'était celle du partage des avantages, qui était un principe fondamental de la CDB. Singapour était partie aux deux accords. Des idées importantes avaient été émises en vue de continuer de réfléchir à la manière dont ces deux instruments pourraient se renforcer mutuellement dans l'objectif de protéger la biotechnologie mais, dans le même temps, de garantir un système équitable de partage des avantages pour les pays dont provenaient les ressources. Pour ce qui était de l'obligation de divulguer l'origine des ressources génétiques dans les demandes de brevet, Singapour voulait y réfléchir plus longuement.

140. Le représentant de la Corée a rappelé que sa délégation avait abordé de façon générale au cours des réunions précédentes le lien existant entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB de façon générale. Il souhaitait se pencher à la présente réunion sur certaines questions connexes. Premièrement, s'agissant de la question des ressources génétiques et du partage des avantages, il a déclaré que ces notions semblaient se conjuguer pour constituer des éléments essentiels de l'utilisation

durable et de la poursuite du développement du secteur de la biotechnologie. Il importait de veiller à ce que les droits de propriété intellectuelle, tels que les brevets, reposent sur une utilisation légitime des ressources génétiques, et que les avantages découlant de ces droits soient partagés avec les fournisseurs de ces ressources génétiques. Des mesures préventives contre une éventuelle utilisation abusive des ressources génétiques par des personnes qui n'y étaient pas autorisées devraient être prises pour protéger les droits et les avantages des détenteurs de ces ressources. Tous ces efforts exigeaient une coopération entre les Membres et les organisations internationales compétentes. Il était essentiel de recueillir et de partager aussi largement que possible des données sur les mesures juridiques, administratives et politiques ou les réglementations liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages en vigueur dans chaque Membre. Le Conseil pourrait ainsi œuvrer pour le respect des droits des détenteurs de ces ressources génétiques et de ceux des inventeurs et mettre au point au niveau international des moyens optimaux de faciliter l'accès à ces ressources et le partage des avantages acceptables par tous les Membres. Pour ce qui était des questions techniques liées à la protection par brevet, telles que la définition des micro-organismes et des objets brevetables, l'intervenant a dit que la distinction entre végétaux, animaux et micro-organismes était bien établie dans un grand nombre de conventions internationales, y compris la CDB. L'interprétation de la définition des micro-organismes semblait être correcte à la lumière des objectifs et des buts recherchés. S'agissant de l'imposition d'une obligation de divulgation de l'origine des ressources génétiques dans les demandes de brevet, bien qu'elle puisse contribuer à garantir la transparence et le partage des avantages, cette obligation représenterait une charge supplémentaire pour les déposants d'une demande de brevet et nécessiterait un réajustement de l'équilibre des intérêts instauré dans l'Accord sur les ADPIC entre les déposants et les autres parties intéressées. Une nouvelle étude détaillée était donc nécessaire au regard de ces aspects positifs et négatifs. En ce qui concerne la protection des variétés végétales, l'orateur a fait observer que le résumé du Secrétariat (document IP/C/W/273) indiquait que la plupart des Membres qui avaient répondu à la liste de questions satisfaisaient aux exigences prévues par la Convention de l'UPOV. S'agissant des connaissances traditionnelles, le concept énoncé à l'article 8 j) de la CDB était clair, mais difficile à appliquer dans la pratique. À cet égard, la priorité devait être accordée à la question de la portée, ainsi qu'à l'amélioration de la compréhension par les Membres des cas spécifiques de protection des connaissances traditionnelles. La Corée estimait qu'il était utile que le Conseil dispose de renseignements sur les systèmes et expériences nationaux en matière de protection des connaissances traditionnelles. La documentation et la création d'une base de données dans ce domaine faciliteraient l'accès à l'état de la technique pour les examinateurs de brevets et amélioreraient la qualité des examens.

141. Le représentant du Zimbabwe a dit que le Groupe africain continuait d'étudier les observations qu'il avait reçues d'autres délégations concernant sa communication qui traitait, notamment, du lien existant entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC, et l'article 27:3 b) de l'Accord en particulier (document IP/C/W/206). Le Groupe africain fournirait une réponse détaillée à ces observations et commenterait également les communications soumises par d'autres Membres en temps voulu. L'orateur a insisté à nouveau sur les points ci-après. Premièrement, sa délégation était convaincue que la distinction faite entre les végétaux, les animaux et les micro-organismes aux fins de la brevetabilité en vertu de l'article 27:3 b) n'était pas scientifique et que l'article 27:3 b) devrait être amendé de la manière proposée dans sa communication. Il existait actuellement une loi africaine type sur la protection des variétés végétales, que le Groupe africain jugeait efficace; par ailleurs, les membres du Groupe se félicitaient de toute proposition de système pouvant se substituer aux instruments internationaux existant actuellement et assurant une protection *sui generis* des variétés végétales. Deuxièmement, sa délégation demeurait convaincue que l'Accord sur les ADPIC, et tout spécialement les critères de brevetabilité, était contraire aux dispositions de la CDB et en compromettait l'application, en particulier en ce qui concerne l'exploitation des ressources génétiques et biologiques. Une étude plus détaillée développant ces idées serait bientôt disponible.

142. Le représentant du Japon a commenté les communications présentées par la Suisse et la Norvège. Les vues et positions exprimées par la Suisse dans sa communication (IP/C/W/284) semblaient correspondre à celles que le Japon avait présentées dans son document (IP/C/W/236). Le Japon était d'accord avec la Suisse sur le fait que l'examen de l'article 27:3 b) devrait se concentrer sur les deux questions énoncées dans la première et la deuxième phrase de cet article et que certains des débats menés au titre de ce point de l'ordre du jour ne relevaient pas de l'examen. Le Japon était d'accord également avec la Suisse sur la nécessité de prévoir une protection par brevet adéquate de la biotechnologie et s'opposait à tout abaissement du niveau de protection. Pour ce qui était de la création d'une base de données internationale des connaissances traditionnelles liées aux ressources génétiques, il estimait, à l'instar de la Suisse, qu'une telle base de données pourrait améliorer la situation actuelle. Les offices de brevets ne pouvaient en effet pas accéder facilement aux connaissances traditionnelles orales. Cette base de données devrait servir principalement à effectuer des recherches sur l'état de la technique, sans constituer toutefois une condition préalable à l'existence de droits sur les connaissances traditionnelles, ni une base juridique pour le partage des avantages. Pour ce qui était de la classification normalisée dans la base, telle qu'elle avait été proposée par la Suisse, le Japon considérait que c'est un organe subsidiaire de l'OMPI, qui avait déjà étudié la question dans le cadre de discussions préliminaires, qui devrait s'en occuper. Les experts devraient étudier diverses options pour déterminer la meilleure manière de normaliser une telle base. Abordant la communication de la Norvège (document IP/C/W/293), l'orateur a fait quelques observations préliminaires. Premièrement, le Japon était d'accord avec la Norvège sur le fait qu'il n'existait pas de contradiction juridique entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC, même s'il y avait certaines interactions. Il était d'accord également sur le fait que la cohérence entre les deux accords devait être garantie au niveau de la législation et de la pratique nationales. Pour ce qui était de la divulgation de l'origine des ressources génétiques, il n'était pas favorable à l'insertion dans l'Accord sur les ADPIC d'une disposition obligeant les déposants d'une demande de brevet à fournir un tel renseignement. L'orateur a exposé à nouveau le point de vue que sa délégation avait présenté dans sa communication, à savoir qu'une obligation de cette nature dépasserait les obligations prévues actuellement par l'Accord sur les ADPIC et impliquait une reformulation du texte de l'Accord. Or, les Membres devraient faire preuve de prudence en la matière car les dispositions actuelles reflétaient un équilibre approprié entre les droits et les obligations des inventeurs ou des déposants d'une demande de brevet et les tiers, qui résultait d'une longue négociation pendant le Cycle d'Uruguay.

143. La représentante de la Malaisie a déclaré que les nouvelles contributions des Communautés européennes et de leurs États membres, de la Norvège et de la Suisse traduisaient l'intérêt de ces délégations pour les questions qui avaient été soulevées au titre de ce point de l'ordre du jour. La Malaisie a relevé en particulier l'intérêt exprimé pour la question de la brevetabilité de la biotechnologie, question sur laquelle la Suisse s'était également penchée dans sa communication (document IP/C/W/284). Tout en reconnaissant la nécessité de préserver la flexibilité que ménageait l'article 27:3 b) en ce qui concerne la brevetabilité des végétaux et des animaux, il était nécessaire en même temps d'appliquer les critères de brevetabilité énoncés à l'article 27:1. Ces critères permettaient de déterminer si un objet pouvait être breveté. Dans le domaine de la biotechnologie, le Conseil devrait poursuivre ses débats afin de parvenir à une meilleure compréhension de certaines questions, par exemple celle de savoir à quel stade de leur "développement" les ressources génétiques et les parties et composantes génétiques constituaient des "découvertes" ou des "inventions". Les CE déclaraient dans leur communication (document IP/C/W/254) que les ressources génétiques devaient être isolées de leur environnement naturel ou produites au moyen d'un procédé technique pour satisfaire aux critères de brevetabilité. L'intervenante a demandé s'il s'agissait là d'une nouvelle version des critères de brevetabilité ou si cette interprétation correspondait à ce que prévoyait l'article 27:1. S'agissant de l'étude du rapport entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC, cette question avait été proposée essentiellement pour aborder celles de la biopiraterie et de la protection des connaissances traditionnelles. Certaines délégations jugeaient qu'elles pouvaient être réglées dans une large mesure en introduisant dans les procédures de brevet des procédures reconnues par la CDB, comme l'obligation de divulgation, le consentement préalable éclairé et le partage des avantages.

D'autres délégations avaient proposé que ces prescriptions soient incorporées dans les législations nationales. Une autre approche consistait à créer une base de données, comme l'avait proposé la Suisse dans sa communication. L'oratrice a invité les délégations à se prononcer sur l'efficacité de ces approches pour réglementer l'accès aux ressources génétiques et protéger les connaissances traditionnelles.

144. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

K. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD AU TITRE DE L'ARTICLE 71:1

145. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion, son prédécesseur avait fait des efforts en tant que Président du Conseil pour voir s'il était possible d'engager cet examen en classant les questions soulevées sous certaines rubriques. Il semblait que certains Membres au moins aient considéré que cette étape était quelque peu prématurée. Lors de la réunion informelle du Conseil tenue le 21 mai 2001, le Président avait exhorté d'autres Membres à faire part de leurs réflexions, de sorte à dresser un tableau plus complet et plus représentatif des questions qui devraient, selon eux, être abordées dans le cadre de cet examen. Une seule communication nouvelle, cependant, avait été reçue, celle de la Zambie (document IP/C/W/298).

146. Le représentant de la Zambie était d'accord avec la déclaration qu'avait faite l'Inde à la dernière réunion, selon laquelle l'examen au titre de l'article 71:1 devrait être aussi complet que possible et ne pas se limiter à quelques articles. Ce qui importait, c'était d'évaluer d'une manière ou d'une autre l'impact de l'Accord sur les ADPIC sur le développement et, en particulier, sur le transfert de technologie et la constitution de capacités dans les pays en développement de manière générale, et dans les PMA en particulier. L'orateur a énuméré certains des éléments et des questions importants qui devaient être étudiés dans le cadre de l'examen: i) la mesure dans laquelle le transfert de technologie avait eu lieu; ii) l'impact de l'Accord sur la création d'une base technologique solide et viable, conformément à ce que prévoyait l'article 66:2. Si l'Accord était en effet mis en œuvre comme un grand nombre de pays développés l'avaient indiqué dans leurs notifications, l'examen devrait faire apparaître l'impact produit afin de déterminer la manière dont il permettait aux PMA d'établir une base technologique solide et viable; iii) les coûts de la mise en œuvre de l'Accord dans les pays en développement et en particulier dans les PMA; iv) les conséquences pour les pays en développement, en particulier les PMA, de la règle relative à la durée de validité de 20 ans des brevets; v) la question de savoir si une protection accrue des droits de propriété intellectuelle compromettait l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels; vi) la question de savoir si les droits de propriété intellectuelle avaient été exercés abusivement par les détenteurs, etc.; et, enfin, vii) la question de savoir si la mise en œuvre de l'article 66:2 par les pays développés n'était pas, en fait, une condition préalable à la mise en œuvre par les PMA des obligations qui leur incombaient en vertu de l'Accord sur les ADPIC. L'examen devrait également permettre d'élargir les débats à des questions qui n'étaient pas explicitement incluses dans l'Accord, telles que la protection des connaissances traditionnelles et du folklore. Le libellé de l'article 8 (Principes) devrait être renforcé pour veiller à ce que rien dans l'Accord n'empêche les pays de prendre les mesures nécessaires pour remplir les objectifs de politique publique, en matière de protection de la santé publique.

147. Le représentant du Brésil a appuyé d'une manière générale les interventions faites à la réunion précédente par l'Inde et la Malaisie, qui intervenait au nom des membres de l'ANASE. Le Brésil était d'accord avec l'Inde sur le fait que l'examen au titre de l'article 71 équivalait à un examen de l'Accord sur les ADPIC lui-même, de sorte qu'aucun sujet ne devrait en être exclu. Le Brésil était favorable d'une manière générale à l'approche présentée par l'ANASE, selon laquelle l'examen devrait porter sur la manière dont les dispositions de l'Accord sur les ADPIC étaient compatibles avec les objectifs et les principes de l'Accord et les favoriseraient, sur la promotion et le transfert de la technologie, question qui correspondait tout à fait aux objectifs énoncés à l'article 7 et qui était liée également à

l'article 66:2, mentionné par la Zambie (document IP/C/W/298), sur la question de savoir s'il existait un équilibre approprié entre les intérêts publics et les droits privés dans les divers domaines de protection de la propriété intellectuelle, ainsi que sur les mesures appropriées mentionnées dans le contexte de l'article 8, qui pourraient être appliquées pour éviter un exercice abusif des droits de propriété intellectuelle par le détenteur de droits ou le recours à des pratiques restreignant de manière injustifiée le commerce ou préjudiciables au transfert international de technologie. Le Brésil était d'accord avec l'ANASE sur le fait qu'un débat de ces questions dans le cadre de l'examen serait utile pour déterminer si l'Accord sur les ADPIC avait répondu aux objectifs fixés et s'il existait effectivement un équilibre des avantages.

148. Le représentant des États-Unis a remercié la Zambie d'avoir contribué au débat du Conseil sur l'article 71:1. Sa délégation étudierait les sujets proposés pour l'examen et y réagirait à la prochaine réunion.

149. La représentante de la Malaisie, prenant la parole au nom des pays membres de l'ANASE, a déclaré que l'ANASE était d'accord sur un certain nombre des points évoqués par la Zambie dans sa communication (document IP/C/W/298), en particulier sur les questions relatives au transfert de technologie. À l'instar du Brésil, elle a rappelé qu'à la dernière réunion, l'ANASE avait posé la question de savoir si l'examen devrait porter sur la manière dont les dispositions de l'Accord sur les ADPIC étaient compatibles avec les objectifs et les principes de l'Accord, en particulier la promotion de l'innovation technologique, du transfert et de la diffusion de la technologie à l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent des connaissances techniques, et si elles les favorisaient. Sa délégation avait noté un certain nombre d'autres questions qui pourraient être soulevées pendant l'examen; elle souhaitait que ces questions soient suivies ultérieurement et désirait entendre la réaction d'autres Membres.

150. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

L. PLAINTES EN SITUATION DE NON-VIOLATION ET PLAINTES MOTIVÉES PAR UNE AUTRE SITUATION

151. Le Président a rappelé que ce point de l'ordre du jour portait à la fois sur les plaintes en situation de non-violation et sur les plaintes motivées par une autre situation. Il a renvoyé à une note qu'il avait distribuée et qui proposait, sur la base des consultations informelles menées par son prédécesseur, quelques rubriques qui pourraient être utilisées pour organiser la suite des débats sur ce sujet (JOB(01)/70).

152. La représentante du Canada a déclaré que la note du Président (JOB(01)/70) fournissait une excellente méthode, non exhaustive, pour l'examen des questions importantes que soulevaient les mesures correctives en cas d'annulation et de réduction d'avantages en situation de non-violation. Un certain nombre de délégations du Conseil des ADPIC avaient posé des questions sur l'application de ces mesures correctives. Le Canada continuait de penser que cette question était importante. Les Membres avaient en effet exprimé des préoccupations légitimes, selon lesquelles les gouvernements, s'ils n'avaient pas d'autres orientations sur la nature de ces mesures correctives, pourraient se retrouver véritablement gênés dans l'élaboration de leurs politiques. Ils devaient connaître parfaitement les obligations qu'ils avaient acceptées. Le Canada espérait qu'en procédant à un examen détaillé des mesures correctives en cas d'annulation et de réduction d'avantages en situation de non-violation, le Conseil pourrait dissiper une grande partie de l'incertitude qui entourait cette question. Pour l'heure, les plaintes "en situation de non-violation" présentées à l'OMC l'avaient été dans le contexte du commerce des marchandises. Il était donc tout à fait légitime de commencer l'analyse par une étude des similitudes et des différences existant entre l'Accord sur les ADPIC et le GATT. Par exemple, les résultats des négociations sur l'accès aux marchés de l'OMC étaient consignés dans les listes

nationales de concessions figurant en annexe du Protocole du Cycle d'Uruguay, qui faisait partie intégrante de l'Acte final, ce qui n'était pas le cas avec l'Accord sur les ADPIC. Celui-ci énonçait les règles de base en matière de protection de la propriété intellectuelle; il n'était pas principalement axé sur des questions d'accès aux marchés et ne prévoyait pas d'engagements à cet égard. Le Conseil devait en tenir compte lorsqu'il évaluerait l'objectif des mesures correctives en cas d'annulation ou de réduction d'avantages en situation de non-violation dans le domaine des ADPIC. Des questions telles que celles-ci avaient été soulevées dans des communications soumises par le Canada et d'autres Membres. Si le Conseil entendait progresser, il devait étudier soigneusement chaque question et parvenir à des conclusions sur la nature de ces mesures correctives. Le Canada remerciait donc les Membres des efforts qu'ils avaient déployés pour faire avancer les débats sur ce point. Outre les questions mentionnées sous les cinq rubriques suggérées dans la note du Président, il serait utile également d'examiner les articles 7 et 8, ainsi que les "exceptions".

153. Le représentant du Brésil s'est déclaré d'accord avec le Canada sur le fait que l'Accord sur les ADPIC énonçait des règles de base destinées à garantir que tous les Membres suivent des règles minimales universelles en matière de protection de la propriété intellectuelle. Bien que des droits spécifiques soient transmis par voie de licences contractuelles, il n'existait pas de commerce des droits de propriété intellectuelle à proprement parler comme c'était le cas pour les marchandises. À cet égard, l'Accord sur les ADPIC était certainement un accord *sui generis* à l'OMC. Le Brésil partageait le point de vue du Canada selon lequel une protection trop faible de la propriété intellectuelle pouvait entraver l'innovation et le commerce tout comme pouvait le faire une protection trop forte. Il était d'accord de manière générale avec les remarques faites par le Canada sur la définition de la portée et des modalités des mesures en situation de non-violation et les autres éléments figurant dans la liste de questions proposée par le Président. Il était d'accord également avec les remarques faites par le Mexique à ce sujet à la dernière réunion. Il considérait que l'évaluation de la portée et des modalités des plaintes en situation de non-violation ne devrait pas être confiée à des groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel qui, conformément au Mémoire d'accord sur le règlement des différends, ne pouvaient ni accroître, ni diminuer les obligations des Membres. L'orateur reconnaissait à l'instar de l'Inde que la question de savoir si les plaintes en situation de non-violation devaient ou non s'appliquer à l'Accord sur les ADPIC était loin d'être tranchée. L'application de cette voie de recours à l'Accord sur les ADPIC pourrait engendrer une grande incertitude juridique en ce qui concerne l'application de l'Accord lui-même. Le Brésil partageait donc d'une manière générale les vues exprimées par le Canada et la Hongrie dans leurs communications (documents IP/C/W/249 et JOB(01)/43, respectivement).

154. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que quelque temps auparavant, sa délégation avait proposé, avec d'autres Membres, que le Conseil commence à réfléchir et à débattre de la portée et des modalités d'éventuelles plaintes en situation de non-violation. Sa délégation était reconnaissante à ceux qui avaient soumis des documents, ainsi qu'au Président pour les rubriques qu'il avait suggérées (JOB(01)/70). Ces rubriques constituaient une liste exemplative qui n'était pas nécessairement exhaustive.

155. Le représentant de la Corée s'est rallié aux vues exprimées par le Canada dans sa communication (document IP/C/W/249) sur différentes questions, notamment la nature exceptionnelle des plaintes en situation de non-violation, les différences existant entre le GATT et l'Accord sur les ADPIC et la nécessité de tenir compte des objectifs et des principes de cet accord pour appliquer le recours en situation de non-violation. L'orateur appréciait les réflexions livrées par le Canada dans ce document sur le caractère unique de l'Accord sur les ADPIC ainsi que l'accent que ce pays avait mis sur les questions liées aux mesures correctives. Il convenait que les jugements ou décisions judiciaires ne pouvaient pas être considérés comme des mesures publiques relevant des procédures de règlement des différends de l'OMC, dans la mesure où ils étaient rendus en toute indépendance, en conformité uniquement avec les lois nationales. Les jugements ou décisions judiciaires ne devraient donc pas être considérés comme pouvant faire l'objet de procédures de règlement des différends, à

moins que les gouvernements ne les accompagnent de mesures telles qu'un amendement des lois et réglementations pertinentes. L'orateur était d'accord avec le Canada sur le fait qu'il convenait d'empêcher dans la mesure du possible tout recours abusif aux plaintes en situation de non-violation. Dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, tel qu'il était rédigé actuellement, la charge de la preuve dans les cas de plaintes en situation de non-violation était très importante. Cependant, l'application de la règle du consensus positif aux plaintes en situation de non-violation semblait exiger un amendement du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dans la mesure où l'Accord sur les ADPIC ne contenait actuellement aucune disposition spécifique à ce sujet.

156. Le représentant de la Hongrie a rappelé que sa délégation attachait une grande importance à une analyse approfondie de la possibilité d'appliquer des mesures correctives en situation de non-violation dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC. Elle maintenait les arguments qu'elle avait avancés au cours des réunions précédentes et a limité ses commentaires à la présente réunion aux avantages auxquels les Membres pouvaient raisonnablement s'attendre dans le cadre de l'Accord. La Hongrie était d'accord avec la Corée lorsqu'elle affirmait dans son document informel (JOB(00)/6166) que pour garantir la cohérence juridique et la prévisibilité, il était essentiel de parvenir à une concordance de vues entre les Membres sur la signification de la notion d'"avantages" dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC. La Hongrie était d'accord avec la majorité des délégations sur le fait que, en ce qui concerne les avantages et les attentes raisonnables, l'Accord sur les ADPIC était tout à fait différent du GATT et de l'AGCS. Ce n'était pas un accord sur l'accès aux marchés, mais plutôt un accord contenant des règles minimales, qui prévoyait les droits minimums pouvant être acquis par les ressortissants de tous les Membres sur le territoire de tous les autres Membres pour protéger leurs objets de propriété intellectuelle. Les règles minimales fixées par l'Accord sur les ADPIC ne ressemblaient pas aux concessions tarifaires en vertu du GATT, ni aux engagements spécifiques en vertu de l'AGCS. Par conséquent, la nature des avantages que les Membres pouvaient raisonnablement attendre de ces règles était différente de celle des avantages qui pouvaient être escomptés dans le cadre du GATT et de l'AGCS. À cet égard, l'orateur a mis en exergue la section C de la communication de l'Australie (document IP/C/W/212), dans laquelle il était dit que les avantages qui résultaient des normes établies par les ADPIC devaient être ceux dont bénéficiaient les Membres, et ne devaient pas être confondus avec les intérêts de détenteurs de droits individuels et personnels dans l'exploitation de leurs droits de propriété intellectuelle. L'orateur était d'accord avec le paragraphe III b) de la communication du Canada (document IP/C/W/249) selon lequel l'avantage conféré par l'Accord sur les ADPIC était la capacité des tiers d'acquérir, de maintenir et de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, sans s'étendre automatiquement à l'exploitation de ces droits. Bien que les droits de propriété intellectuelle puissent être transmis par voie contractuelle ou faire l'objet de contrats de licence, la transmission de droits exclusifs ou la concession de licences portant sur des droits exclusifs ne pouvait pas être examinée sur la même base que le commerce des marchandises et des services. L'orateur a appelé l'attention sur le fait que l'AGCS, qui était manifestement un accord tourné davantage vers l'accès aux marchés, limitait à l'article XXIII:3 les plaintes en situation de non-violation aux avantages découlant d'engagements spécifiques contractés par les Membres.

157. La représentante de la Malaisie a déclaré que l'Accord sur les ADPIC était un accord *sui generis*. Les plaintes en situation de non-violation dans ce contexte n'avaient pas de précédent et n'étaient pas comparables aux plaintes en situation de non-violation pour le commerce des marchandises et des services. Elle était d'accord avec la Hongrie sur le fait que l'Accord sur les ADPIC était un accord contenant des normes minimales en matière de protection de la propriété intellectuelle, alors que les dispositions concernant la non-violation reposaient sur les dispositions relatives à l'accès aux marchés du GATT de 1994. Elle partageait le point de vue du Brésil et du Canada selon lequel le Conseil devrait progresser sur cette question, de sorte à ne pas laisser les groupes spéciaux prendre une décision et à garantir une plus grande certitude dans la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. La note du Président (JOB(01)/70) énumérait plusieurs rubriques

susceptibles d'orienter les débats, à savoir la "nature de l'avantage", la "mesure", la "causalité", la "charge de démontrer l'annulation ou la réduction d'avantages" et la "mesure corrective". Certaines de ces questions avaient déjà été soulevées dans les communications soumises par l'Australie, le Canada et d'autres délégations. Elles contribuaient à alimenter les discussions sur les plaintes en situation de non-violation, bien que la Malaisie soit d'accord avec les Communautés européennes sur le fait que les travaux dans ce domaine ne devraient pas se limiter à ces seules questions, mais s'inscrire plutôt dans le contexte plus large de la portée et des modalités des plaintes en situation de non-violation. Abordant la définition d'une "mesure", l'intervenant a fait quelques observations préliminaires. La communication du Canada (document IP/C/W/249) avait soulevé la question de savoir si les mesures devraient se limiter à des mesures publiques ou si elles devraient englober aussi les décisions ou actions judiciaires. Elle était d'accord avec la Corée sur le fait que ces dernières ne devraient pas faire l'objet de plaintes en situation de non-violation, bien que la question des décisions de justice conduisant à la prise de mesures par le gouvernement mériterait d'être examinée. La Malaisie souhaitait savoir si les mesures prises pour satisfaire aux dispositions des articles 7 et 8 pouvaient être interprétées comme engendrant une annulation d'avantages en situation de non-violation. Les articles 7 et 8 devraient constituer les objectifs fondamentaux de l'Accord. En outre, les mesures prises en vertu des exceptions autorisées par certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC ne devraient pas faire non plus l'objet de plaintes en situation de non-violation.

158. Le Président a déclaré que les délégations pouvaient soulever des questions qui n'étaient pas énumérées dans les rubriques de sa note et que le Conseil débattrait du sujet dans son intégralité.

159. Le représentant des États-Unis a dit que la note ou la liste exemplative des questions établie par le Président (JOB(01)/70) permettrait probablement d'orienter les débats du Conseil sur la portée et les modalités des plaintes en situation de non-violation. Bien qu'il soit prêt à poursuivre ce débat sur la portée et les modalités, il n'avait pas d'autres commentaires concrets à faire, en partie parce qu'il ne partageait pas les préoccupations et les incertitudes que d'autres avaient exprimées concernant la capacité des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel à traiter les plaintes en situation de non-violation liées à l'Accord sur les ADPIC. Tant la pratique du GATT que celle de l'OMC en vertu des dispositions de l'article 26 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends semblaient fournir des orientations amplement suffisantes à ces organes, en fait, les mêmes orientations que fournissaient d'autres accords du Cycle d'Uruguay, de sorte que toute incertitude entourant les plaintes en situation de non-violation dans le contexte des ADPIC ne devrait pas être plus grande que l'incertitude qui entourait ce type de plaintes dans d'autres domaines. Sa délégation s'engageait néanmoins à poursuivre les discussions en espérant dissiper les préoccupations et les incertitudes que nourrissaient les Membres à cet égard. Bien sûr, il reconnaissait que le moratoire sur les plaintes en situation de non-violation dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC avait expiré le 1^{er} janvier 2000.

160. Le représentant de l'Inde partageait les vues exprimées par le Canada dans sa communication (document IP/C/W/249) et était d'accord avec la Hongrie sur le fait que l'Accord sur les ADPIC était différent du GATT et de l'AGCS. Le Conseil ne pouvait pas laisser aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel le soin d'interpréter les mesures en situation de non-violation. L'Inde était favorable à la poursuite des débats sur ce sujet et soumettrait une communication et des observations avant la prochaine réunion.

161. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

M. COMMERCE ÉLECTRONIQUE

162. Le Président a rappelé que lorsque le Conseil général s'était penché sur la question du commerce électronique les 8 et 9 mai 2001, il avait invité les divers organes subsidiaires intéressés, y compris le Conseil des ADPIC, à poursuivre leurs travaux et à présenter un rapport au Conseil

général.⁶ Étant donné qu'une discussion consacrée au commerce électronique avait eu lieu le 15 juin 2001⁷ sous les auspices du Conseil général en vue d'étudier les questions horizontales liées au commerce électronique recensées par les délégations, le Président a proposé que le Conseil des ADPIC se concentre davantage sur les questions spécifiques à ce domaine. Depuis la dernière réunion, le Conseil avait reçu deux communications sur le commerce électronique émanant de Cuba et de la Suisse (documents IP/C/W/264 et IP/C/W/286, respectivement).

163. La représentante de Cuba a présenté le document de sa délégation intitulé "De la nécessité d'un commerce électronique mondial sans restrictions" (document IP/C/W/264). Le programme de travail sur le commerce électronique établi par le Conseil général le 25 septembre 1998⁸ soulevait au paragraphe 4.1 la question des "nouvelles technologies et de l'accès à la technologie", en tenant compte des objectifs de promotion de l'innovation technologique et de transfert et de diffusion de la technologie énoncés à l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC. Les pratiques qui restreignaient la concurrence et pouvaient avoir des effets préjudiciables sur le commerce et entraver le transfert et la diffusion de la technologie étaient contraires aux objectifs et aux principes du cadre multilatéral auquel participaient les Membres, y compris au traitement non discriminatoire et au traitement NPF. Sa délégation a souligné à nouveau la nécessité d'éliminer tous les types de restrictions ayant des motivations politiques, qu'elles soient d'ordre commercial ou technologique, y compris celles qui affectaient l'achat et la libre utilisation de technologies de cryptage et de matériel disponible sur le marché, car elles entravaient le développement du commerce électronique mondial et la pleine intégration de tous les pays en développement.

164. Le représentant de la Suisse a présenté la communication de sa délégation sur le programme de travail sur le commerce électronique (IP/C/W/286). Le Conseil des ADPIC s'intéressait au commerce électronique depuis un certain temps. Les Membres qui avaient soumis des communications écrites s'entendaient généralement sur la nécessité pour le Conseil des ADPIC de se mettre d'accord sur les questions de propriété intellectuelle que soulevaient les communications via Internet et d'autres réseaux. Ils s'entendaient également à reconnaître que le commerce électronique ne nécessitait pas que l'on réinvente la roue en ce qui concerne l'application des législations de propriété intellectuelle dans ce nouveau domaine de technologie, ni que les intérêts en jeu soient réévalués. La conclusion préliminaire qui s'imposait était que ce qui était valable hors ligne l'était aussi en ligne. Cette conclusion avait été étendue aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC mais, selon sa délégation, il ne suffisait pas de dire que les dispositions de l'Accord sur les ADPIC pouvaient s'appliquer au domaine du commerce électronique. Il convenait en effet de se demander dans quelle mesure elles "devaient" s'appliquer au commerce électronique et, ce qui était encore plus important, quel niveau de protection offrait l'Accord dans ce domaine et si ce niveau suffisait. La communication de la Suisse donnait des exemples de sujets qui pourraient être étudiés de plus près par les Membres à cet égard. L'intervenant a mis en lumière l'un d'entre eux. Dans le domaine du droit d'auteur, Internet créait de nouveaux moyens d'exploitation d'une œuvre protégée, tels que la communication au public, y compris la mise à disposition du public d'une œuvre de telle manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée. La question qui se posait était celle de savoir si l'Accord sur les ADPIC conférait, au titre du droit de l'auteur, une protection minimale au niveau multilatéral dans tous les domaines de la propriété intellectuelle, y compris le droit d'auteur, pour ces nouveaux modes d'exploitation des œuvres protégées par le droit d'auteur, même si l'Accord sur les ADPIC avait été négocié avant la révolution

⁶ WT/GC/M/65.

⁷ Un résumé établi par le Secrétariat des questions soulevées lors de ces discussions avait été distribué sous couvert du document WT/GC/W/436.

⁸ WT/L/274.

d'Internet. Pour que le Conseil puisse répondre à des questions telles que celle-ci, la Suisse proposait qu'il invite le Secrétariat à élaborer un document sur la manière dont l'Accord s'appliquait dans le contexte du commerce électronique. Il pourrait fonder ses débats sur ce document et déterminer s'il était nécessaire de prendre des mesures et, si tel était le cas, pour définir les mesures qui permettraient de parvenir au résultat souhaité.

165. Le représentant des États-Unis appréciait le fait que les communications présentées par l'Australie et la Suisse reconnaissent que l'Accord sur les ADPIC s'appliquait à l'environnement en ligne. Sa délégation espérait soumettre à son tour un document avant la prochaine réunion, qui se pencherait sur les questions soulevées par ces deux délégations.

166. Le représentant du Japon a dit que, pour garantir une distribution appropriée et sûre d'un contenu par le biais du commerce électronique, qu'il soit corporel ou incorporel, il était essentiel de mettre en place une protection adéquate. Le libellé des dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC était généralement neutre du point de vue de la technologie, de sorte que les droits et exceptions déjà prévus devraient continuer de s'appliquer dans le nouvel environnement numérique en réseau. La technologie de mise en réseau continuerait de se développer, de sorte que les questions liées à la propriété intellectuelle qui se poseraient dans ce contexte devraient continuer d'être examinées. Abordant des questions plus spécifiques, la proposition de "Recommandation commune concernant des dispositions relatives à la protection des marques, et d'autres droits de propriété industrielle relatifs à des signes, sur Internet"⁹ serait très probablement adoptée en septembre 2001. On pourrait envisager d'incorporer dans l'Accord sur les ADPIC le même type de lignes directrices afin de remédier au conflit existant entre l'utilisation de marques de fabrique ou de commerce dans le cyberspace et le cadre existant des États souverains, dans lequel différents droits sur les marques étaient accordés sur la base du principe de la territorialité. La recommandation conjointe proposée de l'OMPI ne serait pas juridiquement contraignante, mais le Japon entendait œuvrer activement afin de trouver des solutions aux problèmes des marques découlant des transactions effectuées dans le cyberspace qui tiendraient compte de cette recommandation, et il insisterait pour que les conséquences sur l'Accord sur les ADPIC soient étudiées. S'agissant du droit d'auteur et des droits connexes, le Japon estimait que le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur ("WCT") et le Traité de l'OMPI sur les interprétations ou exécutions et les phonogrammes ("WPPT"), adoptés en 1996, étaient des instruments primordiaux en ce qui concerne l'environnement en réseau numérique. Le Japon avait ratifié le WCT en 2000 et avait presque fini d'élaborer une législation nationale répondant aux prescriptions du WPPT. De nouveaux traités, comme le Traité sur les interprétations ou exécutions audiovisuelles, étaient en outre examinés actuellement à l'OMPI; il pourrait donc être utile que le Conseil suive de près les débats pour ses propres travaux futurs. S'agissant de la compétence internationale et du droit applicable, bien que ce sujet soit débattu à la Conférence de La Haye sur le droit international privé, à l'OMPI et dans divers autres organismes, cette question devrait être elle aussi examinée activement dans le cadre des efforts déployés par l'OMC pour développer l'Accord sur les ADPIC, dans la mesure où l'expansion du commerce électronique entraînerait certainement une augmentation du nombre d'actions en justice liées à des droits de propriété intellectuelle dans les années à venir. La Conférence de La Haye étudiait un avant-projet de convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale. Des conférences diplomatiques auraient lieu en juin 2001 et au début de 2002 en vue d'adopter la convention. En fonction des résultats de ces conférences diplomatiques, le Conseil des ADPIC pourrait étudier à son tour activement la question et se pencher ensuite sur le droit applicable, question qui n'avait pas été suffisamment étudiée jusqu'à présent. Bien que les questions liées à la propriété intellectuelle relèvent essentiellement du Conseil des ADPIC, il était nécessaire d'instaurer une communication étroite avec d'autres organes de l'OMC qui les examinaient dans une perspective plus générale et plus large. L'intervenant a appelé l'attention sur la proposition soumise par le Japon au

⁹ Document de l'OMPI A/36/8.

Conseil général visant à créer un organe dépendant du Conseil général chargé d'étudier les questions liées au commerce électronique d'un point de vue général et plus large. La délégation japonaise considérait que le Conseil des ADPIC devrait communiquer étroitement avec cet organe s'il était créé.

167. Le représentant des Communautés européennes a fait savoir que sa délégation réfléchissait toujours à la suggestion formulée par la Suisse, selon laquelle le Conseil devrait inviter le Secrétariat à réaliser une étude.

168. Le représentant de l'Uruguay a appelé l'attention des participants sur une communication soumise par le MERCOSUR dans le cadre du programme de travail du Conseil général sur le commerce électronique intitulée "Questions horizontales et sectorielles appelant un complément d'analyse" (WT/GC/W/434). Les membres du MERCOSUR avaient essayé de proposer une méthode de travail qui distinguait les questions sectorielles relevant des organes subsidiaires de celles qui pouvaient être considérées comme des questions horizontales. Dans le cas de la propriété intellectuelle, ils avaient identifié deux questions sur la base des documents soumis au Conseil: l'une avait trait à la neutralité du point de vue technologique, et l'autre était liée aux travaux menés par l'OMPI sur les rapports entre le commerce électronique et la propriété intellectuelle. Ces questions avaient été mentionnées dans le rapport présenté par le Conseil des ADPIC au Conseil général (document IP/C/18), sans préjudice des vues des membres du MERCOSUR, mais en vue d'introduire un certain degré d'organisation et de méthode dans le programme de travail. Par la suite, à la réunion du Conseil général du 8 mars 2001, d'autres Membres avaient également recensé des questions horizontales, et le 15 juin 2001, une session extraordinaire consacrée au commerce électronique et aux questions horizontales avait eu lieu sous les auspices du Conseil général. Diverses questions horizontales étaient actuellement analysées par le Conseil général, dont faisait partie, par exemple, la question du classement et de la neutralité du point de vue technologique. L'orateur considérait que, sans préjuger de la question de savoir si le Conseil des ADPIC continuerait d'analyser ces questions, elles devraient également être étudiées par le Conseil général en tant que questions horizontales, dans la mesure où elles touchaient également d'autres accords qui étaient analysés dans d'autres organes subsidiaires. Pour ce qui était de la proposition de la Suisse, il pensait que tout document de cette nature établi par le Secrétariat serait factuel mais, quoi qu'il en soit, une autre délégation avait indiqué qu'elle souhaitait réfléchir à la proposition. S'agissant des observations formulées par le Japon sur la compétence et le droit applicable, il s'agissait là sans aucun doute d'un sujet important, qu'il serait intéressant d'analyser. Il avait également été débattu à la réunion du Conseil général du 15 juin 2001. Bien qu'il soit intéressant, il dépassait également le cadre de l'OMC. Comme le Japon l'avait fait observer, cette question était examinée à la Conférence de La Haye sur le droit international privé et dans d'autres organismes internationaux. Malgré cela, il pourrait être intéressant de continuer d'analyser cette question. Sans préjudice de l'analyse effectuée par le Conseil des ADPIC des questions relevant de ce point de l'ordre du jour qui étaient spécifiquement liées à la propriété intellectuelle, des questions horizontales liées à la propriété intellectuelle avaient été recensées, que le Conseil des ADPIC ne devrait pas perdre de vue. La session extraordinaire du Conseil général avait décidé que le Secrétariat établirait un rapport sur les débats consacrés aux questions horizontales, que sa délégation attendait avec impatience. Le représentant de l'Uruguay pensait également qu'il importait que le Conseil général décide de la manière dont il poursuivrait ses travaux au niveau horizontal, étant donné que certaines de ces questions touchaient également à la propriété intellectuelle.

169. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

N. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET ACCÈS AUX MÉDICAMENTS

170. Les déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour ont été distribuées séparément, sous couvert du document IP/C/M/31, comme le Conseil en était convenu.

O. RENSEIGNEMENTS SUR LES FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC

i) Accessions

171. Le Président a informé le Conseil que le 31 mai 2001, la Lituanie était devenue le 141^{ème} Membre de l'OMC. La Lituanie s'était engagée à appliquer pleinement les dispositions de l'Accord sur les ADPIC à compter de la date de son accession à l'OMC, sans période de transition. Conformément aux procédures régissant l'examen des législations nationales de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, que le Conseil avait appliquées jusqu'à présent aux nouveaux Membres, le Président a proposé que la Lituanie soit ajoutée à la liste des Membres dont la législation nationale de mise en œuvre devait être examinée en novembre 2001.

172. Le Conseil général en est ainsi convenu.

ii) Règlement des différends

173. Le Président a informé le Conseil que les États-Unis, le Danemark et les Communautés européennes avaient soumis conjointement, par voie de communication datée du 7 juin 2001, la solution convenue d'un commun accord à laquelle ils étaient parvenus dans le cadre de la procédure de règlement des différends que les États-Unis avaient engagée le 14 mai 1997 concernant l'obligation des Communautés européennes et du Danemark, au titre de l'Accord sur les ADPIC, de prévoir la possibilité de faire appliquer rapidement et effectivement des mesures provisoires, sans que l'autre partie soit entendue dans le cadre des procédures civiles relatives à des droits de propriété intellectuelle (IP/D/9). Cette solution convenue d'un commun accord avait été distribuée sous couvert du document IP/D/9/Add.1.

P. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

174. Le Président a informé le Conseil que l'ONUSIDA avait fait parvenir une demande spécifique en vue d'être admis en tant qu'observateur à la présente réunion du Conseil, seulement pour les débats menés au titre du point N de l'ordre du jour. Il a proposé que le Conseil accède à cette demande.

175. Le Conseil en est ainsi convenu.

176. Le Président a rappelé que le Conseil était toujours saisi de 15 demandes émanant d'organisations intergouvernementales qui souhaitaient obtenir le statut d'observateur. Une liste actualisée des demandes en souffrance était disponible dans le document IP/C/W/52/Rev.9. Il a rappelé la suggestion que son prédécesseur avait faite au Conseil en tant que Président afin d'avancer sur cette question. Le Conseil pourrait envisager, dans un premier temps, d'accepter les demandes émanant: i) d'organisations multilatérales ayant déjà le statut d'observateur dans d'autres organes de l'OMC, c'est-à-dire l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI); le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB); et le Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE); et ii) les organisations administrant des offices régionaux de propriété industrielle, c'est-à-dire l'Organisation africaine régionale de propriété industrielle (ARIPO) et le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG). Le Président a déclaré qu'il semblait particulièrement important de répondre aux demandes de ces organisations (ARIPO et CCG), étant donné qu'elles étaient directement intéressées par la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. Il a rappelé par ailleurs que le Conseil avait été invité instamment par la session extraordinaire du Conseil général, qui s'était tenue le 18 octobre 2000, à donner un accueil favorable à la demande de statut d'observateur formulée par le Secrétariat de la CDB sur une base *ad hoc*, en attendant la conclusion de discussions plus larges sur le statut d'observateur des organisations intergouvernementales au sein du

Conseil général, mais que le Conseil des ADPIC n'avait pas été en mesure de parvenir à un consensus sur ce point.

177. Le représentant des États-Unis a informé le Conseil que la position de sa délégation sur ce sujet n'avait pas changé depuis la dernière discussion que le Conseil avait eue sur ce point de l'ordre du jour. Elle était impatiente que le Conseil général parachève ses travaux sur ce sujet afin de donner au Conseil des ADPIC des orientations sur l'octroi du statut d'observateur sur une base *ad hoc*.

178. Le représentant du Brésil a appuyé la proposition visant à octroyer le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales qui l'avaient déjà dans d'autres organes de l'OMC. Il a ajouté que la situation dans ce domaine était des plus regrettables. Ce n'était pas une bonne chose que l'OMC refuse le statut d'observateur à des organisations qui étaient très importantes pour ses travaux. Au début de la réunion, le Conseil avait eu une discussion positive sur la santé publique, mais il n'était pas capable de le faire en ce qui concerne les demandes de statut d'observateur, question pourtant simple. Ce n'était pas compliqué de permettre à des représentants d'autres organisations d'assister aux réunions du Conseil. Cette question devrait être dénuée de tout caractère politique. Si les Membres se souciaient de l'opinion publique et désiraient donner une image positive de l'OMC, ils devraient se mettre d'accord sur cette question dès que possible et accorder le statut d'observateur à d'autres organisations intergouvernementales, en particulier au Secrétariat de la CDB.

179. Le représentant des Communautés européennes a fait part à nouveau du point de vue de sa délégation, qui se féliciterait de l'octroi du statut d'observateur à l'ARIPO, au Secrétariat de la CDB, à l'IPGRI et à l'OIV.

180. Le Président a conclu que sa suggestion n'avait pas donné lieu à un consensus.

181. Le Conseil a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

Q. AUTRES QUESTIONS

182. Aucune autre question n'a été soulevée sous ce point de l'ordre du jour.
